

Cour fédérale



Federal Court

Date : 20230309

Dossier : T-1542-12

Référence : 2023 CF 327

[TRADUCTION FRANÇAISE]

Ottawa (Ontario), le 9 mars 2023

En présence de madame la juge McDonald

RECOURS COLLECTIF

ENTRE :

**LE CHEF SHANE GOTTFRIEDSON, au nom de la BANDE
INDIENNE TK'EMLÚPS TE SECWÉPEMC, la BANDE
INDIENNE TK'EMLÚPS TE SECWÉPEMC, le CHEF GARRY
FESCHUK, au nom de la BANDE INDIENNE SECHELT, et la
BANDE INDIENNE SECHELT**

demandeurs

et

SA MAJESTÉ LE ROI DU CHEF DU CANADA

défendeur

ORDONNANCE ET MOTIFS

Table des matières

I.	Aperçu.....	3
II.	Le contexte.....	4
III.	L'audience d'approbation du règlement	7
IV.	Les modalités de la convention de règlement.....	10
V.	Les questions en litige.....	13
VI.	Analyse	14
A.	Les dispositions sur la décharge de responsabilité dans la convention de règlement.....	14
B.	Le règlement est-il juste et raisonnable?.....	22
1)	Principes juridiques	22
a)	La probabilité de recouvrement ou de réussite	23
b)	Le travail effectué avant l'audience, notamment les interrogatoires préalables, la preuve et les enquêtes	25
c)	Les modalités du règlement proposé.....	27
d)	Les coûts ultérieurs et la durée probable du litige	29
e)	Les manifestations d'appui et les oppositions	30
f)	La bonne foi et l'absence de collusion	34
g)	Les communications avec les membres du groupe durant le litige	35
h)	Les recommandations et l'expérience des avocats	37
VII.	Conclusion	37
	Annexe A – Convention de règlement.....	46
	Annexe A – Déclaration modifiée une seconde fois déposée le 11 février 2022	71
	Annexe B – Ordonnance de certification du 18 juin 2015.....	97
	Annexe B.1 – Ordonnance du 24 septembre 2021 (ordonnance et annexe G de la convention de règlement)	118
	Annexe B.2 – Ordonnance du 8 février 2022 (sans les annexes)	133
	Annexe C – Liste des bandes membres du groupe qui se sont jointes au recours.....	139
	Annexe D – Politique de placement.....	158
	Annexe E – Politique de versement et formule de versement	160
	Annexe F – Les quatre piliers	163
	Annexe B – Projet de distribution de l'avis d'approbation du règlement.....	167
	Annexe C – Avis d'approbation du règlement (en français et en anglais).....	170

I. Aperçu

[1] Les parties demandent à la Cour d'approuver la convention de règlement conclue dans le présent recours collectif de longue date en réparation pour la perte de leur langue et de leur culture par les bandes indiennes en raison des pensionnats indiens. L'objectif de la convention de règlement est décrit de la manière suivante au paragraphe M :

[TRADUCTION]

Les parties souhaitent qu'il y ait un règlement équitable et complet des réclamations du groupe des bandes conformément au désir du Canada d'assurer le financement des activités visant la guérison, le bien-être, l'éducation, le patrimoine, la langue et les activités de commémoration, et de promouvoir les principes des quatre piliers établis par les représentants demandeurs :

- a. Revitalisation et protection des langues autochtones;
- b. Revitalisation et protection des cultures autochtones;
- c. Promotion et protection du patrimoine;
- d. Bien-être des communautés autochtones et de leurs membres.

[2] Avec le consentement du défendeur, le Canada, les représentants demandeurs demandent à la Cour d'approuver le règlement conclu au profit des 325 bandes membres du groupe partout au Canada qui ont choisi de se joindre au présent recours collectif.

[3] L'audience d'approbation du règlement a eu lieu en personne à Vancouver, en Colombie-Britannique, les 27 et 28 février 2023. L'audience a également été diffusée sur Internet par Zoom afin de permettre aux bandes membres du groupe de l'observer et de se prononcer sur

la convention de règlement si elles le souhaitent. La Cour a entendu des observations de bandes membres du groupe à la fois en personne et par Internet.

[4] Ce règlement jouit de l'appui massif des représentants demandeurs, qui ont participé à l'instance depuis le début. De nombreuses autres bandes membres du groupe ont également exprimé leur soutien au règlement. Les avocats du groupe et les avocats du Canada ont tous deux souligné qu'ils n'ont jamais été témoins au cours de leur carrière d'un tel appui unanime à un règlement pour un recours collectif.

[5] La seule objection ou préoccupation exprimée au sujet du règlement a trait au libellé de la décharge de responsabilité dans la convention de règlement. Je reviendrai sur cette question plus loin.

[6] Pour les motifs qui suivent, et malgré l'objection relative au libellé de la décharge de responsabilité, je conclus que le règlement est juste, raisonnable, et va dans l'intérêt supérieur des bandes membres du groupe. J'approuve donc la convention de règlement.

II. Le contexte

[7] En 2015, la Commission de vérité et réconciliation du Canada a conclu ce qui suit :

Pendant plus d'un siècle, les objectifs centraux de la politique indienne du Canada étaient les suivants : éliminer les gouvernements autochtones, ignorer les droits des Autochtones, mettre fin aux traités conclus et, au moyen d'un processus d'assimilation, faire en sorte que les peuples autochtones cessent d'exister en tant qu'entités légales, sociales, culturelles, religieuses

et raciales au Canada. L'établissement et le fonctionnement des pensionnats ont été un élément central de cette politique, que l'on pourrait qualifier de « génocide culturel ».

Honorer la vérité, réconcilier pour l'avenir : Sommaire du rapport final de la Commission de vérité et réconciliation du Canada,
page 1.

[8] En 2010, le chef Gottfriedson et le chef Feschuck ont entrepris de défendre les droits des élèves externes et des communautés des Premières Nations exclus des précédents règlements relatifs aux pensionnats indiens. Ils ont mis sur pied une équipe juridique et ont déposé, en août 2012, le présent recours collectif.

[9] De façon visionnaire, ils ont présenté une demande pour la perte de la culture et des droits linguistiques des bandes indiennes qui avaient un pensionnat dans leur communauté ou dont des membres ont fréquenté un pensionnat de 1920 à 1997.

[10] À la suite d'une requête en autorisation de recours collectif contestée, le 18 juin 2015, le juge Harrington a autorisé la présente instance comme recours collectif au profit de trois groupes : le groupe des survivants, le groupe des descendants et le groupe des bandes (*Gottfriedson c. La Reine*, 2015 CF 706, et *Gottfriedson c. La Reine*, 2015 CF 766 (les ordonnances d'autorisation)).

[11] Conformément aux « Appels à l'action » énoncés dans le rapport de la Commission de vérité et réconciliation, la stratégie du Canada en matière de contentieux a évolué. Dans un esprit

de réconciliation, en 2019, les parties ont entrepris des négociations intensives en vue d'un règlement.

[12] En juin 2021, les parties ont négocié un règlement pour les réclamations des groupes des survivants et des descendants. Le 24 septembre 2021, la Cour a approuvé la convention de règlement conclue entre le Canada et les groupes des survivants et des descendants pour la perte de culture et de langue dont ont souffert ceux qui avaient fréquenté les pensionnats à titre d'élèves externes de 1920 à 1997 (*Gottfriedson c. La Reine*, 2021 CF 988).

[13] Ce règlement partiel du recours collectif ne visait pas les réclamations des bandes, et les parties ont poursuivi leur action en justice.

[14] Les bandes membres du groupe ont été invitées à se joindre au recours collectif. Selon une ordonnance du 15 juin 2022 (inédite), la date limite pour se joindre était le 30 juin 2022. Il y a 325 bandes membres du groupe. La liste se trouve à l'annexe C de la convention de règlement, qui a été modifiée pour supprimer une entrée en double aux termes d'une ordonnance prononcée le 21 janvier 2023 (*Gottfriedson c. Le Roi*, 2023 CF 106). La liste corrigée des bandes membres du groupe est jointe à l'ordonnance du 21 janvier 2023.

[15] Le procès sur les questions communes aux réclamations des bandes devait commencer le 12 septembre 2022 et s'étaler sur 48 jours. La revendication a été scindée en deux, l'étape des dommages-intérêts devant se poursuivre à une date ultérieure.

[16] À l'ouverture du procès le 12 septembre 2022, les parties ont demandé un bref ajournement et, le 20 septembre 2022, le procès a été ajourné *sine die* afin de permettre aux parties d'entreprendre des négociations de règlement.

[17] Le 18 janvier 2023, les parties ont signé la convention de règlement proposée relative aux réclamations des bandes.

[18] Le 21 janvier 2023, la Cour a approuvé le projet d'avis (l'avis) afin de remettre aux membres du groupe le règlement proposé et les informer de l'audience d'approbation du règlement, qui devait commencer le 27 février 2023.

[19] Cet avis a été acheminé aux bureaux administratifs et politiques de chacune des 325 bandes membres du groupe. Les membres du groupe avaient jusqu'au 20 février 2023 pour présenter des déclarations de soutien ou d'opposition aux avocats du groupe demandeur.

III. L'audience d'approbation du règlement

[20] Les affidavits suivants ont été déposés à l'appui de la présente requête :

- l'affidavit de Peter Grant, l'un des avocats du groupe demandeur, souscrit le 20 février 2023;
- l'affidavit du chef Shane Gottfriedson, ancien chef de la Bande indienne Tk'emlúps te Secwépemc, représentant demandeur pour le groupe des bandes, souscrit le 21 février 2023;

- l'affidavit du chef Garry Feschuk, ancien chef de la Nation Shíshálh, autrefois connue sous le nom de Bande indienne Sechelt, représentant demandeur pour le groupe des bandes, souscrit le 20 février 2023;
- l'affidavit de Matthew Coon Come, ancien grand chef du Conseil des Cris (Eeyou Istchee), souscrit le 20 février 2023;
- l'affidavit de Jeanine Alphonse, auxiliaire juridique à la Waddell Phillips Professional Corporation, un des avocats du groupe demandeur, souscrit le 22 février 2023;
- l'affidavit de Garima Dwivedi, sous-ministre adjointe de la Résolution et des Partenariats du ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord, souscrit le 23 février 2023.

[21] La Cour a aussi reçu des observations écrites des bandes suivantes avant l'audience d'approbation du règlement : Première Nation Elsipogtog, Nation crie de Star Blanket, Première Nation Taku River Tlingit, et réserve Tootinaowaziibeeng (traité n° 292). Elles ont toutes exprimé leur appui au règlement.

[22] À l'audience d'approbation du règlement, la Bande indienne de Neskonlith, la Tribu Penelakut, et la Nation crie d'Ermineskin ont présenté des déclarations écrites. Les avocats du groupe demandeur ont également informé la Cour des communications reçues de la Nation crie de Nisichawayasik et de la Première Nation de Nekaneet pour appuyer la convention de règlement.

[23] Le 21 février 2023, peu de temps avant l'audience d'approbation du règlement, la Nation Wauzhushk Onigum (Rat Portage) (traité n° 153) a déposé une requête en vue de faire modifier l'ordonnance d'autorisation afin de lui permettre de s'exclure de la convention de règlement dans les 12 mois. La Nation Wauzhushk Onigum s'est également opposée au règlement en raison du libellé de la décharge de responsabilité et de l'absence d'une disposition permettant de s'exclure du règlement. L'avocat de la Nation Wauzhushk Onigum a retiré cette requête et cette opposition durant l'audience d'approbation du règlement.

[24] Durant l'audience d'approbation du règlement, la Cour a entendu les observations orales des représentants suivants des bandes membres du groupe :

- l'ancien grand chef Matthew Coon Come, Grand Conseil des Cris;
- l'ancien chef Shane Gottfriedson, Tk'emlúps te Secwépemc;
- l'ancien chef Garry Feschuk, Nation Shíshálh;
- Kúkpi7 Rosanne Casimir, Tk'emlúps te Secwépemc;
- le chef Michael Starr, Nation crie de Star Blanket;
- Kukpi7 Irvin Wai, Bande indienne de Neskonlith;
- la conseillère Joan Manuel-Hooper, Bande indienne de Neskonlith;
- le chef Cody Thomas, Nation crie d'Enoch;
- le chef Greg Gabriel, Bande indienne de Penticton;
- le conseiller et ancien chef Craig Makinaw, Nation crie d'Ermineskin;
- Collin Wildcat, Nation crie d'Ermineskin;
- Alice Morgan, village de Hagwilget;

- Robert Sam, Tribu Penelakut;
- Bonnie Missens c.r., Première Nation de Pasqua;
- Oliver Pulleyblank, avocat de la Nation Wauzhushk Onigum;
- le chef Ramona Sutherland, Première Nation de Constance Lake;
- le chef Michelle Edwards, Bande indienne de Cayoose Creek.

IV. Les modalités de la convention de règlement

[25] Le Canada versera 2,8 milliards de dollars afin de régler entièrement et définitivement les réclamations du groupe des bandes, conformément au paragraphe 24.01 de la convention de règlement.

[26] En guise d'aperçu, les paragraphes introductifs de la convention de règlement sont ainsi libellés :

[TRADUCTION]

A. Le Canada et certaines organisations religieuses ont exploité les pensionnats indiens dans lesquels les enfants autochtones, leurs familles et leurs communautés ont subi des préjudices.

B. Deux objectifs essentiels du système des pensionnats indiens étaient d'isoler les enfants autochtones et les soustraire de l'influence de leurs foyers, de leurs familles, de leurs traditions et de leurs cultures, et de les assimiler par intégration dans la culture dominante.

C. Le système des pensionnats indiens a été très néfaste et a causé des dommages durables aux survivants autochtones, à leurs familles et à leurs communautés.

[27] Les objectifs du règlement sont décrits au paragraphe M, qui énonce les quatre piliers de la convention de règlement :

[TRADUCTION]

- a. Revitalisation et protection des langues autochtones;
- b. Revitalisation et protection des cultures autochtones;
- c. Promotion et protection du patrimoine;
- d. Bien-être des communautés autochtones et de leurs membres.

[28] Pour atteindre les objectifs du règlement, on créera une entité à but non lucratif dirigée et contrôlée par des Autochtones :

[TRADUCTION]

21.01 Après la signature du présent accord, mais avant la date de mise en oeuvre, les demandeurs veillent à ce qu'une entité à but non lucratif soit constituée en personne morale en vertu de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*, L.C. 2009, ch. 23, ou d'une loi fédérale, provinciale ou territoriale semblable (cette loi constitutive, notamment ses modifications et les lois qui la remplacent, est désignée aux présentes comme la « **loi constitutive** »), qui sera le fiduciaire de la fiducie.

21.02 L'entité à but non lucratif est indépendante du gouvernement du Canada.

21.03 Les objectifs de l'entité à but non lucratif sont les quatre piliers décrits plus en détail à l'annexe F.

[En gras dans l'original]

[29] L'entité à but non lucratif établira un fonds en fiducie, que les articles 22.01 à 22.03 décrivent ainsi :

[TRADUCTION]

22.01 L'entité à but non lucratif établit une fiducie et, en tant que fiduciaire de celle-ci, reçoit, détient, place, administre et verse le fonds au profit des bandes membres du groupe conformément au présent accord, aux modalités de la fiducie énoncées dans l'accord de fiducie écrit signé par l'entité à but non lucratif pour indiquer qu'elle accepte la fiducie et les devoirs et obligations du fiduciaire, conformément à la politique de placement et à la politique de versement jointes aux annexes D et E.

22.02 L'entité à but non lucratif est l'unique fiduciaire de la fiducie.

22.03 Les fonctions et responsabilités des administrateurs de l'entité à but non lucratif sont les suivantes :

- a. constituer la fiducie;
- b. placer le fonds en tenant compte de la politique de placement;
- c. verser le fonds aux bandes membres du groupe conformément à la politique de versement;

[...]

[30] L'entité à but non lucratif est responsable de verser le fonds aux bandes membres du groupe conformément à la politique de versement énoncée à l'annexe E de la convention de règlement.

[31] La politique de versement énonce les droits de chacune des bandes membres du groupe aux termes de la convention de règlement. Chaque bande a droit aux versements suivants :

[TRADUCTION]

a. **Fonds de planification** : Dès réception des sommes prévues dans le présent accord, la fiducie verse un montant initial de 200 000 \$ à chaque bande afin de préparer un plan pour la

réalisation d'un ou de plusieurs des objectifs et des buts des quatre piliers.

b. Fonds de démarrage initial : Après avoir reçu et examiné le plan d'une bande, la fiducie verse les fonds de démarrage initial, qui correspondent à la part proportionnelle de la somme de 325 000 000 \$ à laquelle la bande a droit, dont 40 % sont imputables au taux de base et les 60 % restants servent au rajustement selon la population. Le taux de base est le montant égal payable à chaque bande. Le conseil établit le rajustement approprié au fonds de démarrage initial en raison de l'éloignement; ce rajustement s'ajoute aux 325 000 000 \$ et est prélevé sur le capital.

c. Droit annuel : Chaque bande reçoit chaque année une part du revenu de placement qui peut être versé. On calcule la part versée à chaque bande chaque année au moyen de la politique de versement. La fiducie peut, selon son pouvoir discrétionnaire, ne pas verser tout le revenu de placement d'une année donnée afin de pouvoir verser des fonds suffisants pendant les années où le revenu est moindre en raison des conditions du marché.

[En gras dans l'original]

[32] Si la Cour approuve la convention de règlement, le Canada sera libéré de toute responsabilité liée aux réclamations des bandes membres du groupe dans le présent recours collectif.

V. Les questions en litige

[33] La question principale est de savoir si la convention de règlement est juste et raisonnable. La seule objection au règlement concerne le libellé de la décharge de responsabilité. J'examinerai d'abord cette question.

VI. Analyse

A. *Les dispositions sur la décharge de responsabilité dans la convention de règlement*

[34] Comme je l'ai souligné, la seule objection ou préoccupation soulevée portait sur le libellé de la décharge de responsabilité dans la convention de règlement. La Nation Wauzhushk Onigum et la Première Nation de Constance Lake se sont opposées à la portée du libellé de la décharge de responsabilité, quoique la Nation Wauzhushk Onigum ait retiré son objection lors de l'audience d'approbation du règlement. Les préoccupations concernant ce libellé sont nées à la suite de la terrible découverte de tombes anonymes et de lieux d'enterrements aux sites des anciens pensionnats. On s'inquiète que ce libellé pourrait empêcher tout effort futur mené afin de tenir le Canada responsable de ces graves découvertes.

[35] Cette question était au centre des préoccupations des parties lorsqu'elles ont préparé les modalités du règlement dont la Cour est saisie. Je souligne que le site du pensionnat indien de Kamloops, où les restes de 215 enfants ont été découverts en mai 2021, se trouve sur le territoire de l'un des représentants demandeurs, la Bande indienne Tk'emlúps te Secwépemc. Cette terrible découverte a attiré l'attention du pays sur les tombes anonymes d'anciens pensionnats dans tout le Canada.

[36] Les dispositions sur la décharge de responsabilité de la convention de règlement sont ainsi libellées :

[TRADUCTION]

27.01 Chaque bande membre du groupe (le « renonciateur ») décharge entièrement et à jamais Sa Majesté le Roi du chef du Canada et ses fonctionnaires, mandataires, dirigeants et employés de toute action et cause d'action et de toute responsabilité en *common law*, en droit international et en droit civil québécois, et de toute responsabilité aux termes d'une loi ou d'un contrat, à quelque tribunal que ce soit (les « réclamations ») à l'encontre du Canada qui a été faite ou aurait pu être faite relativement à celles énoncées dans la déclaration modifiée une seconde fois, à l'égard des pensionnats, notamment l'objet, la constitution, la planification, l'établissement, la mise en place, le lancement, le financement, l'exploitation, la supervision, le contrôle et la poursuite des pensionnats, la fréquentation obligatoire des pensionnats par les survivants, le système des pensionnats et toute politique en matière de pensionnats, ce qui est appelé la « renonciation » dans la présente convention de règlement. Toutes ces réclamations susmentionnées dans la présente action sont rejetées avec le consentement des parties comme si elles avaient été tranchées sur le fond.

27.02 Il est entendu que les réclamations ne portent pas sur les enfants qui sont morts ou qui sont disparus alors qu'ils fréquentaient le pensionnat.

27.03 Il est entendu que la renonciation ne constitue pas un règlement, une renonciation ou une restriction par les renonciateurs à l'égard d'une réclamation ou d'une instance judiciaire portant sur la déclaration d'un droit autochtone ou d'un droit issu d'un traité, ou d'un manquement à un tel droit, ou un manquement à une obligation fiduciaire ou le caractère constitutionnel de toute disposition de la *Loi sur les Indiens* ou des lois qui l'ont précédée, ou de ses règlements, à l'exception des réclamations liées à l'objet, la constitution, la planification, l'établissement, la mise en place, le lancement, le financement, l'exploitation, la supervision, le contrôle et la poursuite des pensionnats, à la fréquentation obligatoire des pensionnats par les survivants, au système des pensionnats et à toute politique en matière de pensionnats, comme énoncé à l'article 27.01.

27.04 Sauf de la façon qui y est prévue, le présent accord de règlement ne constitue pas un règlement, une renonciation ou une restriction par les renonciateurs à l'égard d'une personne autre que

le Canada. Il est entendu qu'aucun tiers, notamment une organisation religieuse qui a participé à la constitution ou à l'exploitation des pensionnats, ne peut invoquer la renonciation.

27.05 Si un renonciateur fait une réclamation ou une demande, ou intente ou poursuit une action ou une procédure à l'encontre d'un tiers à l'égard des allégations ou des préjudices visés par le recours collectif, notamment à l'encontre d'une province, d'un territoire, d'une personne physique ou morale ou d'une organisation religieuse qui a joué quelque rôle à l'égard des pensionnats, il restreint expressément sa réclamation afin d'exclure toute responsabilité éventuelle du Canada, ou toute responsabilité qu'aurait le Canada n'eût été la renonciation.

27.06 Le Canada peut invoquer la renonciation comme moyen de défense dans une action par les renonciateurs qui prétend viser un dédommagement par le Canada d'un objet visé par le présent accord.

27.07 Chaque renonciateur est réputé avoir convenu, affirmé et garanti qu'il est le détenteur des droits collectifs faisant l'objet des obligations visées par la déclaration modifiée une seconde fois pour le compte de sa communauté respective.

27.08 Le Canada peut invoquer le présent accord comme moyen de défense si un particulier, un groupe ou une entité (un « tiers ») intente une action ou une réclamation ou une demande à l'égard des réclamations faisant l'objet de la renonciation et affirme qu'il est le bénéficiaire des obligations invoquées, ou qu'il peut invoquer ces obligations, parce qu'il est un sous-groupe du renonciateur, ou que le renonciateur est un sous-groupe du tiers, ou qu'il est lié au renonciateur d'une autre façon.

27.09 Si la Cour ou le tribunal conclut qu'un tiers détient les droits ou est le bénéficiaire des obligations en cause, et non le renonciateur, le Canada peut demander la compensation des montants versés au renonciateur en vertu du présent accord.

27.10 Les dispositions sur la renonciation des présentes seront intégrées à l'ordonnance judiciaire approuvant la convention de règlement; elles ne seront modifiées qu'à l'égard de la mise en page.

[Non souligné dans l'original]

[37] Alors que l'article 27.02 exclut expressément toute réclamation portant sur les enfants qui sont morts ou qui sont disparus alors qu'ils fréquentaient le pensionnat, on s'inquiétait néanmoins que les dispositions de la décharge de responsabilité soient trop vastes.

[38] La Cour suprême du Canada a récemment fourni une orientation relative à l'interprétation de la portée des décharges de responsabilité dans *Corner Brook (Ville) c. Bailey*, 2021 CSC 29 (*Bailey*). La Cour suprême a affirmé qu'il « n'existe pas de principe spécial d'interprétation applicable aux décharges de responsabilité » (au paragraphe 3). La Cour suprême a conclu ce qui suit :

[35] Les décharges de responsabilité tendent à présenter certaines caractéristiques susceptibles de donner lieu à des interprétations prudentes. Le tribunal appelé à interpréter un contrat doit donner aux mots figurant dans celui-ci leur sens ordinaire et grammatical, qui s'harmonise avec les circonstances dont les parties avaient connaissance au moment de la conclusion du contrat : *Sattva*, par. 47-48. Il arrive parfois qu'il y ait tension entre le sens ordinaire des mots et les circonstances, et les tribunaux doivent alors décider s'ils doivent s'appuyer sur les circonstances afin de préciser le sens des mots ou si, ce faisant, celles-ci supplanteraient de façon inacceptable les mots de l'accord, auquel cas ce sont ceux-ci qui doivent l'emporter : par. 57. De telles tensions surviennent le plus souvent dans l'interprétation des décharges de responsabilité, et ce, pour deux raisons.

[36] Premièrement, ainsi que Cass le fait observer, [TRADUCTION] « Une caractéristique distinctive des décharges de responsabilité est qu'elles sont souvent libellées de la façon la plus large possible » : p. 83 (note de bas de page omise). Interprétée littéralement, une décharge générale de responsabilité pourrait empêcher à jamais l'auteur de la décharge de poursuivre le bénéficiaire de celle-ci pour quelque raison que ce soit. Bien qu'une telle décharge de responsabilité puisse ne pas être susceptible d'exécution pour d'autres raisons (par ex., pour cause d'iniquité), les circonstances peuvent également souvent indiquer que des conséquences aussi extrêmes ne correspondent pas à ce

que les parties souhaitaient objectivement. Comme l'a expliqué la Cour d'appel de la Colombie-Britannique dans l'affaire *Strata Plan BCS 327*, [TRADUCTION] « Bien que les décharges de responsabilité signées dans le cadre du règlement à l'amiable d'un différend soient souvent formulées de façon large et générale, et semblent couvrir tous les cas de figure imaginables, elles doivent être examinées dans le contexte du différend en question » : par. 26. Ce contexte peut constituer un facteur limitant la portée du libellé de la décharge de responsabilité.

[...]

[43] Il est possible d'établir des distinctions entre les réclamations fondées sur des faits connus des deux parties (comme c'est le cas en l'espèce) et celles fondées sur des faits qui n'étaient pas connus des deux parties (comme c'était le cas dans l'affaire *Biancaniello*). De telles distinctions peuvent s'avérer utiles lorsqu'un tribunal est appelé à interpréter une décharge de responsabilité et à déterminer si la réclamation en litige fait partie du type de réclamations que les parties entendaient réciproquement écarter par la décharge. La question ultime est celle de savoir si la réclamation est du type de celles que vise la décharge de responsabilité. La réponse à cette question dépend dans chaque cas du libellé et des circonstances de la décharge. Le principe de précaution formulé par lord Bingham dans l'arrêt *Ali* ne doit pas être considéré comme une règle d'interprétation, mais plutôt comme une observation sur les questions que les décharges de responsabilité sont susceptibles de soulever compte tenu de leur objet. Toute tendance des tribunaux à interpréter étroitement le libellé général d'une décharge de responsabilité est fonction non pas de quelque règle spéciale, mais plutôt du contexte dans lequel la décharge est accordée. Par conséquent, les règles habituelles d'interprétation des contrats énoncées dans l'arrêt *Sattva* s'appliquent aux décharges de responsabilité comme à tout autre contrat.

[39] Pour ce qui est en particulier des recours collectifs, la décision *Leonard v.*

The Manufacturers Life Insurance Company, 2020 BCSC 1840 (*Leonard*), rendue par la Cour suprême de la Colombie-Britannique, est utile. Dans la décision *Leonard*, on s'était opposé en alléguant que la décharge était trop vaste. En tirant la conclusion que la décharge

[TRADUCTION] « n'interdisait pas de manière inappropriée les réclamations futures » (au paragraphe 115), le juge Gomery a affirmé, au paragraphe 117 :

[TRADUCTION]

Il convient de souligner qu'en ce qui concerne le groupe, les « procédures » se limitent aux questions communes. La décharge interdit les réclamations portant sur les questions communes, mais pas les réclamations fondées sur une autre théorie juridique ou une autre cause d'action qui pourrait découler des mêmes actes. Ces réclamations ne seraient pas des réclamations fondées sur « toute conduite, tout acte ou toute omission qui a été ou qui aurait pu être invoqué dans la poursuite ».

[40] Selon les décisions *Bailey* et *Leonard*, la Cour doit tenir compte du libellé de la décharge par rapport aux circonstances, y compris les réclamations dans les actes de procédure et les questions communes certifiées. Le libellé des actes de procédure et des questions communes certifiées nous éclairent sur les conditions et la portée juridique des dispositions de la décharge.

[41] En l'espèce, le libellé de la décharge de responsabilité ne s'applique qu'aux réclamations soulevées dans le recours collectif. Dans la déclaration modifiée une seconde fois, les réclamations sont décrites dans les termes suivants :

[TRADUCTION]

2(i) [...] le préjudice causé par la constitution et la mise en œuvre des pensionnats et de la politique des pensionnats aux coutumes et pratiques éducatives, gouvernementales, économiques, culturelles, linguistiques, spirituelles et sociales, au mode de vie, aux structures de gouvernance traditionnelles, ainsi qu'à la sécurité et au bien-être individuels des Autochtones et de leur communauté.

[...]

27 Les membres du groupe ont perdu, en tout ou en partie, leur viabilité économique traditionnelle, leur autonomie gouvernementale et leurs lois, leur langue, leur assise territoriale et leurs enseignements fondés sur la terre, leurs pratiques spirituelles traditionnelles et leurs pratiques religieuses, ainsi que le sens intégral de leur identité collective.

[42] Les questions communes certifiées par le juge Harrington dans l'ordonnance d'autorisation pour le groupe des bandes sont les suivantes :

- a. Du fait des fins, du fonctionnement ou de la gestion de l'un quelconque des pensionnats durant la période visée par le recours collectif, le défendeur a-t-il manqué à une obligation fiduciaire qu'il avait envers les groupes [...] des bandes [...] de ne pas détruire leur langue et leur culture?
- b. Du fait des fins, du fonctionnement ou de la gestion de l'un quelconque des pensionnats durant la période visée par le recours collectif, le défendeur a-t-il violé les droits culturels ou les droits linguistiques, ancestraux ou autres, des bandes [...]?

[43] Durant les observations orales, M^e Phillips, un des avocats du groupe, a confirmé ce qui suit :

[TRADUCTION]

Alors que l'article 27.01 aurait déjà, à mon avis, traité de cela, que la décharge de responsabilité ne vise pas ces réclamations, l'article 27.02 va directement à l'essentiel parce que les avocats du groupe, les avocats du Canada et les représentants demandeurs se sont penchés sur cette question précise. Et pour reprendre mon expression, pour confirmer la chose, on affirme qu'aucune réclamation concernant des enfants disparus ou décédés n'est visée par le libellé de la décharge à l'article 27.02.

Pour la même raison, les églises et leur responsabilité, elles n'étaient pas visées par ce recours. Au départ, on a décidé, pour s'assurer que nous pourrions au moins obtenir — pendant la vie de certaines personnes, la fin de cette affaire, les églises n'étaient pas visées. Elles ont été expressément exclues dans notre déclaration

initiale. Et nos clients voulaient s'assurer qu'aucune décharge ne s'appliquerait aux églises ou qu'on pourrait affirmer qu'elle s'applique aux églises. Et, encore une fois, concernant l'article 27.01, comme la déclaration a été libellée, ou « Gottfriedsonisée », ils ont supprimé les renvois aux églises. Ce [inaudible] à l'article 27.01 signifiait qu'elles n'allaient pas être visées par ceci, mais par l'article, je crois, 27.04. Une fois encore, pour être bien clair, nous nous sommes assurés, selon les directives de nos clients, que la décharge de responsabilité n'allait pas viser les églises.

En même temps — et vous le constaterez au paragraphe 60 de nos observations — un de nos clients a soulevé des préoccupations concernant les revendications territoriales. Et une fois encore, à mon avis, pour l'article 27.01, aucune revendication territoriale n'aurait pu être soulevée à l'égard de la réclamation dans la demande ou en tenant compte des questions communes de fait et de droit. Mais pour l'article 27.03, pour être encore clair, on a précisé qu'aucune revendication territoriale ne serait visée par la décharge.

[Non souligné dans l'original]

[44] Un des avocats du Canada, M^e Henderson, a aussi traité de cette question. Comme il l'a souligné, les parties ont négocié les modalités de la convention de règlement et ont soigneusement choisi les termes employés. À l'audience d'approbation du règlement, M^e Henderson a expressément parlé de la portée de la décharge et a affirmé ce qui suit :

[TRADUCTION]

Permettez-moi donc de dire, pour le dossier et sans réserve, que toute autre revendication qui pourrait exister concernant des enfants qui sont morts ou qui sont disparus, ou concernant les tombes ou les lieux d'enterrements anonymes, n'est pas visée par la décharge de responsabilité.

[45] Compte tenu de ces circonstances, je conclus que les dispositions relatives à la décharge dans la convention de règlement ne sont pas une renonciation ou une restriction quelconque à

toute réclamation qui pourrait être déposée contre le Canada concernant les tombes anonymes ou les enfants qui sont morts ou qui sont disparus alors qu'ils fréquentaient les pensionnats.

[46] Je reconnais que les dispositions relatives à la décharge de responsabilité ont été rédigées avec soin et empêcheront une réclamation fondée sur les actes de procédure ou les questions communes soulevées dans le présent recours collectif. Toutefois, elles n'empêcheront pas une réclamation fondée sur une autre cause d'action.

B. *Le règlement est-il juste et raisonnable?*

1) Principes juridiques

[47] Aux termes du paragraphe 334.29(1) des *Règles des Cours fédérales*, DORS/98-106, le règlement d'un recours collectif ne prend effet que s'il est approuvé par un juge. Le critère à appliquer est de « savoir si le règlement est juste, raisonnable et dans l'intérêt supérieur de l'ensemble du groupe en général » (*Merlo c. La Reine*, 2017 CF 533, au paragraphe 16 (*Merlo*)).

[48] La Cour doit se demander si le règlement est raisonnable, et non s'il est parfait (*Châteauneuf c. La Reine*, 2006 CF 286, au paragraphe 7; *Merlo*, au paragraphe 18). De même, la Cour a uniquement le pouvoir d'approuver ou de rejeter le règlement; elle ne peut pas le modifier (*Merlo*, au paragraphe 17; *Manuge c. Canada*, 2013 CF 341, [2014] 4 R.C.F. 67, au paragraphe 5).

[49] Les facteurs dont il faut tenir compte pour apprécier le caractère raisonnable global du règlement proposé sont décrits dans plusieurs décisions (voir *Condon c. La Reine*, 2018 CF 522,

au paragraphe 19; *Lin c. Airbnb, Inc.*, 2021 CF 1260, au paragraphe 22) et comprennent les éléments suivants :

- a. la probabilité de recouvrement ou de réussite;
- b. le travail effectué avant l'audience, notamment les interrogatoires préalables, la preuve et les enquêtes;
- c. les modalités du règlement proposé;
- d. les coûts ultérieurs et la durée probable du litige;
- e. les manifestations d'appui et les oppositions;
- f. la bonne foi et l'absence de collusion;
- g. les communications avec les membres du groupe durant le litige;
- h. les recommandations et l'expérience des avocats.

[50] Comme il est mentionné dans la décision *McLean c. La Reine*, 2019 CF 1075 (*McLean*), au paragraphe 68, outre les facteurs qui précèdent, il faut examiner le règlement proposé dans son ensemble. La Cour ne peut réécrire les modalités de fond du règlement ou évaluer les intérêts de chaque membre du groupe isolément de l'ensemble du groupe.

[51] J'examinerai maintenant ces facteurs par rapport au règlement proposé en l'espèce.

a) *La probabilité de recouvrement ou de réussite*

[52] Au moment du dépôt du recours collectif, le succès était incertain. L'exclusion du groupe des survivants et du groupe des descendants de la Convention de règlement relative aux

pensionnats indiens (CRRPI) et du règlement dans le recours *McLean* laissait présager la position du Canada sur les chances de succès de ces réclamations. Par la suite, l'exclusion des bandes membres du groupe de la convention de règlement conclue concernant les réclamations du groupe des survivants et du groupe des descendants a montré une fois de plus que les réclamations présentées seraient très difficiles à établir et qu'il faudrait y avoir un procès.

[53] Le recours collectif soulève des questions juridiques nouvelles et complexes. Aucun des autres recours collectifs sur les pensionnats (CRRPI et *McLean*) n'a traité du concept de préjudice collectif causé aux bandes indiennes par le système des pensionnats.

[54] Les avocats du groupe avançaient sur un territoire vierge quand ils ont présenté les réclamations des bandes membres du groupe pour la perte de leur culture et de leur langue en raison des pensionnats. Non seulement il n'y avait pas de cause comparable au Canada, mais il n'y avait pas non plus de décision publiée sur des réclamations collectives ou sur la perte de langue et de culture dans le cas des pensionnats.

[55] Le Canada s'est opposé énergiquement à l'autorisation du recours et, après celle-ci, il a soulevé plusieurs moyens de défense, comme ceux relatifs à la prescription. Après le règlement du recours des survivants et des descendants, le Canada a nié tout manquement à son obligation fiduciaire envers les bandes de ne pas détruire leur langue ou leur culture et a nié toute violation des droits culturels ou linguistiques des Autochtones.

[56] Il faut également tenir compte du passage du temps et de la nature historique de ces réclamations. Les éléments de preuve documentaires historiques sont difficiles à réunir. Pour avoir gain de cause, les demandeurs devaient démontrer une conduite et une intention constantes visant à supprimer délibérément la langue et la culture autochtones dans l'ensemble du Canada, sur une période de plus de 77 ans, par 23 gouvernements fédéraux différents, dans 139 pensionnats.

[57] Selon les avocats du groupe, à leur connaissance, il s'agissait du seul recours intenté au Canada afin de faire valoir une réclamation collective au nom de communautés autochtones pour des préjudices subis dans les pensionnats. Présenter de nouvelles réclamations présente de nombreuses difficultés. La réussite n'était pas assurée et la réclamation de dommages-intérêts présentait des difficultés monumentales. Le fait qu'il s'agissait de réclamations pour des fautes historiques ajoute à la difficulté.

[58] La convention de règlement assure une certitude, un recouvrement et la conclusion de l'affaire pour les bandes membres du groupe. Ces résultats ne pourraient pas être garantis si le litige devait aller jusqu'au procès.

b) *Le travail effectué avant l'audience, notamment les interrogatoires préalables, la preuve et les enquêtes*

[59] Le Canada a opposé une défense vigoureuse. Avant l'autorisation du recours, le Canada a déposé plusieurs requêtes de nature procédurale, notamment une requête en suspension des procédures au titre de l'article 50.1 de la *Loi sur les Cours fédérales*, L.R.C. 1985, ch. F-7, en

plus d'une requête en mise en cause de plusieurs entités religieuses pour obtenir une indemnisation.

[60] En 2015, le Canada a contesté la requête en autorisation, ce qui a mené à une audience de quatre jours. Chaque aspect des réclamations présentées au nom des bandes était en litige et le Canada les a tous niés.

[61] Le procès sur les questions communes devait avoir lieu en septembre 2022, quand les négociations en vue d'un règlement ont commencé. La Cour a accordé aux parties un ajournement d'une semaine le jour où le procès devait débiter, le 12 septembre 2022, pour qu'elles poursuivent les discussions sur un éventuel règlement. Les négociations des parties ont été fructueuses et elles ont demandé l'ajournement du procès *sine die* lors de la deuxième semaine prévue pour le procès.

[62] Les parties étaient prêtes à procéder au procès quand elles sont parvenues à ce qui deviendrait le règlement. La communication de documents était terminée, et le Canada avait divulgué quelque 120 000 documents. Les parties avaient retenu les services d'experts et leurs rapports avaient été déposés à la Cour. Des interrogatoires préalables par écrit et de vive voix avaient eu lieu. Les parties avaient déposé des mémoires. Des efforts et un travail considérables ont été entrepris pour préparer ces réclamations uniques en vue du procès.

[63] À titre de juge chargée de la gestion de l'instance, j'étais bien consciente du travail entrepris pour que le procès puisse débiter. On a présenté les réponses aux interrogatoires écrits

du défendeur peu de temps avant le procès, et certaines questions n'étaient pas résolues. Il a fallu déposer des requêtes pour assigner éventuellement à comparaître le premier ministre et le ministre Marc Miller relativement à des déclarations publiques.

[64] Le Canada s'est également opposé à la preuve d'expert recueillie par les demandeurs au motif que ces éléments de preuve n'étaient pas admissibles ou pas pertinents. Le Canada a également contesté les compétences et l'indépendance de certains des experts.

[65] Alors que les parties étaient prêtes pour le procès, les avocats du groupe pouvaient parfaitement comprendre les difficultés et les risques de la poursuite des réclamations. Cela a permis aux avocats du groupe de commencer les discussions sur le règlement en comprenant clairement les difficultés qu'ils auraient à surmonter pour prouver les réclamations avancées.

c) *Les modalités du règlement proposé*

[66] J'ai présenté ci-dessus un aperçu des modalités du règlement. La convention de règlement prévoit la création d'une fiducie chargée d'administrer le fonds de 2,8 milliards de dollars. Chaque bande membre du groupe recevra un paiement forfaitaire de 200 000 \$. La fiducie versera les fonds de démarrage initial, qui seront égaux à la part proportionnelle de la bande, rajustés selon la population et l'éloignement. Les bandes recevront également une part du revenu de placement annuel du fonds, rajustée selon la population et l'éloignement.

[67] Le fonds existera durant 20 ans, après quoi les fonds qui restent seront versés proportionnellement aux bandes.

[68] La fiducie sera régie par un conseil d'administration formé de neuf administrateurs autochtones. Les bandes choisiront huit administrateurs et le Canada en choisira un. Le conseil aura une représentation régionale.

[69] La convention de règlement a été conçue pour confier aux peuples autochtones le contrôle de la réparation des préjudices subis. L'approche descendante, selon laquelle le Canada déterminait les priorités, les fonds disponibles et les utilisations approuvées de ces fonds, a conduit à des programmes à court terme qui ont eu peu de succès. Il était très important pour les représentants demandeurs que la fiducie soit dirigée par des Autochtones et utilisée pour soutenir des projets choisis par les membres du groupe eux-mêmes. L'autonomie des Autochtones relativement à l'origine et au contenu des programmes de revitalisation de leur langue et de leur culture est essentielle.

[70] La distribution des fonds selon la population d'une bande et son éloignement constitue une caractéristique nouvelle et importante de la convention de règlement. Auparavant, on calculait habituellement les sommes versées lors du règlement de réclamations des Premières Nations relatives à des droits historiques selon la population de la Nation le jour de la signature de la convention, sans tenir compte de la hausse future de la population. Cette façon de faire a constitué un point de discordance important pour les Premières Nations lors de la négociation de règlements avec le Canada, et continue d'influer sur la manière dont les fonds d'un règlement sont ensuite distribués aux membres de la Nation. L'approche adoptée dans la convention de règlement tient compte des expériences passées et est mieux adaptée aux intérêts à long terme des bandes.

[71] Ce règlement est historique à la fois en ce qui concerne le montant du règlement et en ce qui concerne sa structure. Comme l'a indiqué le Canada, le règlement de 2,8 milliards de dollars n'a pas pour but d'attribuer une valeur aux préjudices subis par les bandes, puisqu'il s'agit là d'une tâche impossible. Le règlement de 2,8 milliards de dollars a pour but d'aider à prendre des mesures pour inverser les pertes de langue, de culture et de patrimoine au moyen de l'entité à but non lucratif dirigée par les Autochtones, qui déterminera la façon de répartir le fonds. Selon les mots de l'avocat du Canada, M^e Henderson, il s'agit d'un règlement [TRADUCTION] « sans conditions ».

[72] Je souhaite qu'il soit clair que la Cour n'aurait pu accorder cette réparation aux bandes même si elles avaient entièrement eu gain de cause sur toutes les questions au procès.

[73] Les honoraires payables aux avocats du groupe, qui font l'objet d'une ordonnance distincte, ont été négociés après la convention de règlement proposée. L'entente sur les honoraires des avocats ne dépend pas de l'approbation de la convention de règlement. Cette indépendance des conventions est importante, puisqu'elle permet de s'assurer que la question des honoraires des avocats n'ait pas d'incidence sur les modalités de la convention de règlement. De plus, les honoraires des avocats ne seront pas prélevés sur les fonds visés par le règlement. Par conséquent, il n'existe aucun risque de réduire les fonds disponibles aux membres du groupe.

d) *Les coûts ultérieurs et la durée probable du litige*

[74] Le procès sur les questions communes aux réclamations des bandes devait commencer en septembre 2022 et durer 48 jours. Après la décision dans le procès sur les questions communes,

la réclamation quant aux dommages-intérêts se serait poursuivie, le cas échéant. Les conclusions du procès auraient sans aucun doute fait l'objet d'un appel, et l'on peut supposer que le litige se serait poursuivi durant une autre décennie.

[75] Étant donné que l'action existe depuis dix ans, et compte tenu du caractère nouveau et de la portée des réclamations, les frais ultérieurs et la durée du litige seraient probablement considérables si le règlement n'était pas approuvé.

e) *Les manifestations d'appui et les oppositions*

[76] En plus des manifestations d'appui écrites, la Cour a entendu de nombreux représentants des bandes qui se sont dits en faveur de ce règlement. J'aimerais souligner quelques commentaires.

[77] Le grand chef Matthew Coon Come, ancien grand chef du Grand Conseil des Cris, a affirmé ce qui suit :

[TRADUCTION]

Avec ce règlement, c'est la première fois que l'on reconnaît les préjudices qui nous ont été causés, non seulement comme particuliers, mais également comme Nations. Il reconnaît la perte de nos langues, de nos cultures, et de la capacité de nos Nations à agir comme des sociétés fières et saines. Le règlement rendra les Premières Nations responsables de leur propre guérison et de la revitalisation de leurs propres langues et cultures, conformément à leurs propres priorités. Il offrira un système de financement à long terme de ces priorités grâce à une fiducie qui sera gérée par des représentants des Premières Nations. C'est un règlement historique.

[78] Le chef Shane Gottfriedson, ancien chef de la bande Tk'emlúps te Secwépemc et représentant demandeur, a rendu hommage aux personnes [TRADUCTION] « qui ont laissé leur empreinte partout dans ce document » et a affirmé ce qui suit à la Cour :

[TRADUCTION]

[...] Même si on lit *Gottfriedson et Feschuk c. Canada*, il n'a jamais été question de moi et il n'a jamais été question de Garry; il était question de nos peuples. Ce sont nos peuples qui ont perdu leur langue, qui ont perdu leur culture quand on les a emmenés — quand on leur a dit qu'ils devaient aller dans des pensionnats indiens et qu'ils ont été emmenés de chez eux. Ce litige porte sur eux.

Et c'est probablement l'une des choses les plus difficiles que j'ai faites de ma vie. En raison de son importance et des récits, et de la conviction que nos peuples voulaient être traités de façon juste, qu'ils voulaient être traités avec respect. Et nous voulions corriger les torts.

Alors aujourd'hui, vous savez, c'est un jour historique pour nous, les Premières Nations, parce que nous et notre gouvernement pouvons décider au sujet de notre langue, notre culture et notre patrimoine causés par les pensionnats indiens.

[...]

C'est historique parce que les Premières Nations ont le contrôle sur leur langue et leur culture, parce qu'ils vont se retirer et nous laisser décider de ce qui est le mieux pour nos peuples. Je pense que c'est la bonne chose à faire. Je pense que c'est la chose honorable à faire.

Parce que je crois en notre langue, notre culture, notre mode de vie. Et cela dépend de nous. Ce n'est pas au Canada de nous dicter ce que nous devrions faire et comment nous devrions le faire. Nous pouvons le faire nous-mêmes. Nous avons toujours cru que nous en étions capables. Que ce soit la langue ou la culture, l'éducation ou les soins de santé, le bien-être des enfants, le règlement de nos revendications territoriales, la compétence sur nos propres affaires. Il est grand temps que le Canada commence à s'effacer et à nous laisser prendre en charge nos propres affaires.

Cela fait longtemps que nous attendons. Je suis heureux d'être ici aujourd'hui pour entendre ces mots, et je suis très, très honoré de pouvoir dire ce qui vient de mon cœur et de mes relations.

[79] Le chef Garry Feschuk, ancien chef de la Nation Shíshálh et représentant demandeur, a affirmé que le règlement était le début du parcours de guérison et il a reconnu que le Canada marchait maintenant aux côtés des Premières Nations. Dans ses mots, [TRADUCTION] « une énorme couche de génocide culturel va s'effondrer une fois que ce règlement aura été approuvé », pour s'assurer que tout cela ne se reproduise plus jamais. Il a expliqué que même s'il avait souffert de problèmes de santé importants durant le litige, il n'a [TRADUCTION] « jamais perdu l'envie de se battre ».

[80] Comme l'a souligné la conseillère Joan Manuel-Hooper de la bande indienne de Neskonlith, il est difficile de parler de ces pertes, et il reste beaucoup de travail difficile à faire, mais ils feront ce travail difficile.

[81] Le chef Cody Thomas de la Nation crie d'Enoch, accompagné des membres de son Conseil et de jeunes, a affirmé avec passion que le cycle devait être brisé et que les communautés devaient retourner à leurs racines.

[82] Le chef Michael Starr de la Nation crie de Star Blanket a affirmé que leur communauté ne comptait plus qu'une seule personne capable de parler couramment leur langue, et que la préservation de leur langue sera donc une priorité.

[83] Robert Sam de la Tribu Penelakut a expliqué que sa communauté est toujours vue comme la communauté ayant abrité l'« Alcatraz » des pensionnats, parce que le pensionnat Kuper Island était dans sa communauté. Il soutient que cela a laissé une cicatrice sur sa communauté.

[84] Certains ont parlé de l'occasion de créer de futurs dirigeants. Bon nombre de personnes s'étant exprimées en faveur du règlement ont raconté comment la perte de leur langue avait causé un fossé intergénérationnel et une distance avec la terre. Elles ont affirmé que leur langue et leur culture se trouvaient dans une situation d'urgence. Elles ont dit comment les fonds offerts grâce à ce règlement allaient doter leurs Nations des outils et des ressources nécessaires pour travailler sur les quatre piliers et amorcer une certaine guérison.

[85] On a reconnu que le règlement représente un espoir pour l'avenir et un espoir pour les générations à venir, et qu'il aidera à former de futurs dirigeants.

[86] Beaucoup ont souligné que ce règlement représente la reconnaissance par le Canada que les pensionnats ont aussi causé des préjudices aux communautés des Premières Nations. La forme du règlement est décrite comme procurant aux bandes membres du groupe un contrôle et une compétence absolus sur la revitalisation de leurs langues et de leurs cultures. Un des avocats du groupe a déclaré que [TRADUCTION] « nous avons besoin d'une solution générationnelle », en raison des dommages générationnels passés.

[87] Les représentants demandeurs, qui ont participé au litige depuis le début, appuient massivement le règlement. Leur appui au règlement est convaincant. Ils ont porté sur leurs épaules le fardeau de faire valoir ces réclamations.

[88] La seule objection restante était celle de la chef Ramona Sutherland de la Première Nation de Constance Lake. Son objection avait trait au libellé de la décharge de responsabilité et au fait que de futures réclamations pour la découverte de tombes anonymes d'enfants pourraient être précluses en raison de la décharge de responsabilité. J'ai traité de cette question plus haut et je suis convaincue que le libellé de la décharge a été examiné et choisi avec soin, et qu'il ne va pas plus loin que nécessaire. Je conclus que le libellé de la décharge est limité aux questions soulevées dans le recours collectif.

f) *La bonne foi et l'absence de collusion*

[89] Le présent recours collectif est en cours depuis 2012. Les réclamations des bandes étaient la partie restante du recours collectif qui n'avait pas encore été réglée.

[90] En 2017, les représentants demandeurs ont proposé à un représentant spécial du ministre des Affaires autochtones et du Nord d'utiliser le cadre des quatre piliers pour régler les réclamations des bandes. Toutefois, en raison du décès de plusieurs représentants demandeurs pour le groupe des survivants, les réclamations des bandes ont été mises en suspens pour se concentrer sur le règlement des réclamations du groupe des survivants et du groupe des descendants. Le règlement pour le groupe des survivants et le groupe des descendants a été conclu en juin 2021 et notre Cour l'a approuvé en septembre 2021.

[91] De 2017 à 2022, les parties n'ont pas eu de discussions importantes relativement au règlement des réclamations des bandes. En septembre 2022, un représentant spécial du ministre des Relations Couronne-Autochtones a communiqué avec les avocats du groupe au sujet d'un règlement proposé des réclamations des bandes. Le représentant spécial a indiqué que le Canada avait travaillé à l'interne à résoudre les réclamations des bandes et que le ministre souhaitait résoudre les réclamations en utilisant le modèle des quatre piliers et de la confiance.

[92] Le 14 septembre 2022, le représentant spécial a présenté une offre de règlement aux avocats du groupe. Cette offre est finalement devenue la convention de règlement qui a été signée en janvier 2023 et qui constitue essentiellement la convention que doit maintenant approuver notre Cour.

[93] Je conclus que les parties ont participé de bonne foi aux négociations et qu'il n'existe aucune collusion.

g) *Les communications avec les membres du groupe durant le litige*

[94] Après l'autorisation en 2015, le groupe des bandes est allé de l'avant avec un recours collectif à option d'adhésion, c'est-à-dire que les bandes devaient choisir d'y participer. La période d'adhésion a finalement été prolongée jusqu'au 30 juin 2022.

[95] Afin d'informer les membres éventuels du recours collectif proposé, les avocats du groupe ont affiché le délai de réponse prolongé sur les sites Web consacrés au recours collectif et

acheminé l'information par courriel à toutes les bandes indiennes connues du Canada. Je conclus que les avocats du groupe ont pris les mesures nécessaires pour informer les membres éventuels du groupe des bandes de tout le Canada du prolongement de la date pour adhérer au recours collectif.

[96] En ce qui concerne les communications durant le litige, les avocats du groupe connaissaient l'identité de toutes les bandes ayant choisi d'adhérer au recours collectif, et des communications directes avec les membres du groupe ont donc pu être entreprises.

[97] À la suite de l'annonce publique du règlement proposé le 21 janvier 2023, il y a eu communication avec les membres du groupe, selon un projet d'avis d'un mois approuvé par la Cour. Les avocats du groupe ont envoyé une copie de l'avis et de la convention de règlement proposée aux bureaux administratifs et politiques de chacune des bandes. L'avis a également été envoyé par la poste, par courriel et, lorsque c'était possible, par télécopie, en français et en anglais. Les sites Web consacrés au recours collectif et aux réclamations du groupe des bandes ont également été mis à jour avec l'avis de règlement.

[98] Les avocats du groupe ont demandé que chaque bande accuse réception de l'avis de règlement. Les avocats du groupe ont fait des appels de suivi avec chacune des bandes n'ayant pas accusé réception de l'avis de règlement.

[99] Je suis convaincue qu'un avis solide, clair et accessible du règlement proposé a été envoyé aux bandes.

h) *Les recommandations et l'expérience des avocats*

[100] Les bandes étaient représentées par une équipe d'avocats possédant une vaste expérience en matière de recours collectifs et de droit autochtone. Les avocats du groupe ont une expérience directe de la CRRPI et ont été délibérément choisis pour ce recours collectif. Les avocats du groupe recommandent sans réserve cette convention de règlement, laquelle, selon eux, répond aux objectifs des représentants demandeurs.

VII. Conclusion

[101] Les règlements sont rarement décrits comme étant « monumentaux », « historiques » et « transformationnels ». En l'espèce, toutefois, je conviens que ces qualificatifs décrivent bien la convention de règlement. La souplesse que procure cette forme aux bandes membres du groupe afin d'établir leurs propres priorités pour travailler en tenant compte des quatre piliers et de répondre, par conséquent, aux besoins uniques de leurs Nations est sans précédent.

[102] Dans son appréciation du caractère raisonnable du règlement proposé, la Cour doit tenir compte des intérêts de l'ensemble des 325 bandes par rapport aux risques et aux avantages d'un procès.

[103] Même si le règlement d'un recours collectif ne sera jamais parfaitement adapté aux besoins de chaque membre du groupe, compte tenu des obstacles qu'il a fallu franchir pour en arriver à ce règlement, je conclus que la convention de règlement est dans l'intérêt supérieur des

membres du groupe des bandes. Par conséquent, pour les raisons qui précèdent, j'approuve la convention de règlement.

[104] Avec l'approbation de la convention de règlement, les réclamations des bandes membres du groupe contre le Canada seront rejetées sans autorisation de les présenter à nouveau et sans dépens.

ORDONNANCE dans le dossier T-1542-12

LA COUR ORDONNE :

1. La convention de règlement du 18 janvier 2023 jointe à l'annexe A est juste et raisonnable et va dans l'intérêt supérieur des bandes membres du groupe; elle est par les présentes approuvée, au titre du paragraphe 334.29(1) des *Règles des Cours fédérales*, DORS/98-106, et sera mise en œuvre conformément à ses modalités.
2. La convention de règlement, notamment les décharges de responsabilité au paragraphe 4 qui suit, lie le Canada ainsi que toutes les bandes membres du groupe.
3. L'avis d'approbation de la convention de règlement est signifié aux bandes membres du groupe conformément au projet de distribution de l'avis joint à l'annexe B de la présente ordonnance et l'avis a essentiellement la forme jointe à l'annexe C de la présente ordonnance.
4. Les réclamations des bandes énoncées dans la déclaration modifiée une seconde fois déposée le 11 février 2022 sont rejetées sans dépens et sans autorisation de les présenter à nouveau et les renonciations et les ordonnances qui suivent assurent la conclusion des réclamations des bandes, conformément à l'article 27 de la convention de règlement, selon les modalités suivantes :
 - a. Chaque bande membre du groupe (le « renonciateur ») décharge entièrement et à jamais Sa Majesté le Roi du chef du Canada et ses fonctionnaires,

mandataires, dirigeants et employés de toute action et cause d'action et de toute responsabilité en *common law*, en droit international et en droit civil québécois, et de toute responsabilité aux termes d'une loi ou d'un contrat, à quelque tribunal que ce soit (les « réclamations ») à l'encontre du Canada qui a été faite ou aurait pu être faite relativement à celles énoncées dans la déclaration modifiée une seconde fois, à l'égard des pensionnats, notamment l'objet, la constitution, la planification, l'établissement, la mise en place, le lancement, le financement, l'exploitation, la supervision, le contrôle et la poursuite des pensionnats, la fréquentation obligatoire des pensionnats par les survivants, le système des pensionnats et toute politique en matière de pensionnats, ce qui est appelé la « renonciation » dans la présente convention de règlement. Toutes ces réclamations susmentionnées dans la présente action sont rejetées avec le consentement des parties comme si elles avaient été tranchées sur le fond.

b. Il est entendu que les réclamations ne portent pas sur les enfants qui sont morts ou qui sont disparus alors qu'ils fréquentaient le pensionnat.

c. Il est entendu que la renonciation ne constitue pas un règlement, une renonciation ou une restriction par les renonciateurs à l'égard d'une réclamation ou d'une instance judiciaire portant sur la déclaration d'un droit autochtone ou d'un droit issu d'un traité, ou d'un manquement à un tel droit, ou un manquement à une obligation fiduciaire ou le caractère constitutionnel de toute disposition de la *Loi sur les Indiens* ou des lois qui l'ont précédée, ou de ses règlements, à l'exception des réclamations liées à l'objet, la constitution, la planification, l'établissement, la mise en place, le lancement, le financement, l'exploitation, la supervision, le contrôle et la poursuite des pensionnats, à la fréquentation obligatoire des pensionnats par les survivants, au système des pensionnats et à toute politique en matière de pensionnats, comme énoncé à l'article 27.01 de la convention de règlement et de l'alinéa 3a) qui précède.

d. Sauf de la façon qui y est prévue, le présent accord de règlement ne constitue pas un règlement, une renonciation ou une restriction par les renonciateurs à l'égard d'une personne autre que le Canada. Il est entendu qu'aucun tiers, notamment une organisation religieuse qui a

participé à la constitution ou à l'exploitation des pensionnats, ne peut invoquer la renonciation.

e. Si un renonciateur fait une réclamation ou une demande, ou intente ou poursuit une action ou une procédure à l'encontre d'un tiers à l'égard des allégations ou des préjudices visés par le recours collectif, notamment à l'encontre d'une province, d'un territoire, d'une personne physique ou morale ou d'une organisation religieuse qui a joué quelque rôle à l'égard des pensionnats, il restreint expressément sa réclamation afin d'exclure toute responsabilité éventuelle du Canada, ou toute responsabilité qu'aurait le Canada n'eût été la renonciation.

f. Le Canada peut invoquer la renonciation comme moyen de défense dans une action par les renonciateurs qui prétend viser un dédommagement par le Canada d'un objet visé par le présent accord.

g. Chaque renonciateur est réputé avoir convenu, affirmé et garanti qu'il est le détenteur des droits collectifs faisant l'objet des obligations visées par la déclaration modifiée une seconde fois pour le compte de sa communauté respective.

h. Le Canada peut invoquer le présent accord comme moyen de défense si un particulier, un groupe ou une entité (un « tiers ») intente une action ou une réclamation ou une demande à l'égard des réclamations faisant l'objet de la renonciation et affirme qu'il est le bénéficiaire des obligations invoquées, ou qu'il peut invoquer ces obligations, parce qu'il est un sous-groupe du renonciateur, ou que le renonciateur est un sous-groupe du tiers, ou qu'il est lié au renonciateur d'une autre façon.

i. Si la Cour ou le tribunal conclut qu'un tiers détient les droits ou est le bénéficiaire des obligations en cause, et non le renonciateur, le Canada peut demander la compensation des montants versés au renonciateur en vertu du présent accord.

5. La présente ordonnance n'a aucune incidence sur les droits des personnes qui ne sont pas des membres du groupe des bandes.
6. Sans préjudice du caractère définitif de la présente ordonnance, la Cour conserve la compétence exclusive et continue sur la présente action, à seule fin de mettre en œuvre la convention de règlement et de faire appliquer la convention de règlement et la présente ordonnance d'approbation.

7. L'entité à but non lucratif constituée par les demandeurs sera l'unique fiduciaire de la fiducie.
8. L'entité à but non lucratif a comme objectifs les quatre piliers à l'article 21.03 et à l'annexe F de la convention de règlement.
9. Le Canada verse 2,8 milliards de dollars (le « fonds ») au plus tard 30 jours suivant la date de mise en œuvre pour constituer la fiducie.
10. Le fonds est utilisé aux fins des quatre piliers à l'article 21.03 et à l'annexe F de la convention de règlement.
11. L'entité à but non lucratif, à titre d'unique fiduciaire de la fiducie, reçoit, détient, place, administre et verse la fiducie au profit des bandes membres du groupe conformément à la convention de règlement, aux modalités de la fiducie énoncées dans l'accord de fiducie écrit signé par l'entité à but non lucratif pour indiquer qu'elle accepte la fiducie et les devoirs et obligations du fiduciaire, conformément à la politique de placement et à la politique de versement jointes aux annexes D et E de la convention de règlement.
12. Le Canada fait de son mieux pour exonérer le revenu reçu par la fiducie de l'imposition fédérale, et le Canada tient compte des mesures prises dans des circonstances semblables pour les règlements des recours collectifs visés à l'alinéa 81(1)g.3) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch. 1 (5^e suppl.).

13. On n'utilisera ni le fonds ni les revenus reçus par le fonds :
 - a) pour financer des particuliers;
 - b) pour financer des activités commerciales;
 - c) pour garantir un prêt;
 - d) comme sûreté.
14. Les sommes versées par la fiducie à une bande membre du groupe ne peut faire l'objet d'une saisie-arrêt ou d'une saisie-exécution par un tiers, notamment un séquestre ou un syndic.
15. Les avocats du groupe font rapport à la Cour de la mise en œuvre de la convention de règlement six mois après la date de mise en œuvre, sauf si la Cour demande des rapports plus tôt, ou demande des rapports supplémentaires, sous réserve de l'obligation des avocats du groupe de signaler dès que possible tout ce qui a une incidence importante sur la mise en œuvre des modalités de la convention de règlement.
16. Aucuns dépens ne sont adjugés à l'égard de la présente requête.

« Ann Marie McDonald »

Juge

Annexe A – Convention de règlement

Schedule "A"

0009

Court File No. T-1542-12

FEDERAL COURT

CLASS PROCEEDING

B E T W E E N :

CHIEF SHANE GOTTFRIEDSON, on behalf of the TK'EMLUPS TE SECWEPENC
INDIAN BAND and the TK'EMLUPS TE SECWEPENC INDIAN BAND, and CHIEF
GARRY FESCHUK, on behalf of the SECHELT INDIAN BAND and the SECHELT
INDIAN BAND

PLAINTIFFS

and

HIS MAJESTY THE KING IN RIGHT OF CANADA as represented by THE
ATTORNEY GENERAL OF CANADA

DEFENDANT

BAND CLASS SETTLEMENT AGREEMENT

WHEREAS:

- A. Canada and certain religious organizations operated Indian Residential Schools in which Indigenous children, their families, and communities suffered harms.
- B. Two primary objectives of the Indian Residential Schools system were to remove and isolate Indigenous children from the influence of their homes, families, traditions and cultures, and to assimilate them into the dominant culture.
- C. The consequences of the Indian Residential Schools system were profoundly negative, and this system has had a lasting and damaging impact on Indigenous survivors, their families, and communities.
- D. On May 8, 2006, Canada entered into the Indian Residential Schools Settlement Agreement, which provided for compensation and other benefits to individuals in relation to their attendance at Indian Residential Schools.
- E. On August 15, 2012, the Plaintiffs filed a putative class action in the Federal Court bearing Court File No. T-1542-12, *Gottfriedson et al. v. His Majesty the King in Right of Canada*. The

Plaintiffs filed an Amended Statement of Claim on June 11, 2013, and a First Re-Amended Statement of Claim on June 26, 2015.

F. The Action was certified as a class proceeding by order of the Federal Court dated June 18, 2015 on behalf of three defined subclasses: the Survivor Class, the Descendant Class, and the Band Class.

G. On June 4, 2021, the parties entered into the Day Scholars Survivor and Descendant Class Settlement Agreement, which provided compensation and other benefits to the Survivor Class and Descendant Class relating to the attendance of Day Scholars at Indian Residential Schools.

H. On September 24, 2021, pursuant to the terms of the Day Scholars Survivor and Descendant Class Settlement Approval Order, the Federal Court approved the Day Scholars Survivor and Descendant Class Settlement Agreement.

I. Under the terms of the Day Scholars Survivor and Descendant Class Settlement Approval Order, the claims of the Band Class continued notwithstanding the settlement of the claims of the Survivor Class and Descendant Class.

J. At the request of the Parties, the Federal Court amended the June 18, 2015 Certification Order on September 24, 2021 and again on February 8, 2022.

K. On February 11, 2022, the Representative Plaintiffs filed a Second Re-Amended Statement of Claim, which set out the continued claims of the Band Class.

L. The Band Class consists of 325 Bands that either are named as Representative Plaintiffs or have opted into the Action.

M. The Parties intend there to be a fair and comprehensive settlement of the claims of the Band Class that aligns with Canada's desire to ensure funding to support healing, wellness, education, heritage, language, and commemoration activities and which promotes the Four Pillars developed by the Representative Plaintiffs:

- a. Revival and protection of Indigenous languages;
- b. Revival and protection of Indigenous cultures;
- c. Protection and promotion of heritage; and
- d. Wellness for Indigenous communities and their members

N. Subject to the Settlement Approval Order, the claims of the Band Class shall be settled on the terms contained in this Agreement.

NOW THEREFORE in consideration of the mutual agreements, covenants, and undertakings set out herein, the Parties agree as follows:

INTERPRETATION & EFFECTIVE DATE

1. Definitions

1.01 In this Agreement, the following definitions apply:

“**Aboriginal**” or “**Aboriginal Person**” means a person whose rights are recognized and affirmed by the *Constitution Act, 1982*, s. 35;

“**Action**” means the certified class proceeding bearing Court File No. T-1542-12, *Gottfriedson et al. v. His Majesty the King in Right of Canada*;

“**Agreement**” means this settlement agreement, including the Schedules attached hereto;

“**Approval Date**” means the date the **Court** issues its **Settlement Approval Order**;

“**Band**” or “**Indian Band**” means any entity that:

- a. Is either a “band” as defined in s. 2(1) of the *Indian Act* or a band, First Nation, Nation or other Indigenous group that is party to a self-government agreement or treaty implemented by an Act of Parliament recognizing or establishing it as a legal entity; and
- b. Asserts that it holds rights recognized and affirmed by section 35 of the *Constitution Act, 1982*.

“**Band Class**” means any Indian Band that has opted in to this **Action** and is listed on Schedule C, which is the list of **Band Class Members** attached to the Order dated September 6, 2022;

“**Band Class Member**” means a member of the **Band Class** and “**Band Class Members**” means all of them, collectively;

“**Business Day**” means a day other than a Saturday or a Sunday or a day observed as a holiday under the laws of the province or territory in which the person who needs to take action pursuant

to this **Agreement** is situated or a holiday under the federal laws of Canada applicable in the said province or territory;

“**Canada**” means His Majesty the King in Right of Canada, the Attorney General of Canada, and their legal representatives, employees, agents, servants, predecessors, successors, executors, administrators, heirs, and assigns;

“**Certification Order**” means the Order certifying this **Action** under the *Federal Courts Rules* dated June 18, 2015, as amended by order of the **Court** dated September 24, 2021, and further amended by order of the Court dated February 8, 2022, attached as Schedule B;

“**Class Counsel**” means Waddell Phillips Professional Corporation, Peter R. Grant Law Corporation, and Diane Soroka Avocate Inc.;

“**Class Period**” means the period from and including January 1, 1920, and ending on December 31, 1997;

“**Court**” means the Federal Court unless the context otherwise requires;

“**Day Scholars Settlement Approval Order**” means the Order of the **Court** dated September 24, 2021 approving the **Day Scholars Survivor and Descendant Class Settlement Agreement**;

“**Day Scholars Survivor and Descendant Class Settlement Agreement**” means the agreement executed on June 4, 2021 between the Parties and approved by the **Court** resulting in a full and final settlement of the claims of the **Survivor Class** and the **Descendant Class** in this **Action**;

“**Disbursement Policy**” means the Policy for the distribution of the income from the **Fund** and the **Fund** to the members of the **Band Class**, attached as Schedule E;

“**Fee Agreement**” means the **Parties**’ standalone legal agreement regarding any legal fees, costs, honoraria, and disbursements;

“**Four Pillars**” means the four core principles attached as Schedule F animating this **Agreement** and the management of the **Fund**, namely:

- a. revival and protection of Indigenous languages;
- b. revival and protection of Indigenous cultures;
- c. promotion and protection of heritage; and

d. wellness for Indigenous communities and their members.

“**Fund**” means the two billion eight hundred million dollars (\$2,800,000,000.00) to be paid by Canada into the **Trust** as referred to in Section 24;

“**Investment Policy**” is the Policy for the investment of the **Fund** to the **Band Class Members**, attached as Schedule D;

“**Implementation Date**” means the latest of:

- a. the day following the last day on which an appeal or motion for leave to appeal the **Approval Order** may be brought; and
- b. the date of the final determination of any appeal brought in relation to the **Approval Order**;

“**Indigenous**” includes Aboriginal peoples under s. 35 of the *Constitution Act, 1982*;

“**Opt In**” means any **Band** that has been added to the claim and is listed on Schedule “A” of the Order of the **Court** dated September 6, 2022;

“**Parties**” means the signatories to this **Agreement**;

“**Released Claims**” means those causes of action, liabilities, demands, and claims released pursuant to the **Settlement Approval Order**, as set out in Section 27 herein;

“**Releasor**” means each **Band Class Member** that is bound by this **Agreement** following the **Settlement Approval Order**;

“**Representative Plaintiffs**” means Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band and Sechelt Indian Band as represented by Shane Gottfriedson and Garry Feschuk respectively;

“**Residential Schools**” means the institutions identified in the list of Indian Residential Schools attached as Schedule “A” to the **Certification Order** and later amended as Schedule “B” of the Order dated September 6, 2022;

“**shíshálh Nation**” means Sechelt Indian Band;

“**Survivor**” means any Indigenous person who attended as a student or for educational purposes for any period at a **Residential School**, during the **Class Period**; and

“**Trust**” means the entity established pursuant to Section 22.01 to receive, hold, invest, manage,

and disburse the **Fund** for the benefit of the **Band Class Members** in accordance with this **Agreement**.

2. No Admission of Liability or Fact

2.01 This Agreement shall not be construed as an admission by Canada, nor a finding by the Court, of any fact within, or liability by Canada for any of the claims asserted in the Plaintiffs' claims and/or pleadings in the Action as they are currently worded in the Second Re-Amended Statement of Claim.

3. Headings

3.01 The division of this Agreement into paragraphs, the use of headings, and the appending of Schedules are for convenience of reference only and do not affect the construction or interpretation of this Agreement.

4. Extended Meanings

4.01 In this Agreement, words importing the singular number include the plural and *vice versa*, words importing any gender include all genders, and words importing persons include individuals, partnerships, associations, trusts, unincorporated organizations, corporations, and governmental authorities. The term "including" means "including without limiting the generality of the foregoing".

5. No *contra proferentem*

5.01 The Parties acknowledge that they have reviewed and participated in settling the terms of this Agreement, and they agree that any rule of construction to the effect that any ambiguity is to be resolved against the drafting Parties is not applicable in interpreting this Agreement.

6. Statutory References

6.01 In this Agreement, unless something in the subject matter or context is inconsistent therewith or unless otherwise herein provided, a reference to any statute is to that statute as enacted on the date thereof or as the same may from time to time have been amended, re-enacted, or replaced, and includes any regulations made thereunder.

7. Day for Any Action

7.01 Where the time on or by which any action required to be taken hereunder expires or falls on a day that is not a Business Day, such action may be done on the next succeeding day that is a Business Day.

8. Final Order

8.01 For the purpose of this Agreement, a judgment or order becomes final when the time for appealing or seeking leave to appeal the judgment or order has expired without an appeal being taken or leave being sought or, in the event that an appeal is taken or leave to appeal is sought, when such appeal or leave to appeal and such further appeals as may be taken have been disposed of and the time for further appeal, if any, has expired.

9. Currency

9.01 All references to currency herein are to lawful money of Canada.

10. Compensation Inclusive

10.01 The amounts payable under this Agreement are inclusive of any pre-judgment or post-judgment interest or other amounts that may be claimed by Band Class Members against Canada arising out of the Released Claims.

11. Schedules

11.01 The following Schedules to this Agreement are incorporated into and form part of this Agreement:

Schedule A: Second Re-Amended Statement of Claim, filed February 11, 2022

Schedule B: Certification Order, June 18, 2015

Schedule B.1 September 24, 2021 Order (order only) + Schedule G of the Settlement Agreement

Schedule B.2 February 8, 2022 Order (order only)

Schedule C: List of Opted-In Band Class Members

Schedule D: Investment Policy

Schedule E: Disbursement Policy and Disbursement Formula

Schedule F: The Four Pillars

12. Entire Agreement

12.01 This Agreement constitutes the entire agreement among the Parties with respect to the Band Class claims asserted in the Action and cancels and supersedes any prior or other understandings and agreements between or among the Parties with respect thereto. There are no representations, warranties, terms, conditions, undertakings, covenants or collateral agreements, express, implied, or statutory between or among the Parties with respect to the subject matter hereof other than as expressly set forth or referred to in this Agreement.

13. No Effect on Treaties or Existing Agreements

13.01 Nothing in this Agreement shall affect, cancel, or supersede any treaty between Canada and any one or more Band Class Members, or any existing agreement between Canada and any one or more Band Class Members.

14. No Derogation from Constitutional Rights

14.01 This Agreement is to be construed as upholding the rights of Indigenous peoples recognized and affirmed by section 35 of the *Constitution Act, 1982*, and not as abrogating or derogating from them.

15. Benefit of the Agreement

15.01 This Agreement will enure to the benefit of and be binding upon the Parties, the Band Class Members, and their respective successors.

16. Applicable Law

16.01 This Agreement will be governed by and construed in accordance with the laws of the province or territory where the Band Class Member is located and the laws of Canada applicable therein and where there is a conflict, the laws of Canada shall take precedence.

17. Counterparts

17.01 This Agreement may be executed in any number of counterparts, each of which will be deemed to be an original and all of which taken together will be deemed to constitute one and the same Agreement.

18. Official Languages

18.01 A French translation of this Agreement will be prepared as soon as practicable after the execution of this Agreement. Canada will pay for the costs of translation. The French version shall be of equal weight and force at law.

19. Date When Binding and Effective

19.01 This Agreement will become binding and effective on the Implementation Date on the Parties and all Band Class Members. The Settlement Approval Order of the Court constitutes deemed approval of this Agreement by all of the Band Class Members.

20. Effective in Entirety

20.01 None of the provisions of this Agreement will become effective unless and until the Court approves this Agreement.

NOT-FOR-PROFIT ENTITY**21. Establishing the Not-For-Profit Entity**

21.01 After the signing of this Agreement, but before the Implementation Date, the Plaintiffs will cause to be incorporated a not-for-profit entity under the *Canada Not-for-profit Corporations Act*, SC 2009, c. 23, or analogous federal legislation or legislation in any of the provinces or territories (the legislation pursuant to which the not-for-profit entity is incorporated, including any amendments thereto or replacements thereof, is herein referred to as the "**Governing Corporate Statute**") to act as trustee of the Trust.

21.02 The not-for-profit entity will be independent of the Government of Canada.

21.03 The not-for-profit entity will have as its purposes the Four Pillars, which are described in more detail in Schedule F:

- a. Revival and protection of Indigenous languages of the Band Class Members;

- b. Revival and protection of Indigenous cultures of the Band Class Members;
 - c. Wellness for Indigenous communities and their members; and
 - d. Protection and promotion of the heritage of the Band Class Members.
- 21.04 The not-for-profit entity will have three (3) first directors, to be appointed one each by Tk'emlúps te Secwépemc, shíshálh Nation, and the Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee) and whose names shall be included on the documentation filed with the government ministry or department with jurisdiction for the issuance of the articles of incorporation for the not-for-profit entity under the Governing Corporate Statute.
- 21.05 The first directors shall form an interim board that will govern the not-for-profit entity for a term of no more than one year after the Implementation Date, or until the permanent board is constituted, whichever occurs first.
- 21.06 The not-for-profit entity shall have a permanent board consisting of nine (9) directors, all of whom must be Indigenous, and cannot be elected officials of any Band Class Members, and who will be elected by the members of the not-for-profit entity in accordance with its by-laws, articles of incorporation and the Governing Corporate Statute. In addition to the qualifications in the immediately preceding sentence (*i.e.*, must be Indigenous and cannot be an elected official of any Band Class Member), the permanent board shall be comprised of the following directors having the following qualifications:
- a. Three directors, one of whom shall be elected from only a candidate or candidates whose nomination for election or appointment to the board is approved in advance by Tk'emlúps te Secwépemc, one of whom shall be elected from only a candidate or candidates whose nomination for election or appointment to the board is approved in advance by shíshálh Nation, and one of whom shall be elected from only a candidate or candidates whose nomination for election or appointment to the board is approved in advance by the Grand Council of the Crees;
 - b. Five regional directors, whose election or appointment to the office of director of the not-for-profit entity (collectively, the "**Regional Directors**" and each a "**Regional Director**") shall be in accordance with the following:
 - i One Regional Director for British Columbia and Yukon who shall be elected or appointed from among only a candidate or candidates each of whom is a member

- of a Band Class Member of British Columbia or Yukon;
- ii One Regional Director for Alberta and Northwest Territories, who shall be elected or appointed from among only a candidate or candidates each of whom is a member of a Band Class Member of Alberta or Northwest Territories;
 - iii One Regional Director for Saskatchewan, who shall be elected or appointed from among only a candidate or candidates each of whom is a member of a Band Class Member of Saskatchewan;
 - iv One Regional Director for Manitoba, who shall be elected or appointed from among only a candidate or candidates each of whom is a member of a Band Class Member of Manitoba; and
 - v One Regional Director for Quebec, Ontario, and the Atlantic Provinces, who shall be elected or appointed from among only a candidate or candidates each of whom is a member of a Band Class Member of Quebec, Ontario, or one of the Atlantic Provinces; and
- c. One director who shall be elected or appointed from among only a candidate or candidates each of whom is approved in advance by Canada (herein referred to as the **"Canada Director"**) and shall be approved by the committee under Section 21.08
- 21.07 The Canada Director shall not hold the office of chair of the board of directors of the not-for-profit entity or the office of vice-chair of the board of directors of the not-for-profit entity, and shall not sit as chair in any meeting of the not-for-profit entity.
- 21.08 The first election of Regional Directors shall be from among only candidates selected by a committee of the board of directors of the not-for-profit entity, and the membership of this committee shall consist of one representative from each of Tk'emlúps te Secwépemc, shíshálh Nation, and the Grand Council of the Crees. The board of directors of the not-for-profit entity shall constitute such committee and appoint its members, one each upon the recommendation of, respectively, Tk'emlúps te Secwépemc, shíshálh Nation, and the Grand Council of the Crees. For certainty, it is understood and agreed that despite any vacancy on the committee, the members of the committee may exercise all the powers of the committee if a majority of the members remain on the committee.
- 21.09 Subsequent elections of Regional Directors shall be from among only candidates selected

by a committee of the board of directors of the not-for-profit entity, and the membership of this committee shall consist of one representative each of Tk'emlúps te Secwépemc, shíshálh Nation, the Grand Council of the Crees, the BC-Yukon region, the Alberta-Northwest Territories region, the Saskatchewan region, the Manitoba region, and the Quebec, Ontario, and Atlantic Provinces region. The board of directors of the not-for-profit entity shall constitute such committee and appoint its members, one each upon the recommendation of, respectively, Tk'emlúps te Secwépemc, shíshálh Nation, the Grand Council of the Crees the BC-Yukon region, the Alberta-Northwest Territories region, the Saskatchewan region, the Manitoba region, and the Quebec, Ontario, and Atlantic Provinces region. For certainty, it is understood and agreed that despite any vacancy on the committee, the members of the committee may exercise all the powers of the committee if a majority of the members remain on the committee.

22. Operation of the Not-For-Profit Entity

- 22.01 The not-for-profit entity will establish a Trust and as trustee under the Trust, the not-for-profit entity will receive, hold, invest, manage, and disburse the Fund for the benefit of the Band Class Members in accordance with this Agreement, the terms of the Trust as set out in a written trust agreement signed by the not-for-profit entity to indicate its acceptance of the Trust and the duties and obligations of trustee, and in accordance with the Investment Policy and Disbursement Policy attached as Schedules D and E.
- 22.02 The not-for-profit entity shall be the sole trustee of the Trust.
- 22.03 The duties and responsibilities of the directors of the not-for-profit entity will be:
- a. to establish the Trust;
 - b. to invest the Fund having regard to the Investment Policy;
 - c. to disburse the Fund to Band Class Members in accordance with the Disbursement Policy;
 - d. to engage the services of professionals to assist in fulfilling the directors' duties;
 - e. to hire an Executive Director to assist the Board of Directors in their duties, including the implementation of the Investment Policy as soon as practicable after the appointment of the first Directors;

- f. to exercise the care, diligence, and skill that a reasonably prudent person would exercise in comparable circumstances;
 - g. to keep such books, records, and accounts as are necessary or appropriate to document the assets held by the not-for-profit entity; and
 - h. to do such other acts and things as are incidental to the foregoing, and to exercise all powers that are necessary or useful to carry on the activities of the not-for-profit entity, the duties and obligations of the not-for-profit entity as trustee under the Trust, and to carry out the provisions of this Agreement.
- 22.04 The operational expenses of the not-for-profit entity, including reasonable disbursements incurred for the administration, management and investment of the Trust, will be funded from investment income. If there is no investment income for a year, all operational expenses, together with all reasonable disbursements incurred for the administration, management and investment of the Trust, will be paid out of capital. This payment out of capital will be reimbursed as soon as there is investment income available. The not-for-profit entity will be entitled to be paid its reasonable operational expenses for the 10-year period following the 20th anniversary of the establishment of the Trust, which it may set up as a reserve and set-off against and holdback from the final disbursement from the Fund to the Band Class Members in accordance with the Agreement.
- 22.05 No person may bring any action or take any proceeding against the not-for-profit entity, including its directors, officers, members, employees, agents, partners, associates, representatives, successors, or assigns of the not-for-profit entity, for any matter in any way relating to the Agreement, the administration of the Agreement, or the implementation of the Agreement, except with leave of this Court on notice to all affected parties.

23. Interim Board

- 23.01 The mandate of the interim board appointed in accordance with Section 21.04 shall be limited to the following:
- a. Hiring an interim executive director;
 - b. Retaining financial and legal advisors;
 - c. Establishing the Trust pursuant to Section 22.01

- d. Opening a bank account and taking other necessary steps to facilitate the receipt of the Fund into the Trust;
- e. Investing the Fund in accordance with the Investment Policy;
- f. Disbursing Planning Funds to each Band, pursuant to the Disbursement Policy; and
- g. Approving directors to fill the regional positions.

THE FUND

24. The Fund

- 24.01 Canada agrees to provide the lump sum amount of two billion eight hundred million dollars (\$2,800,000,000.00) to establish the Fund.
- 24.02 Canada shall forthwith, and no later than 30 days after the Implementation Date, settle the Fund upon the Trust established pursuant to Section 22.01.
- 24.03 The Fund will be used in furtherance of the Four Pillars, and will be invested and disbursed to the Band Class Members in accordance with the Investment Policy and Disbursement Policy.
- 24.04 Canada expressly agrees that the payment to establish the Fund is in addition to and not a replacement for any present or future funding or programming available to First Nations or other Indigenous groups (whether members of the Band Class or not), and that Band Class Members will not be denied, or receive reduced, funding or programming as a result of having received payments through the Fund.
- 24.05 Canada shall make best efforts to exempt any income earned by the Trust from federal taxation, and Canada shall have regard to the measures that it took in similar circumstances for the class action settlements addressed in paragraph 81(1)(g.3) of the *Income Tax Act*.
- 24.06 Neither the Fund nor the income earned from the Fund can be used:
 - a. to fund individuals;
 - b. to fund commercial ventures;
 - c. as collateral or to secure loans; or

d. as a guarantee.

24.07 The Parties agree that no monies paid out from the Fund to a Band Class Member are subject to redirection, execution, or seizure by third parties and shall seek a term to this effect in the Settlement Approval Order.

IMPLEMENTATION OF THIS AGREEMENT

25. Notice Plans

25.01 The Parties agree that the Plaintiffs will seek an Order from the Court, on consent, approving a Settlement Agreement Notice Plan, whereby Band Class Members will be provided with notice of the Agreement, its terms, how to obtain more information, and how to share their feedback in advance of, and during, the settlement approval hearing.

25.02 The Parties further agree that the Plaintiffs will seek an Order from the Court, on consent and as part of the application for Court approval of this Agreement, approving a Settlement Approval Notice Plan, which will provide Band Class Members with notice of the Approval Order, information regarding the operation of the not-for-profit entity, and how Band Class Members receive funding from the Fund.

26. Settlement Approval Order

26.01 The Parties agree that a Settlement Approval Order concerning this Agreement will be sought from the Court in a form to be agreed upon by the Parties and shall include the following provisions:

- a. incorporating by reference this Agreement in its entirety including all Schedules;
- b. ordering and declaring that the Order is binding on all Band Class Members; and
- c. ordering and declaring that the Band Class claims set out in the Second Re-Amended Statement of Claim, filed February 11, 2022, are dismissed, and giving effect to the releases and related clauses set out in Section 27 herein to ensure the conclusion of all Band Class claims.

27. Conclusion of Band Class Claims

27.01 Each Band Class Member ("Releasor") fully, finally and forever releases His Majesty the King in Right of Canada, its servants, agents, officers and employees, from any and all

actions, causes of action, common law, international law, Quebec civil law, and statutory liabilities, contracts, claims, and demands of every nature or kind and in any forum ("Claims") available against Canada that were asserted or could have been asserted in relation to those asserted in the Second Re-Amended Statement of Claim regarding the purpose, creation, planning, establishment, setting up, initiating, funding, operation, supervision, control and maintenance of Residential Schools, the obligatory attendance of Survivors at Residential Schools, the Residential Schools system, and/or any Residential Schools policy or policies (the "Release") and all such claims set out herein are dismissed on consent of the Parties as if determined on their merits.

- 27.02 For greater clarity, and without limiting the forgoing, the Claims do not relate to, or include any claims regarding, children who died or disappeared while in attendance at Residential School.
- 27.03 For greater clarity and without limiting the foregoing, the Release does not settle, compromise, release or limit in any way whatsoever any claims by the Releasors, in any other action, claim, lawsuit, or complaint regarding a declaration of Aboriginal or Treaty rights, a breach of Aboriginal rights, a breach of Treaty rights, a breach of fiduciary duty, or the constitutionality of any provision of the *Indian Act*, its predecessors or Regulations, other than claims related to the purpose, creation, planning, establishment, setting up, initiating, funding, operation, supervision, control and maintenance of Residential Schools, the obligatory attendance of Survivors at Residential Schools, the Residential School system, and/or any Residential Schools policy or policies as set out in Section 27.01.
- 27.04 Except as provided herein, this Settlement Agreement does not settle, compromise, release or limit in any way whatsoever any claim by the Releasors against any person other than Canada. For greater clarity, and without limiting the foregoing, the Release cannot be relied upon by any Third Party, including any religious organization that was involved in the creation and operation of Residential Schools.
- 27.05 If any Releasor makes any claim or demand or takes any actions or proceedings, or continues such claims, actions, or proceedings against other person(s) or entities in relation to the allegations, matters or the losses or injuries at issue in the Action, including any claim against Provinces, Territories, other legal entities, or groups, including but not limited to religious or other institutions that were in any way involved with Residential Schools, the Releasor will expressly limit their claims so as to exclude any portion of loss for which

Canada may be found at fault or legally responsible for, or that Canada otherwise would have been liable to pay but for this Release.

- 27.06 Canada may rely on this Release as a defence to any lawsuit by the Releasors that purports to seek compensation from Canada for anything released through this Agreement.
- 27.07 Each Releasor is deemed to have agreed, warranted, and represented that it is the holder of the collective rights to whom the duties are owed on behalf of their respective communities as asserted in the Second Re-Amended Statement of Claim.
- 27.08 Canada may rely on this Agreement as a defence in the event that any other individual, group, or entity ("Third Party") pursues any action, claim, or demand for the claims or losses released by this Agreement and asserts that it, and not any Releasor, is the proper holder of the collective or community rights, is the community entity to whom the asserted duties were owed, or holds the authority to advance and release such claims, either because it is a sub-group within the Releasor entity or a larger entity to which the Releasor belongs, or is otherwise related, connected or derived.
- 27.09 If a court or tribunal determines that a Third Party, and not the Releasor, is the appropriate rights holder or otherwise owed the duties at issue, Canada may seek a set-off of the amounts paid to the Releasor through operation of this agreement.
- 27.10 The release provisions contained herein, revised as required for formatting only, will be included as terms of the Court Order approving the Settlement Agreement.

28. Deemed Consideration by Canada

- 28.01 Canada's obligations and liabilities under this Agreement constitute the consideration for the releases and other matters referred to in this Agreement and such consideration is in full and final settlement and satisfaction of any and all claims referred to therein and the Releasors are limited to the benefits provided and compensation payable pursuant to this Agreement, in whole or in part, as their only recourse on account of any and all such actions, causes of actions, liabilities, claims, and demands.

LEGAL FEES AND DISBURSEMENTS**29. Class Counsel Fees and Disbursements**

- 29.01 Any legal fees and disbursements of Class Counsel and proposed honoraria are the subject of the Fee Agreement, which is subject to review and approval by the Court.
- 29.02 Disbursements shall include costs associated with establishing the not-for-profit entity or Trust prior to the Implementation Date such that the not-for-profit entity or Trust is in a position to receive and invest the Fund.
- 29.03 Court approval of the Fee Agreement is separate and distinct from Court approval of this Agreement. In the event that the Court does not approve the Fee Agreement, in whole or in part, it will have no effect on the approval or implementation of this Agreement.

TERMINATION AND OTHER CONDITIONS**30. Termination of Agreement**

- 30.01 This Agreement will continue in full force and effect until all obligations under this Agreement are fulfilled and the Court orders that the Agreement is completed.
- 30.02 This Agreement will be rendered null and void and no longer binding on the Parties in the event that the Court does not grant its approval at the settlement approval hearing.

31. Amendments

- 31.01 Except as expressly provided in this Agreement, no amendment may be made to this Agreement, including the Schedules, unless agreed to by the Parties in writing and approved by the Court.

CONFIDENTIALITY**32. Confidentiality of Negotiations**

- 32.01 Save as may otherwise be agreed between the Parties, the undertaking of confidentiality as to the discussions and all communications, whether written or oral, made in and surrounding the negotiations leading to the exchanges of letters of offer and acceptance, continues in force.

CO-OPERATION

33. Co-operation

33.01 Upon execution of this Agreement, the Parties will co-operate and make best efforts to obtain Court approval of this Agreement and make reasonable efforts to obtain the support and participation of the Band Class Members in all aspects of this Agreement. If this Agreement is not approved by the Court, the Parties shall negotiate in good faith to cure any defects identified by the Court.

34. Public Announcements

34.01 Shortly after all parties have signed this Agreement, the Parties shall release a joint public statement announcing the settlement in a form to be agreed by the Parties, and at a mutually agreed time, will make public announcements in support of this Agreement. The Parties will continue to speak publicly in favour of the Agreement as reasonably requested by any Party.

[The remainder of this page is left intentionally blank. Signature pages follow]

0028

20

IN WITNESS WHEREOF the Parties have executed this Agreement as of this 18th day of January, 2023.

FOR THE REPRESENTATIVE PLAINTIFFS



Tk'emlúps te Secwépemc, per
Shane Gottfriedson
Former Chief



Tk'emlúps te Secwépemc, per
~~Kukpi7 Rosanne Casimir~~ Acting Kúkpi7 (Chief), Joshua Gottfriedson

shíshalh Nation, per
Garry Feschuk
Former Chief

shíshalh Nation, per
hiwus

FOR THE DEFENDANT HIS MAJESTY THE KING
IN RIGHT OF CANADA

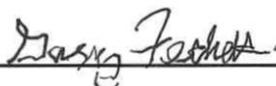
Darlene Bess
Chief, Finances, Results and Delivery Officer
Crown-Indigenous Relations and Northern
Affairs Canada

IN WITNESS WHEREOF the Parties have executed this Agreement as of this 18th day of January, 2023.

FOR THE REPRESENTATIVE PLAINTIFFS

Tk'emlúps te Secwépemc, per
Shane Gottfriedson
Former Chief

Tk'emlúps te Secwépemc, per
Kukpi7 Rosanne Casimir



shíshalh Nation, per
Garry Feschuk
Former Chief



shíshalh Nation, per
hiwus

**FOR THE DEFENDANT HIS MAJESTY THE KING
IN RIGHT OF CANADA**

Darlene Bess
Chief, Finances, Results and Delivery Officer
Crown-Indigenous Relations and Northern
Affairs Canada

IN WITNESS WHEREOF the Parties have executed this Agreement as of this 18th day of January, 2023.

FOR THE REPRESENTATIVE PLAINTIFFS

Tk'emlúps te Secwépemc, per
Shane Gottfriedson
Former Chief

Tk'emlúps te Secwépemc, per
Kukpi7 Rosanne Casimir

shishalh Nation, per
Garry Feschuk
Former Chief

shishalh Nation, per
hiwus

**FOR THE DEFENDANT HIS MAJESTY THE KING
IN RIGHT OF CANADA**

Bess, Darlene Digitally signed by Bess, Darlene
Date: 2023.01.18 18:37:41 -05'00'

Darlene Bess
Chief, Finances, Results and Delivery Officer
Crown-Indigenous Relations and Northern
Affairs Canada

0031

21

FOR CLASS COUNSEL



Waddell Phillips Professional Corporation, per
John K. Phillips, K.C.

Peter R. Grant Law Corporation, per
Peter R. Grant

Diane Soroka Avocate Inc., per
Diane H. Soroka

0032

21

FOR CLASS COUNSEL

Waddell Phillips Professional Corporation, per
John K. Phillips, K.C.



Peter R. Grant Law Corporation, per
Peter R. Grant



Diane Soroka Avocate Inc., per
Diane H. Soroka

Annexe A – Déclaration modifiée une seconde fois déposée le 11 février 2022

23

0034



SCHEDULE A

CLASS PROCEEDING**FORM 171A - Rule 171****FEDERAL COURT**

Court File No. T-1542-12	
e-document	ID 795
F I L E D	D É P O S É
COUR FÉDÉRALE	
11-FEB-2022	
Natasha Brant	
Ottawa, ONT	doc 323

BETWEEN:

CHIEF SHANE GOTTFRIEDSON, on behalf of the TK'EMLUPS TE SECWÉPEMC INDIAN BAND and the TK'EMLUPS TE SECWÉPEMC INDIAN BAND, and

CHIEF GARRY FESCHUK, on behalf of the SECHELT INDIAN BAND and the SECHELT INDIAN BAND

PLAINTIFFS**and**

HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF CANADA as represented by
THE ATTORNEY GENERAL OF CANADA

DEFENDANT**SECOND RE-AMENDED STATEMENT OF CLAIM**

TO THE DEFENDANT

A LEGAL PROCEEDING HAS BEEN COMMENCED AGAINST YOU by the Plaintiffs. The claim made against you is set out in the following pages.

IF YOU WISH TO DEFEND THIS PROCEEDING, you or a solicitor acting for you are required to prepare a statement of defence in Form 171B prescribed by the Federal Courts Rules serve it on the plaintiffs' solicitor or, where the plaintiffs do not have a solicitor, serve it on the plaintiffs, and file it, with proof of service, at a local office of this Court, WITHIN 30 DAYS after this statement of claim is served on you, if you are served within Canada.

If you are served in the United States of America, the period for serving and filing your statement of defence is forty days. If you are served outside Canada and the United States of America, the period for serving and filing your statement of defence is sixty days.

Copies of the Federal Court Rules information concerning the local offices of the Court and other necessary information may be obtained on request to the Administrator of this Court at Ottawa (telephone 613-992-4238) or at any local office.

IF YOU FAIL TO DEFEND THIS PROCEEDING, judgment may be given against you in your absence and without further notice to you.

(Date)

Issued by: _____
(Registry Officer)

Address of local office: 90 Sparks Street Ottawa, ON K1A 0H9

TO:

Her Majesty the Queen in Right of Canada,
Minister of Indian Affairs and Northern Development, and
Attorney General of Canada
Department of Justice
900 - 840 Howe Street
Vancouver, B.C. V6Z 2S9

RELIEF SOUGHT

1. The Representative Plaintiffs, on behalf of Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band and Sechelt Indian Band, and on behalf of the members of the Class, claim:

- (a) a Declaration that the Sechelt Indian Band (referred to as the shíshálh or shíshálh band) and Tk'emlúps Band, and all members of the certified Class of Indian Bands, have Aboriginal Rights to speak their traditional languages and engage in their traditional customs and religious practices;
- (b) a Declaration that Canada owed and was in breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, to the Class members in relation to the purpose, establishment, funding, operation, supervision, control, maintenance, obligatory attendance of Survivors at, and support of, the SIRS and the KIRS and other Identified Residential Schools;
- (c) a Declaration that the Residential Schools Policy and the KIRS, the SIRS and Identified Residential Schools caused Cultural, Linguistic and Social Damage and irreparable harm to the Class;
- (d) a Declaration that Canada was or is in breach of the Class members' linguistic and cultural rights, (Aboriginal Rights or otherwise), as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, as a consequence of its establishment, funding, operation, supervision, control and maintenance, and obligatory attendance of Survivors at and support of the Residential Schools Policy, and the Residential Schools;
- (e) a Declaration that Canada is liable to the Class members for the damages caused by its breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties and Aboriginal Rights as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, in relation to the purpose, establishment, funding, operation, supervision, control and maintenance, and obligatory attendance of Survivors at and support of the Residential Schools;
- (f) non-pecuniary and pecuniary general damages and special damages for breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties and Aboriginal Rights, as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, including amounts to cover the ongoing cost of care and development of wellness plans for individual members of the Indian Bands in the Class, as well as the costs of restoring, protecting and preserving the linguistic and cultural heritage of the Indian Bands for which Canada is liable;

- (g) the construction of healing centres in the Class communities by Canada;
- (h) exemplary and punitive damages for which Canada is liable;
- (i) pre-judgment and post-judgment interest;
- (j) the costs of this action; and
- (k) such further and other relief as this Honourable Court may deem just.

DEFINITIONS

2. The following definitions apply for the purposes of this Claim:

- (a) “Aboriginal(s)”, “Aboriginal Person(s)”, “Aboriginal People(s)” or “Aboriginal Child(ren)” means a person or persons whose rights are recognized and affirmed by the *Constitution Act*, 1982, s. 35;
- (b) “Aboriginal Right(s)” means any or all of the aboriginal and treaty rights recognized and affirmed by the *Constitution Act*, 1982, s. 35;
- (c) “Act” means the *Indian Act*, R.S.C. 1985, c. I-5 and its predecessors as have been amended from time to time;
- (d) “Agents” means the servants, contractors, agents, officers and employees of Canada and the operators, managers, administrators and teachers and staff of each of the Residential Schools;
- (e) “Agreement” means the Indian Residential Schools Settlement Agreement dated May 10, 2006 entered into by Canada to settle claims relating to Residential Schools as approved in the orders granted in various jurisdictions across Canada;
- (f) “Indian Band” means any entity that:
 - (i) Is either a "band" as defined in s.2(1) of the *Indian Act* or a band, First Nation, Nation or other Indigenous group that is party to a self-government agreement or treaty implemented by an Act of Parliament recognizing or establishing it as a legal entity; and
 - (ii) Asserts that it holds rights recognized and affirmed by section 35 of the *Constitution Act*, 1982.
- (g) “Class” means the Tk’emlúps te Secwépemc Indian Band and the shishálh band and any other Indian Band(s) that:
 - (i) has or had some members who are or were Survivors, or in whose community a Residential School is or was located; and

- (ii) is specifically added to this claim in relation to one or more specifically identified Residential Schools.
- (h) “Canada” means the Defendant, Her Majesty the Queen in right of Canada as represented by the Attorney General of Canada;
- (i) “Class Period” means 1920 to 1997;
- (j) “Cultural, Linguistic and Social Damage” means the damage or harm caused by the creation and implementation of Residential Schools and Residential Schools Policy to the educational, governmental, economic, cultural, linguistic, spiritual and social customs, practices and way of life, traditional governance structures, as well as to the community and individual security and wellbeing, of Aboriginal Persons;
- (k) “Identified Residential School(s)” means one or more of the KIRS or the SIRS or any other Residential School specifically identified by a member of the Class;
- (l) “KIRS” means the Kamloops Indian Residential School;
- (m) “Residential Schools” means all Indian Residential Schools recognized under the Agreement;
- (n) “Residential Schools Policy” means the policy of Canada with respect to the implementation of Indian Residential Schools;
- (o) “SIRS” means the Sechelt Indian Residential School;
- (p) “Survivors” means all Aboriginal Persons who attended as a student or for educational purposes for any period at a Residential School, during the Class Period.

THE PARTIES

The Plaintiffs

3. The Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band and the shíshálh band are Indian Bands and they both act as Representative Plaintiffs for the Class. The Class members represent the collective interests and authority of each of their respective communities.

The Defendant

4. Canada is represented in this proceeding by the Attorney General of Canada. The Attorney General of Canada represents the interests of Canada and the Minister of Aboriginal Affairs and

Northern Development Canada and predecessor Ministers who were responsible for “Indians” under s.91 (24) of the *Constitution Act, 1867*, and who were, at all material times, responsible for the formation and implementation of the Residential Schools Policy, and the maintenance and operation of Residential Schools, including the KIRS and the SIRS.

STATEMENT OF FACTS

5. Over the course of the last several years, Canada has acknowledged the devastating impact of its Residential Schools Policy on Canada’s Aboriginal Peoples. Canada’s Residential Schools Policy was designed to eradicate Aboriginal culture and identity and assimilate the Aboriginal Peoples of Canada into Euro-Canadian society. Through this policy, Canada ripped away the foundations of identity for generations of Aboriginal People and caused incalculable harm to both individuals and communities.

6. The direct beneficiary of the Residential Schools Policy was Canada as its obligations would be reduced in proportion to the number, and generations, of Aboriginal Persons who would no longer recognize their Aboriginal identity and would reduce their claims to rights under the Act and Canada’s fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties.

7. Canada was also a beneficiary of the Residential Schools Policy, as the policy served to weaken the claims of Aboriginal Peoples to their traditional lands and resources. The result was a severing of Aboriginal People from their cultures, traditions and ultimately their lands and resources. This allowed for exploitation of those lands and resources by Canada, not only without Aboriginal Peoples’ consent but also, contrary to their interests, the Constitution of Canada and the Royal Proclamation of 1763.

8. The truth of this wrong and the damage it has wrought has now been acknowledged by the Prime Minister on behalf of Canada, and through the pan-Canadian settlement of the claims of those individuals who *resided at* Canada's Residential Schools by way of the Agreement implemented in 2007, and subsequently, the settlement of the claims of those individuals who attended at Canada's Residential Schools in this and other proceedings.

9. This claim is on behalf of the members of the Class, consisting of the Aboriginal communities within which the Residential Schools were situated, or whose members are or were Survivors.

The Residential School System

10. Residential Schools were established by Canada prior to 1874, for the education of Aboriginal Children. Commencing in the early twentieth century, Canada began entering into formal agreements with various religious organizations (the "Churches") for the operation of Residential Schools. Pursuant to these agreements, Canada controlled, regulated, supervised and directed all aspects of the operation of Residential Schools. The Churches assumed the day-to-day operation of many of the Residential Schools under the control, supervision and direction of Canada, for which Canada paid the Churches a *per capita* grant. In 1969, Canada took over operations directly.

11. As of 1920, the Residential Schools Policy included compulsory *attendance* at Residential Schools for all Aboriginal Children aged 7 to 15. Canada removed most Aboriginal Children from their homes and Aboriginal communities and transported them to Residential Schools which were often long distances away. However, in some cases, Aboriginal Children lived in their homes and communities and were similarly required to attend Residential Schools as day students and not residents. This practice applied to even more children in the later years of the Residential Schools

Policy. While at Residential School, all Aboriginal Children were confined and deprived of their heritage, their support networks and their way of life, forced to adopt a foreign language and a culture alien to them and punished for non-compliance.

12. The purpose of the Residential Schools Policy was the complete integration and assimilation of Aboriginal Children into the Euro-Canadian culture and the obliteration of their traditional language, culture, religion and way of life. Canada set out and intended to cause the Cultural, Linguistic and Social Damage which has harmed Canada's Aboriginal Peoples and Class members.

13. Canada chose to be disloyal to its Aboriginal Peoples, implementing the Residential Schools Policy in its own self-interest, including economic self-interest, and to the detriment and exclusion of the interests of the Class members to whom Canada owed fiduciary and constitutionally-mandated duties. The Residential Schools Policy was intended to eradicate Aboriginal identity, culture, language, and spiritual practices. This assimilation would result in a reduction in the number of individuals identifying as Aboriginal, and with that would be a reduction in Canada's obligations to Aboriginal individuals and Indian Bands, as Aboriginal individuals who no longer identify as Aboriginal would be unlikely to make claims to their rights as Aboriginal Persons.

The Effects of the Residential Schools Policy on the Class Members

Tk'emlúps Indian Band

14. Tk'emlúpsemc, 'the people of the confluence', now known as the Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band are members of the northernmost of the Plateau People and of the Interior-Salish Secwépemc (Shuswap) speaking peoples of British Columbia. The Tk'emlúps

Indian Band was established on a reserve now adjacent to the City of Kamloops, where the KIRS was subsequently established.

15. Secwepemctsin is the language of the Secwépemc, and it is the unique means by which the cultural, ecological, and historical knowledge and experience of the Secwépemc people is understood and conveyed between generations. It is through language, spiritual practices and passage of culture and traditions including their rituals, drumming, dancing, songs and stories, that the values and beliefs of the Secwépemc people are captured and shared. From the Secwépemc perspective all aspects of Secwépemc knowledge, including their culture, traditions, laws and languages, are vitally and integrally linked to their lands and resources.

16. Language, like the land, was given to the Secwépemc by the Creator for communication to the people and to the natural world. This communication created a reciprocal and cooperative relationship between the Secwépemc and the natural world which enabled them to survive and flourish in harsh environments. This knowledge, passed down to the next generation orally, contained the teachings necessary for the maintenance of Secwépemc culture, traditions, laws and identity.

17. For the Secwépemc, their spiritual practices, songs, dances, oral histories, stories and ceremonies were an integral part of their lives and societies. These practices and traditions are absolutely vital to maintain. Their songs, dances, drumming and traditional ceremonies connect the Secwépemc to their land and continually remind the Secwépemc of their responsibilities to the land, the resources and to the Secwépemc people.

18. Secwépemc ceremonies and spiritual practices, including their songs, dances, drumming and passage of stories and history, perpetuate their vital teachings and laws relating to the harvest

of resources, including medicinal plants, game and fish, and the proper and respectful protection and preservation of resources. For example, in accordance with Secwépemc laws, the Secwépemc sing and pray before harvesting any food, medicines, and other materials from the land, and make an offering to thank the Creator and the spirits for anything they take. The Secwépemc believe that all living things have spirits and must be shown utmost respect. It was these vital, integral beliefs and traditional laws, together with other elements of Secwépemc culture and identity, that Canada sought to destroy with the Residential Schools Policy.

Shishálh band

19. The shishálh Nation, a division of the Coast Salish First Nations, originally occupied the southern portion of the lower coast of British Columbia. The shishálh People settled the area thousands of years ago, and occupied approximately 80 village sites over a vast tract of land. The shishálh People are made up of four sub-groups that speak the language of Shashishalhem, which is a distinct and unique language, although it is part of the Coast Salish Division of the Salishan Language.

20. Shishálh tradition describes the formation of the shishálh world (Spelmulh story). Beginning with the creator spirits, who were sent by the Divine Spirit to form the world, they carved out valleys leaving a beach along the inlet at Porpoise Bay. Later, the transformers, a male raven and a female mink, added details by carving trees and forming pools of water.

21. The shishálh culture includes singing, dancing and drumming as an integral part of their culture and spiritual practices, a connection with the land and the Creator and passing on the history and beliefs of the people. Through song and dance the shishálh People would tell stories, bless events and even bring about healing. Their songs, dances and drumming also signify critical seasonal events that are integral to the shishálh. Traditions also include making and using masks,

baskets, regalia and tools for hunting and fishing. It was these vital, integral beliefs and traditional laws, together with other elements of the shíshálh culture and identity, that Canada sought to destroy with the Residential Schools Policy.

The Impact of the Residential schools

22. For Aboriginal Children who were compelled to attend the Residential Schools, rigid discipline was enforced as per the Residential Schools Policy. While at school, children were not allowed to speak their Aboriginal language, even to their parents, and thus members of these Aboriginal communities were forced to learn English.

23. Aboriginal culture was strictly suppressed by the school administrators in compliance with the policy directives of Canada including the Residential Schools Policy. At the SIRS, members of shíshálh were forced to burn or give to the agents of Canada centuries-old totem poles, regalia, masks and other “paraphernalia of the medicine men” and to abandon their potlatches, dancing and winter festivities, and other elements integral to the Aboriginal culture and society of the shíshálh and Secwépemc peoples.

24. Because the SIRS was physically located in the shíshálh community, Canada’s eyes, both directly and through its Agents, were upon the elders and they were punished severely for practising their culture or speaking their language or passing this on to future generations. In the midst of that scrutiny, members of the shíshálh band struggled, often unsuccessfully, to practice, protect and preserve their songs, masks, dancing or other cultural practices.

25. The Tk’emlúps te Secwépemc suffered a similar fate due to their proximity to the KIRS.

26. The children at the Residential Schools were taught to be ashamed of their Aboriginal identity, culture, spirituality and practices. They were referred to as, amongst other derogatory

epithets, “dirty savages” and “heathens” and taught to shun their very identities. The Class members’ Aboriginal way of life, traditions, cultures and spiritual practices were supplanted with the Euro-Canadian identity imposed upon them by Canada through the Residential Schools Policy.

27. The Class members have lost, in whole or in part, their traditional economic viability, self-government and laws, language, land base and land-based teachings, traditional spiritual practices and religious practices, and the integral sense of their collective identity.

28. The Residential Schools Policy, delivered through the Residential Schools, wrought Cultural, Linguistic and Social devastation on the communities of the Class and altered their traditional way of life.

Canada’s Settlement with Former Residential School Residents

29. From the closure of the Residential Schools until the late 1990’s, Canada’s Aboriginal communities were left to battle the damages and suffering of their members as a result of the Residential Schools Policy, without any acknowledgement from Canada. During this period, Residential School survivors increasingly began speaking out about the horrible conditions and abuse they suffered, and the dramatic impact it had on their lives. At the same time, many survivors committed suicide or self-medicated to the point of death. The deaths devastated the life and stability of the communities represented by the Class.

30. In January 1998, Canada issued a Statement of Reconciliation acknowledging and apologizing for the failures of the Residential Schools Policy. Canada admitted that the Residential Schools Policy was designed to assimilate Aboriginal Persons and that it was wrong to pursue that goal. The Plaintiffs plead that the Statement of Reconciliation by Canada is an admission by

Canada of the facts and duties set out herein and is relevant to the Plaintiffs' claim for damages, particularly punitive damages.

31. The Statement of Reconciliation stated, in part, as follows:

Sadly, our history with respect to the treatment of Aboriginal people is not something in which we can take pride. Attitudes of racial and cultural superiority led to a suppression of Aboriginal culture and values. As a country we are burdened by past actions that resulted in weakening the identity of Aboriginal peoples, suppressing their languages and cultures, and outlawing spiritual practices. We must recognize the impact of these actions on the once self-sustaining nations that were disaggregated, disrupted, limited or even destroyed by the dispossession of traditional territory, by the relocation of Aboriginal people, and by some provisions of the Indian Act. We must acknowledge that the results of these actions was the erosion of the political, economic and social systems of Aboriginal people and nations.

Against the backdrop of these historical legacies, it is a remarkable tribute to the strength and endurance of Aboriginal people that they have maintained their historic diversity and identity. The Government of Canada today formally expresses to all Aboriginal people in Canada our profound regret for past actions of the Federal Government which have contributed to these difficult pages in the history of our relationship together.

One aspect of our relationship with Aboriginal people over this period that requires particular attention is the Residential School System. This system separated many children from their families and communities and prevented them from speaking their own languages and from learning about their heritage and cultures. In the worst cases, it left legacies of personal pain and distress that continued to reverberate in Aboriginal communities to this date. Tragically, some children were the victims of physical and sexual abuse.

The Government of Canada acknowledges the role it played in the development and administration of these schools. Particularly to those individuals who experienced the tragedy of sexual and physical abuse at Residential Schools, and who have carried this burden believing that in some way they must be responsible, we wish to emphasize that what you experienced was not your fault and should never have happened. To those of you who suffered this tragedy at Residential Schools, we are deeply sorry. In dealing with the legacies of the Residential School

program, the Government of Canada proposes to work with First Nations, Inuit, Metis people, the Churches and other interested parties to resolve the longstanding issues that must be addressed. We need to work together on a healing strategy to assist individuals and communities in dealing with the consequences of this sad era of our history...

32. Reconciliation is an ongoing process. In renewing our partnership, we must ensure that the mistakes which marked our past relationship are not repeated. The Government of Canada recognizes that policies that sought to assimilate Aboriginal People, women and men, were not the way to build a strong community. On June 11, 2008, Prime Minister Stephen Harper on behalf of Canada, delivered an apology (“Apology”) that acknowledged the harm done by Canada’s Residential Schools Policy:

*For more than a century, Indian Residential Schools separated over 150,000 Aboriginal children from their families and communities. In the 1870’s, the federal government, partly in order to meet its obligation to educate Aboriginal children, began to play a role in the development and administration of these schools. **Two primary objectives of the Residential Schools system were to remove and isolate children from the influence of their homes, families, traditions and cultures, and to assimilate them into the dominant culture.** These objectives were based on the assumption Aboriginal cultures and spiritual beliefs were inferior and unequal. Indeed, some sought, as it was infamously said, **“to kill the Indian in the child”**. Today, we recognize that this policy of assimilation was wrong, has caused great harm, and has no place in our country. [emphasis added]*

33. In this Apology, the Prime Minister made some important acknowledgments regarding the Residential Schools Policy and its impact on Aboriginal Children:

The Government of Canada built an educational system in which very young children were often forcibly removed from their homes, often taken far from their communities. Many were inadequately fed, clothed and housed. All were deprived of the care and nurturing of their parents, grandparents and communities. First Nations, Inuit and Métis languages and cultural practices were prohibited in these schools.

Tragically, some of these children died while attending residential schools and others never returned home.

The government now recognizes that the consequences of the Indian Residential Schools policy were profoundly negative and that this policy has had a lasting and damaging impact on Aboriginal culture, heritage and language.

The legacy of Indian Residential Schools has contributed to social problems that continue to exist in many communities today.

* * *

We now recognize that it was wrong to separate children from rich and vibrant cultures and traditions, that it created a void in many lives and communities, and we apologize for having done this. We now recognize that, in separating children from their families, we undermined the ability of many to adequately parent their own children and sowed the seeds for generations to follow, and we apologize for having done this. We now recognize that, far too often, these institutions gave rise to abuse or neglect and were inadequately controlled, and we apologize for failing to protect you. Not only did you suffer these abuses as children, but as you became parents, you were powerless to protect your own children from suffering the same experience, and for this we are sorry.

The burden of this experience has been on your shoulders for far too long. The burden is properly ours as a Government, and as a country. There is no place in Canada for the attitudes that inspired the Indian Residential Schools system to ever prevail again. You have been working on recovering from this experience for a long time and in a very real sense, we are now joining you on this journey. The Government of Canada sincerely apologizes and asks the forgiveness of the Aboriginal peoples of this country for failing them so profoundly.

CANADA'S BREACH OF DUTIES TO THE CLASS MEMBERS

34. From the formation of the Residential Schools Policy to its execution in the form of forced attendance at the Residential Schools, Canada caused incalculable losses to the Class members. The Class members have all been affected by Cultural, Linguistic and Social Damage which has impaired the ability of Class members to govern their peoples and their lands.

Canada's Duties

35. Canada was responsible for developing and implementing all aspects of the Residential Schools Policy, including carrying out all operational and administrative aspects of Residential Schools. While the Churches were used as Canada's Agents to assist Canada in carrying out its objectives, those objectives and the manner in which they were carried out were the obligations of Canada. Canada was responsible for:

- (a) the administration of the Act and its predecessor statutes as well as all other statutes relating to Aboriginal Persons and all Regulations promulgated under these Acts and their predecessors during the Class Period;
- (b) the management, operation and administration of the Department of Indian Affairs and Northern Development and its predecessors and related Ministries and Departments, as well as the decisions taken by those ministries and departments;
- (c) the construction, operation, maintenance, ownership, financing, administration, supervision, inspection and auditing of the Residential Schools and for the creation, design and implementation of the program of education for Aboriginal Persons in attendance;
- (d) the selection, control, training, supervision and regulation of the operators of the Residential Schools, including their employees, servants, officers and agents, and for the care and education, control and well being of Aboriginal Persons attending the Residential Schools;
- (e) preserving, promoting, maintaining and not interfering with Aboriginal Rights, including the right to retain and practice their culture, spirituality, language and traditions and the right to fully learn their culture, spirituality, language and traditions from their families, extended families and communities; and
- (f) the care and supervision of all Survivors while they were in attendance at the Residential Schools during the Class Period.

36. Further, Canada has at all material times committed itself to honour international law in relation to the treatment of its people, which obligations form minimum commitments to Canada's Aboriginal Peoples, including the Class, and which have been breached. In particular, Canada's breaches include the failure to comply with the terms and spirit of:

- (a) the *Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide*, 78 U.N.T.S. 277, entered into force Jan. 12, 1951., and in particular Article 2(b), (c) and (e) of that convention, by engaging in the intentional destruction of the culture of Aboriginal Children and communities, causing profound and permanent cultural injuries to the Class;
- (b) the *Declaration of the Rights of the Child* (1959) G.A. res. 1386 (XIV), 14 U.N. GAOR Supp. (No. 16) at 19, U.N. Doc. A/4354 by failing to provide Aboriginal Children with the means necessary for normal development, both materially and spiritually, and failing to put them in a position to earn a livelihood and protect them against exploitation;
- (c) the *Convention on the Rights of the Child*, GA res. 44/25, annex, 44 UN GAOR Supp. (No. 49) at 167, U.N. Doc. A/44/49 (1989); 1577 UNTS 3; 28 ILM 1456 (1989), and in particular Articles 29 and 30 of that convention, by failing to provide Aboriginal Children with education that is directed to the development of respect for their parents, their cultural identities, language and values, and by denying the right of Aboriginal Children to enjoy their own cultures, to profess and practise their own religions and to use their own languages;
- (d) the *International Covenant on Civil and Political Rights*, G.A. res. 2200A (XXI), 21 U.N. GAOR Supp. (No. 16) at 52, U.N. Doc. A/6316 (1966), 999 U.N.T.S. 171, entered into force Mar. 23, 1976, in particular Articles 1 and 27 of that convention, by interfering with Class members' rights to retain and practice their culture, spirituality, language and traditions, the right to fully learn their culture, spirituality, language and traditions from their families, extended families and communities and the right to teach their culture, spirituality, language and traditions to their own children, grandchildren, extended families and communities;
- (e) the *American Declaration of the Rights and Duties of Man*, O.A.S. Res. XXX, adopted by the Ninth International Conference of American States (1948), reprinted in *Basic Documents Pertaining to Human Rights in the Inter-American System*, OEA/Ser.L.V/II.82 doc.6 rev.1 at 17 (1992), and in particular Article XIII, by violating Class members' right to take part in the cultural life of their communities;
- (f) the *United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples*, G.A. Res. 61/295, U.N. Doc. A/RES/61/295 (Sept. 13, 2007), 46 I.L.M. 1013 (2007), endorsed by Canada 12 November 2010, Article 8, 2(d), which commits to the provision of effective mechanisms for redress for forced assimilation, and the additional following provisions: Preamble, Articles 1-15, 17-28, 31, 33-46.

37. Canada's obligations under international law inform Canada's common law, statutory, fiduciary, constitutionally-mandated and other duties, and a breach of the aforementioned international obligations is evidence of, or constitutes, a breach under domestic law.

Breach of Fiduciary and Constitutionally-Mandated Duties

38. Canada has constitutional obligations to, and a fiduciary relationship with, Aboriginal People and Indian Bands in Canada. Canada assumed the responsibility for educating Aboriginal children, and prevented Aboriginal Persons and Class members from doing so, by adopting and implementing the Residential Schools Policy, which included creating, planning, establishing, setting up, initiating, operating, financing, supervising, controlling and regulating a program of assimilation through the Residential Schools. Through the assumption of this role, and/or by virtue of the *Constitution Act 1867*, the *Constitution Act, 1982*, and the provisions of the Act, as amended, Canada owed a fiduciary duty to Class members.

39. Canada's constitutional duties include the obligation to uphold the honour of the Crown in all of its dealings with Aboriginal Peoples, including the Class members. This obligation arose with the Crown's assertion of sovereignty from the time of first contact and continues through post-treaty relationships. This is and remains an obligation of the Crown and was an obligation on the Crown at all material times. The honour of the Crown is a legal principle which requires the Crown to operate at all material times in its relations with Aboriginal Peoples from contact to post treaty in the most honourable manner to protect the interests of the Aboriginal Peoples.

40. Canada's fiduciary duties obliged Canada to act as a protector of Class members' Aboriginal Rights, including the protection and preservation of their language, culture and their way of life, and the duty to take corrective steps to restore the Plaintiffs' culture, history and status, or assist them to do so. At a minimum, Canada's duty to Aboriginal Persons and Indian Bands,

including the Class members, included the obligation to respect their Aboriginal Rights and not to deliberately seek to assimilate them, reduce their numbers, undermine, harm or impair them.

41. Canada breached the fiduciary and constitutional duties owed by Canada to the Class by targeting for destruction the collective identity and way of life established and enjoyed by the Class members.

42. Canada acted in its own self-interest and contrary to the interests of the Class members, not only by being disloyal to, but by actually betraying these communities which it had a duty to protect. Canada wrongfully exercised its discretion and power over Aboriginal Peoples, and in particular children, for its own benefit. The Residential Schools Policy was pursued by Canada, in whole or in part, to eradicate what Canada saw as the “Indian Problem”. Namely, Canada sought to relieve itself of its moral and financial responsibilities for Aboriginal People and communities, the expense and inconvenience of dealing with cultures, languages, habits and values different from Canada’s predominant Euro-Canadian heritage, and the challenges arising from land claims.

43. In further breach of its ongoing fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties to the Class, Canada failed, and continues to fail, to adequately remediate the damage caused by its wrongful acts, failures and omissions. In particular, Canada has failed to take adequate measures to ameliorate the Cultural, Linguistic and Social Damage suffered by the Class, notwithstanding Canada’s admission of the wrongfulness of the Residential Schools Policy since 1998.

Breach of Aboriginal Rights

44. The shíshálh and Tk’emlúps people, and indeed all members of the Class have exercised laws, customs and traditions integral to their distinctive societies prior to contact with Europeans.

In particular, and from a time prior to contact with Europeans, these Indian Bands have sustained their individual members, communities and distinctive cultures by speaking their languages and practicing their customs and traditions.

45. As a result of Residential School Policy, Class members were denied the ability to exercise and enjoy their Aboriginal Rights in the context of their collective expression within the Indian Bands, some particulars of which include, but are not limited to:

- (a) shíshááh, Tk'emlúps and other Indian Bands' cultural, spiritual and traditional activities have been lost or impaired;
- (b) the traditional social structures, including the equal authority of male and female leaders have been lost or impaired;
- (c) the shíshááh, Tk'emlúps and other Aboriginal languages have been lost or impaired;
- (d) traditional shíshááh, Tk'emlúps and Aboriginal parenting skills have been lost or impaired;
- (e) shíshááh, Tk'emlúps and other Aboriginal skills for gathering, harvesting, hunting and preparing traditional foods have been lost or impaired; and,
- (f) shíshááh, Tk'emlúps and Aboriginal spiritual beliefs have been lost or impaired.

46. Canada had at all material times and continues to have a duty to respect, honour and protect the Class members' Aboriginal Rights, including the exercise of their spiritual practices and traditional protection of their lands and resources, and an obligation not to undermine or interfere with the Class members' Aboriginal Rights. Canada has failed in these duties, without justification, through its Residential Schools Policy. Canada breached the Class members' Aboriginal Rights and caused the Class members Cultural, Linguistic and Social Harm.

Vicarious Liability

47. Canada is vicariously liable for the negligent performance of the fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties of its Agents.

48. Additionally, the Plaintiffs hold Canada solely responsible for the creation and implementation of the Residential Schools Policy and, furthermore:

- (a) The Plaintiffs expressly waive any and all rights they may possess to recover from Canada, or any other party, any portion of the Plaintiffs' loss that may be attributable to the fault or liability of any third-party and for which Canada might reasonably be entitled to claim from any one or more third-party for contribution, indemnity or an apportionment at common law, in equity, or pursuant to the British Columbia *Negligence Act*, R.S.B.C. 1996, c. 333, as amended; and
- (b) The Plaintiffs will not seek to recover from any party, other than Canada, any portion of their losses which have been claimed, or could have been claimed, against any third-parties.

Damages

49. As a consequence of the breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties, and breach of Aboriginal Rights by Canada and its Agents, for whom Canada is vicariously liable, the Class members have suffered from the loss of the ability to fully exercise their Aboriginal Rights collectively, including the right to have a traditional government based on their own languages, spiritual practices, traditional laws and practices.

Grounds for Punitive and Aggravated Damages

50. Canada deliberately planned the eradication of the language, religion and culture of the Class. The actions were malicious and intended to cause harm, and in the circumstances punitive and aggravated damages are appropriate and necessary.

Legal Basis of Claim

51. The Class members are Indian Bands, being collectives of Aboriginal Peoples who recognize their shared cultural and linguistic identities.

52. The Class members' Aboriginal Rights existed and were exercised at all relevant times pursuant to the *Constitution Act, 1982*, s. 35, being Schedule B to the *Canada Act 1982* (UK), 1982, c. 11.

53. At all material times, Canada owed the Plaintiffs and Class members a special and constitutionally-mandated duty of care, good faith, honesty and loyalty pursuant to Canada's constitutional obligations and Canada's duty to act in the best interests of Aboriginal Peoples and communities. Canada breached those duties, causing harm.

54. The Class members are comprised of Aboriginal Peoples who have exercised their respective laws, customs and traditions integral to their distinctive societies prior to contact with Europeans. In particular, and from a time prior to contact with Europeans to the present, the Aboriginal Peoples who comprise the Class members have sustained their people, communities and distinctive culture by exercising their respective laws, customs and traditions in relation to their entire way of life, including language, dance, music, recreation, art, family, marriage and communal responsibilities, and use of resources.

Application of the Quebec Charter

55. Where the aforementioned acts of Canada and its agents took place in the province of Quebec, they constitute breaches of article 1457 of the *Civil Code of Quebec*, CQLR c CCQ-1991, and the *Charter of Human Rights and Freedoms*, CQLR c C-12.

Constitutionality of Sections of the Indian Act

56. The Class members plead that any section of the Act and its predecessors and any Regulation passed under the Act and any other statutes relating to Aboriginal Persons that provide or purport to provide the statutory authority for the eradication of Aboriginal People through the destruction of their languages, culture, practices, traditions and way of life, are in violation of sections 25 and 35(1) of the *Constitution Act* 1982, sections 1 and 2 of the *Canadian Bill of Rights*, R.S.C. 1985, as well as sections 7 and 15 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* and should therefore be treated as having no force and effect.

57. Canada deliberately planned the eradication of the language, spirituality and culture of the Plaintiffs and Class members.

58. Canada's actions were deliberate and malicious and, in the circumstances, punitive, exemplary and aggravated damages are appropriate and necessary.

59. The Plaintiffs plead and rely upon the following:

Federal Courts Act, R.S.C., 1985, c. F-7, s. 17;

Federal Courts Rules, SOR/98-106, Part 5.1 Class Proceedings;

Crown Liability and Proceedings Act, R.S.C. 1985, c. C-50, ss. 3, 21, 22, and 23;

Canadian Charter of Rights and Freedoms, Part 1 of the Constitution Act, 1982, being Schedule B to the Canada Act 1982 (UK), 1982, c.11, ss. 7, 15, 25, 35(1);

The Canadian Bill of Rights, S.C., 1960, c.44, Preamble, ss. 1 and 2;

The Indian Act, R.S.C. 1985, ss. 2(1), 3, 18(2), 114-122 and its predecessors;

Indigenous Languages Act S.C. 2019, c.23, Preamble, ss.2-10, 23-24;

Crimes Against Humanity and War Crimes Act, S.C. 2000, c. 24, s.2-4, and Schedule (Articles 6-7);

United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples Act, s.c. 2021, c. 14, Preamble, s.2, ss. 4-6, Schedule;

Civil Code of Quebec, CQLR c CCQ-1991, Article 1457;

Charter of Human Rights and Freedoms, CQLR c C-12, ss. 1, 4, 5, 39, 41, 43.

International Treaties:

Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide, 78 U.N.T.S. 277, entered into force Jan. 12, 1951, preamble and Articles 1-5;

Declaration of the Rights of the Child (1959), G.A. res. 1386 (XIV), 14 U.N. GAOR Supp. (No. 16) at 19, U.N. Doc. A/4354, preamble and Principles 1-10;

Convention on the Rights of the Child, GA res. 44/25, annex, 44 UN GAOR Supp. (No. 49) at 167, U.N. Doc. A/44/49 (1989); 1577 UNTS 3; 28 ILM 1456 (1989), Preamble, Articles 1-9, 11-20, 24-25, 27-32, 34, 36-37, 39;

International Covenant on Civil and Political Rights, G.A. res. 2200A (XXI), 21 U.N. GAOR Supp. (No. 16) at 52, U.N. Doc. A/6316 (1966), 999 U.N.T.S. 171, entered into force Mar. 23, 1976, Preamble, Articles 1-3, 5-9, 12, 16-19, 21-27;

American Declaration of the Rights and Duties of Man, O.A.S. Res. XXX, adopted by the Ninth International Conference of American States (1948), reprinted in *Basic Documents Pertaining to Human Rights in the Inter-American System*, OEA/Ser.L.V//II.82 doc.6 rev.1 at 17 (1992), Preamble, Articles 1-3, 6, 8, 12, 13, 15, 22;

United Nations Resolution A/RES/60/147, December 16, 2005, Preamble, ss.1-3, and Annex; and

United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples, G.A. Res. 61/295, U.N. Doc. A/RES/61/295 (Sept. 13, 2007), 46 I.L.M. 1013 (2007), endorsed by Canada 12 November 2010, Article 8, 2(d), Preamble, and Articles 1-15, 17-28, 31, 33-46.

60. The plaintiffs propose that this action be tried at Vancouver, BC.

Amended January 13, 2022

Peter R. Grant, on behalf of
all Solicitors for the Plaintiffs

Solicitors for the Plaintiffs

PETER GRANT LAW CORPORATION
#407- 808 Nelson Street
Vancouver, BC V6Z 2H2

) Contact and Address for Service
) for the Plaintiffs

Peter R. Grant

Tel: 604.688.7202
Fax: 604.688.8388
pgrant@grantnativelaw.com

WADDELL PHILLIPS PC
Suite 1120, 36 Toronto Street
Toronto, ON M5C 2C5

John Kingman Phillips
john@waddellphillips.ca

W. Cory Wanless
cory@waddellphillips.ca

Tel: 647.261.4486
Fax: 416.477.1657

DIANE SOROKA AVOCATE INC.
447 Strathcona Ave.
Westmount, QC H3Y 2X2

Diane Soroka

Tel: 514.939.3384
Fax: 514.939.4014
dhs@dsoroka.com

Annexe B – Ordonnance de certification du 18 juin 2015

Cour fédérale



Federal Court

Date : 20150618

Dossier : T-1542-12

Référence : 2015 CF 766

[TRADUCTION FRANÇAISE CERTIFIÉE, NON RÉVISÉE]

Ottawa (Ontario), le 18 juin 2015

En présence de monsieur le juge Harrington

RECOURS COLLECTIF ENVISAGÉ

ENTRE :

**LE CHEF SHANE GOTTFRIEDSON, EN
SON PROPRE NOM ET AU NOM DE TOUS
LES MEMBRES DE LA BANDE INDIENNE
TK'EMLÚPS TE SECWÉPEMC ET LA
BANDE INDIENNE TK'EMLÚPS TE
SECWÉPEMC, LE
CHEF GARRY FESCHUK, EN SON
PROPRE NOM ET AU NOM DE TOUS LES
MEMBRES DE LA BANDE INDIENNE DE
SECHELT ET LA BANDE INDIENNE DE
SECHELT,
VIOLET CATHERINE GOTTFRIEDSON,
DOREEN LOUISE SEYMOUR,
CHARLOTTE ANNE VICTORINE GILBER
T, VICTOR FRASER,
DIENA MARIE JULES,
AMANDA DEANNE BIG SORREL HORSE,
DARLENE MATILDA BULPIT,
FREDERICK JOHNSON,
ABIGAIL MARGARET AUGUST,
SHELLY NADINE HOEHNE,
DAPHNE PAUL, AARON JOE ET
RITA POULSEN**

demandeurs

et

**SA MAJESTÉ LA REINE
DU CHEF DU CANADA**

défenderesse

ORDONNANCE

POUR LES MOTIFS PRONONCÉS le 3 juin 2015, publiés sous la référence 2015 CF 706;

LA COUR ORDONNE ce qui suit :

1. L'instance susmentionnée est autorisée comme recours collectif aux conditions suivantes :
 - a. Les groupes sont définis comme suit :

Le groupe des survivants : tous les Autochtones qui ont fréquenté un pensionnat comme étudiants ou à des fins éducatives pendant quelque période que ce soit durant la période visée par le recours collectif, à l'exclusion, pour tout membre du groupe pris individuellement, des périodes pour lesquelles ce membre du groupe a reçu une indemnité sous la forme du paiement d'expérience commune en vertu de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens.

Le groupe des descendants : la première génération de personnes qui descendent de membres du groupe des survivants ou les personnes qui ont été adoptées légalement ou traditionnellement par un membre du groupe des survivants ou son (sa) conjoint(e).

Le groupe des bandes : la bande indienne Tk'emlúps te Secwépemc et la bande indienne de Sechelt et toute autre bande :

- (i) dont des membres appartiennent au groupe des survivants ou dont d'anciens membres ont appartenu à ce groupe, ou au sein de laquelle se trouve un pensionnat; et
- (ii) qui est ajoutée expressément à la présente demande avec un ou plusieurs pensionnats déterminés.

b. Les représentants demandeurs sont :

Pour le groupe des survivants :

Violet Catherine Gottfriedson

Charlotte Anne Victorine Gilbert

Diena Marie Jules

Darlene Matilda Bulpit

Frederick Johnson

Daphne Paul

Pour le groupe des descendants :

Amanda Deanne Big Sorrel Horse

Rita Poulsen

Pour le groupe des bandes :

La bande Tk'emlúps te Secwépemc

La bande de Sechelt

c. Les réclamations sont fondées sur :

Des manquements à des obligations fiduciaires et constitutionnelles, la violation de droits ancestraux, l'infliction intentionnelle de souffrances morales, des violations de conventions ou de pactes internationaux, des violations du droit international et de la négligence commise par le Canada ou pour son compte dont le Canada est redevable.

d. Les mesures de redressement demandées sont les suivantes :

Mesures de redressement demandées par le groupe des survivants :

- i. une déclaration portant que le Canada avait des obligations fiduciaires, constitutionnelles, d'origine législative et en common law envers les demandeurs représentants du groupe des survivants et les autres membres du groupe des survivants en rapport avec les fins, l'établissement, le financement, le fonctionnement, la supervision, le contrôle, l'entretien et le soutien des pensionnats et leur fréquentation obligatoire par les membres du groupe des survivants, et que le Canada a manqué à ces obligations;
- ii. une déclaration portant que les membres du groupe des survivants ont des droits ancestraux de parler leurs langues traditionnelles, d'observer leurs

coutumes traditionnelles et leurs pratiques religieuses et de se gouverner selon leur mode traditionnel;

- iii. une déclaration portant que le Canada a violé les droits linguistiques et culturels (ancestraux ou autres) du groupe des survivants;
- iv. une déclaration portant que la politique relative aux pensionnats et les pensionnats ont causé des dommages culturels, linguistiques et sociaux et un tort irréparable au groupe des survivants;
- v. une déclaration portant que le Canada est responsable envers les demandeurs représentants du groupe des survivants et les autres membres du groupe des survivants des dommages causés par son manquement à ses obligations fiduciaires, constitutionnelles, d'origine législative et en common law, sa violation de droits ancestraux et l'infliction intentionnelle de souffrances morales ainsi que des dommages causés par des violations de conventions et de pactes internationaux et des violations du droit international, en rapport avec les fins, l'établissement, le financement, le fonctionnement, la supervision, le contrôle, l'entretien et le soutien des pensionnats et leur fréquentation obligatoire par les membres du groupe des survivants;
- vi. les dommages-intérêts généraux dont le Canada est redevable pour négligence, manquement à des obligations fiduciaires, constitutionnelles, d'origine législative et en common law, violation de droits ancestraux et

- infliction intentionnelle de souffrances morales ainsi que pour violations de conventions et de pactes internationaux et violations du droit international;
- vii. les dommages-intérêts pécuniaires et les dommages-intérêts spéciaux dont le Canada est redevable pour négligence, perte de revenus, perte de potentiel de gain de revenus, perte de possibilités économiques, perte de chances de faire des études, manquement à des obligations fiduciaires, constitutionnelles, d'origine législative et en common law, violation de droits ancestraux et infliction intentionnelle de souffrances morales ainsi que pour violations de conventions et de pactes internationaux et violation du droit international, y compris des montants pour défrayer le coût de soins et pour restaurer, protéger et préserver le patrimoine linguistique et culturel des membres du groupe des survivants;
 - viii. les dommages-intérêts exemplaires et punitifs dont le Canada est redevable;
 - ix. des intérêts et les dépens avant et après jugement.

Mesures de redressement demandées par le groupe des descendants :

- i. une déclaration portant que le Canada avait des obligations fiduciaires, constitutionnelles, d'origine législative et en common law envers les demandeurs représentants du groupe des descendants et les autres membres du groupe des descendants en rapport avec les fins, l'établissement, le financement, le fonctionnement, la supervision, le contrôle, l'entretien et le soutien des pensionnats et leur fréquentation obligatoire par les membres du groupe des survivants et que le Canada a manqué à ces obligations;

- ii. une déclaration portant que les membres du groupe des descendants ont des droits ancestraux de parler leurs langues traditionnelles, d'observer leurs coutumes traditionnelles et leurs pratiques religieuses et de se gouverner selon leur mode traditionnel;
- iii. une déclaration portant que le Canada a violé les droits linguistiques et culturels (ancestraux ou autres) du groupe des descendants;
- iv. une déclaration portant que la politique relative aux pensionnats et les pensionnats ont causé des dommages culturels, linguistiques et sociaux et un tort irréparable au groupe des descendants;
- v. une déclaration portant que le Canada est responsable envers les demandeurs représentants du groupe des descendants et les autres membres du groupe des descendants des dommages causés par son manquement à des obligations fiduciaires et constitutionnelles et par sa violation de droits ancestraux ainsi que par des violations de conventions et de pactes internationaux et des violations du droit international, en rapport avec les fins, l'établissement, le financement, le fonctionnement, la supervision, le contrôle, l'entretien et le soutien des pensionnats et leur fréquentation obligatoire par les membres du groupe des survivants;
- vi. les dommages-intérêts généraux dont le Canada est redevable pour manquement à des obligations fiduciaires et constitutionnelles et violation de droits ancestraux ainsi que pour violations de conventions et de pactes internationaux et violations du droit international;

- vii. les dommages-intérêts pécuniaires et les dommages-intérêts spéciaux dont le Canada est redevable pour manquement à des obligations fiduciaires et constitutionnelles et violation de droits ancestraux ainsi que pour violations de conventions et de pactes internationaux et violations du droit international, y compris des montants pour défrayer le coût de soins en cours et pour restaurer, protéger et préserver le patrimoine linguistique et culturel des membres du groupe des descendants;
- viii. les dommages-intérêts exemplaires et punitifs dont le Canada est redevable;
- ix. des intérêts et les dépens avant et après jugement.

Mesures de redressement demandées par le groupe des bandes :

- i. une déclaration portant que la bande indienne de Sechelt et la bande indienne Tk'emlúps te Secwépemc ainsi que tous les membres du groupe des bandes ont des droits ancestraux de parler leurs langues traditionnelles, d'observer leurs coutumes traditionnelles et leurs pratiques religieuses et de se gouverner selon leur mode traditionnel;
- ii. une déclaration portant que le Canada avait des obligations fiduciaires, constitutionnelles, d'origine législative et en common law envers les membres du groupe des bandes en rapport avec les fins, l'établissement, le financement, le fonctionnement, la supervision, le contrôle, l'entretien et le soutien du PIK et du PIS et d'autres pensionnats déterminés et leur fréquentation obligatoire par les membres du groupe des survivants et que le Canada a manqué à ces obligations, ainsi que des violations de

conventions et de pactes internationaux et des violations du droit international;

- iii. une déclaration portant que la politique relative aux pensionnats et le PIK, le PIS et d'autres pensionnats déterminés ont causé des dommages culturels, linguistiques et sociaux et un tort irréparable au groupe des bandes;
- iv. une déclaration portant que le Canada a violé ou viole les droits linguistiques et culturels (ancestraux ou autres) des membres du groupe des bandes ainsi que des violations de conventions et de pactes internationaux et des violations du droit international comme conséquence de son établissement, son financement, son administration, sa supervision, son contrôle, son entretien et son soutien de la politique relative aux pensionnats et les pensionnats déterminés et du fait que le Canada a obligé les membres du groupe des survivants à les fréquenter;
- v. une déclaration portant que le Canada est responsable envers les membres du groupe des bandes des dommages causés par son manquement à des obligations fiduciaires et constitutionnelles et par sa violation de droits ancestraux ainsi que par des violations de conventions et de pactes internationaux et des violations du droit international, en rapport avec les fins, l'établissement, le financement, l'administration, la supervision, le contrôle, l'entretien et le soutien des pensionnats déterminés et leur fréquentation obligatoire par les membres du groupe des survivants;

- vi. les dommages-intérêts non pécuniaires et pécuniaires et les dommages-intérêts spéciaux dont le Canada est redevable pour manquement à des obligations fiduciaires et constitutionnelles et violation de droits ancestraux ainsi que pour violations de conventions et de pactes internationaux et violations du droit international, y compris des montants pour défrayer le coût de soins en cours et l'élaboration de plans de bien-être pour les membres des bandes appartenant au groupe des bandes ainsi que les coûts de la restauration, de la protection et de la préservation du patrimoine linguistique et culturel du groupe des bandes;
 - vii. la construction et l'entretien de centres de guérison et d'éducation au sein des collectivités appartenant au groupe des bandes et les autres centres ou activités susceptibles d'atténuer les pertes subies et que la Cour estime indiqués et justes, le cas échéant;
 - viii. les dommages-intérêts exemplaires et punitifs dont le Canada est redevable;
 - ix. des intérêts et les dépens avant et après jugement.
- e. Les questions communes de fait ou de droit sont les suivantes :
- a. Du fait des fins, du fonctionnement ou de la gestion de l'un quelconque des pensionnats durant la période visée par le recours collectif, le défendeur a-t-il manqué à une obligation fiduciaire qu'il avait envers les groupes des survivants, des descendants et des bandes, ou envers l'un quelconque de ces groupes, de ne pas détruire leur langue et leur culture?

- b. Du fait des fins, du fonctionnement ou de la gestion de l'un quelconque des pensionnats durant la période visée par le recours collectif, le défendeur a-t-il violé les droits culturels ou les droits linguistiques, ancestraux ou autres, des groupes des survivants, des descendants et des bandes, ou de l'un quelconque de ces groupes?
- c. Du fait des fins, du fonctionnement ou de la gestion de l'un quelconque des pensionnats durant la période visée par le recours collectif, le défendeur a-t-il manqué à une obligation fiduciaire qu'il avait envers le groupe des survivants de les protéger contre les préjudices mentaux donnant un droit d'action?
- d. Du fait des fins, du fonctionnement ou de la gestion de l'un quelconque des pensionnats durant la période visée par le recours collectif, le défendeur a-t-il manqué à une obligation de diligence qu'il avait envers le groupe des survivants de les protéger contre les préjudices mentaux donnant un droit d'action?
- e. Si la réponse à l'une quelconque des questions énoncées ci-dessus aux alinéas a) à d) est oui, la Cour peut-elle procéder à une détermination globale du montant des dommages subis par le groupe dans le cadre du procès relatif aux questions communes?

- f. Si la réponse à l'une quelconque des questions énoncées ci-dessus aux alinéas a) à d) est oui, le défendeur s'est-il rendu coupable d'une conduite qui justifie l'octroi de dommages-intérêts punitifs?
 - g. Si la réponse à la question énoncée ci-dessus à l'alinéa f) est oui, quel montant de dommages-intérêts punitifs devrait être accordé?
- f. Les définitions suivantes s'appliquent à la présente ordonnance :
- a. « Autochtone(s) » ou « enfants autochtone(s) » Une ou des personnes dont les droits sont reconnus et confirmés par l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*.
 - b. « droit ancestral » ou « droits ancestraux » Tous les droits ancestraux et issus de traités reconnus et confirmés par l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*.
 - c. « Loi » La *Loi sur les Indiens*, LRC 1985, c I-4 et ses prédécesseurs modifiées de temps à autre.
 - d. « Convention » La Convention de règlement relative aux pensionnats indiens datée du 10 mai 2006 conclue par le Canada pour régler les réclamations relatives à des pensionnats approuvée dans les ordonnances accordées dans divers ressorts partout au Canada.
 - e. « Canada » La défenderesse, Sa Majesté la Reine.

- f. « période visée par le recours collectif » La période de 1920 à 1997.
- g. « dommages culturels, linguistiques et sociaux » Le dommage ou le préjudice que la création et la mise en œuvre de pensionnats et l'élaboration et la mise en œuvre de la politique relative aux pensionnats a causé aux coutumes, aux pratiques et au mode de vie éducatifs, gouvernementaux, économiques, culturels, linguistiques, spirituels et sociaux, aux structures de gouvernance traditionnelles ainsi qu'à la sécurité et au bien-être communautaire et individuel des Autochtones.
- h. « pensionnat(s) déterminé(s) » Le PIK et le PIS ou tout autre pensionnat désigné expressément comme membre du groupe des bandes.
- i. « PIK » Le pensionnat indien de Kamloops.
- j. « pensionnats » Tous les pensionnats indiens reconnus en vertu de la Convention et énumérés à l'annexe A jointe à la présente ordonnance, laquelle annexe peut être modifiée de temps à autre par ordonnance de la Cour.
- k. « politique relative aux pensionnats » La politique du Canada concernant la mise en œuvre des pensionnats indiens.
- l. « PIS » Le pensionnat indien de Sechelt.

- g. La forme, les modalités de communication et le contenu des avis aux membres de groupes seront approuvés par la Cour. Les membres du groupe des survivants et les membres du groupe des descendants auront jusqu'au 30 octobre 2015 pour se retirer, ou jusqu'à la date limite différente fixée par la Cour, le cas échéant. Les membres du groupe des bandes pourront s'inclure dans les 6 mois suivant la date de la publication de l'avis conformément aux instructions de la Cour, ou à l'intérieur du délai différent imparti par la Cour, le cas échéant.
- h. L'une ou l'autre des parties peut demander à la Cour de modifier la liste des pensionnats qui figure à l'annexe A aux fins de la présente instance.

« Sean Harrington »

Juge

ANNEXE A
Jointe à l'ordonnance du juge Harrington

LISTE DES PENSIONNATS

Pensionnats de la Colombie-Britannique

Ahousaht

Alberni

Cariboo (St. Joseph's, William's Lake)

Christie (Clayoquot, Kakawis)

Coqualeetza, de 1924 à 1940

Cranbrook (St. Eugene's, Kootenay)

Kamloops

Kuper Island

Lejac (Fraser Lake)

Lower Post

St George's (Lytton)

St. Mary's (Mission)

St. Michael's (Alert Bay Girls' Home, Alert Bay Boys' Home)

Sechelt

St. Paul's (Squamish, North Vancouver)

Port Simpson (Crosby Home for Girls)

Kitimaat

Anahim Lake Dormitory (septembre 1968 à juin 1977)

Pensionnats de l'Alberta

Assumption (Hay Lake)

Blue Quills (Saddle Lake, Lac la Biche, Sacred Heart)

Crowfoot (Blackfoot, St. Joseph's, Ste. Trinité)

Desmarais (Wabiscaw Lake, St. Martin's, Wabisca Roman Catholic)

Edmonton (Poundmaker, a remplacé Red Deer Industrial)

Ermineskin (Hobbema)

Holy Angels (Fort Chipewyan, École des Saint-Anges)

Fort Vermilion (St. Henry's)

Joussard (St. Bruno's)
Lac La Biche (Notre Dame des Victoires)
Lesser Slave Lake (St. Peter's)
Morley (Stony/Stoney, a remplace McDougall Orphanage)
Old Sun (Blackfoot)
Sacred Heart (Peigan, Brocket)
St. Albert (Youville)
St. Augustine (Smokey-River)
St. Cyprian (Queen Victoria's Jubilee Home, Peigan)
St. Joseph's (High River, Dunbow)
St. Mary's (Blood, Immaculate Conception)
St. Paul's (Blood)
Sturgeon Lake (Calais, St. Francis Xavier)
Wabasca (St. John's)
Whitefish Lake (St. Andrew's)
Grouar, jusqu'en décembre 1957
Sarcee (St. Barnabas)

Pensionnats de la Saskatchewan

Beauval (Lac la Plonge)
File Hills
Gordon's
Lac La Ronge (voir Prince Albert)
Lebret (Qu'Appelle, Whitecalf, St. Paul's High School)
Marieval (Cowesess, Crooked Lake)
Muscowequan (Lestock, Touchwood)
Onion Lake Anglican (voir Prince Albert)
Prince Albert (Onion Lake, St. Alban's, All Saints, St. Barnabas, Lac La Ronge)
Regina
Round Lake
St. Anthony's (Onion Lake, Sacred Heart)
St. Michael's (Duck Lake)

St. Philip's

Sturgeon Landing (remplacé par Guy Hill, Manitoba)

Thunderchild (Delmas, St. Henri)

Crowstand

Fort Pelly

Cote Improved Federal Day School (septembre 1928 à juin 1940)

Pensionnats du Manitoba

Assiniboia(Winnipeg)

Birtle

Brandon

Churchill Vocational Centre

Cross Lake (St. Joseph's, Norway House)

Dauphin (a remplacé McKay)

Elkhorn (Washakada)

Fort Alexander (Pine Falls)

Guy Hill (Clearwater, the Pas, anciennement Sturgeon Landing, SK)

McKay (The Pas, remplacé par Dauphin)

Norway House

Pine Creek (Campeville)

Portage la Prairie

Sandy Bay

Notre Dame Hostel (Norway House Catholic, Jack River Hostel, a remplacé Jack River Annex à Cross Lake)

Pensionnats de l'Ontario

Bishop Horden Hall (Moose Fort, Moose Factory)

Cecilia Jeffrey (Kenora, Shoal Lake)

Chapleau (St. Joseph's)

Fort Frances (St. Margaret's)

McIntosh (Kenora)

Mohawk Institute

Mount Elgin (Muncey, St. Thomas)
Pelican Lake (Pelican Falls)
Poplar Hill
St. Anne's (Fort Albany)
St. Mary's (Kenora, St. Anthony's)
Shingwauk
Spanish Boys' School (Charles Garnier, St. Joseph's)
Spanish Girls' School (St. Joseph's, St. Peter's, St. Anne's)
St. Joseph's/Fort William
Stirland Lake High School (Wahbon Bay Academy), du 1^{er} septembre 1971 au 30 juin 1991
Cristal Lake High School (1^{er} septembre 1976 au 30 juin 1986)

Pensionnats du Québec

Amos
Fort George (anglican)
Fort George (catholique romain)
La Tuque
Point Bleue
Sept-Îles
Federal Hostels at Great Whale River
Federal Hostels at Port Harrison
Federal Hostels at George River
Federal Hostel at Payne Bay (Bellin)
Foyers Fort George (1^{er} septembre 1975 au 30 juin 1978)
Foyers Mistassini (1^{er} septembre 1971 au 30 juin 1978)

Pensionnats de la Nouvelle-Écosse

Shubenacadie

Pensionnats du Nunavut

Chesterfield Inlet (Joseph Bernier, Turquetil Hall)
Federal Hostels at Panniqtuug/Pangnirtang

Federal Hostels at Broughton Island/Qikiqtarjuaq

Federal Hostels at Cape Dorset Kinngait

Federal Hostels at Eskimo Point/Arviat

Federal Hostels at Igloolik/Iglulik

Federal Hostels at Baker Lake/Qamani'tuaq

Federal Hostels at Pond Inlet/Mittimatalik

Federal Hostels at Cambridge Bay

Federal Hostels at Lake Harbour

Federal Hostels at Belcher Islands

Federal Hostels at Frobisher Bay/Ukkivik

Federal Tent Hostel at Coppermine

Pensionnats des Territoires du Nord-Ouest

Aklavik (Immaculate Conception)

Aklavik (All Saints)

Fort McPherson (Fleming Hall)

Ford Providence (Sacred Heart)

Fort Resolution (St. Joseph's)

Fort Simpson (Bompas Hall)

Fort Simpson (Lapointe Hall)

Fort Smith (Breynat Hall)

HayRiver-(St. Peter's)

Inuvik (Grollier Hall)

Inuvik (Stringer Hall)

Yellowknife (Akaitcho Hall)

Fort Smith -Grandin College

Federal Hostel at Fort Franklin

Pensionnats du Yukon

Carcross (Chooulta)

Yukon Hall (Whitehorse/Protestant Hostel)

Coudert Hall (Whitehorse Hostel/Student Residence –remplacé par Yukon Hall)

Whitehorse Baptist Mission

Shingle Point Eskimo Residential School

St. Paul's Hostel, de septembre 1920 à juin 1943

Annexe B.1 – Ordonnance du 24 septembre 2021 (ordonnance et annexe G de la convention de règlement)

Cour fédérale



Federal Court

Date : 20210924

Dossier : T-1542-12

Référence : 2021 CF 988

[TRADUCTION FRANÇAISE]

Vancouver (Colombie-Britannique), le 24 septembre 2021

En présence de madame la juge McDonald

ENTRE :

**LE CHEF SHANE GOTTFRIEDSON, EN SON
PROPRE NOM ET AU NOM DE TOUS LES
MEMBRES DE LA BANDE INDIENNE
TK'EMLÚPS TE SECWÉPEMC ET LA
BANDE INDIENNE
TK'EMLÚPS TE SECWÉPEMC, LE CHEF
GARRY FESCHUK, EN SON PROPRE NOM
ET AU NOM DE TOUS LES MEMBRES DE
LA BANDE INDIENNE DE SEHELTE ET LA
BANDE INDIENNE DE SEHELTE,
VIOLET CATHERINE GOTTFRIEDSON,
DOREEN LOUISE SEYMOUR,
CHARLOTTE ANNE VICTORINE GILBERT,
VICTOR FRASER, DIENA MARIE JULES,
AMANDA DEANNE BIG SORREL HORSE,
DARLENE MATILDA BULPIT,
FREDERICK JOHNSON,
ABIGAIL MARGARET AUGUST,
SHELLY NADINE HOEHNE, DAPHNE PAUL,
AARON JOE ET RITA POULSEN**

demandeurs

et

**SA MAJESTÉ LA REINE
DU CHEF DU CANADA**

Défenderesse

ORDONNANCE DANS LE DOSSIER T-1542-12

LA COUR ORDONNE :

1. La convention de règlement datée du 4 juin 2021 et jointe à l'annexe A est juste et raisonnable et va dans l'intérêt supérieur des groupes des survivants et des descendants, et elle est par les présentes approuvée, au titre du paragraphe 334.29(1) des *Règles des Cours fédérales*, DORS/98-106, et doit être mise en œuvre conformément à ses modalités;
2. La convention de règlement lie tout le Canada ainsi que tous les membres du groupe des survivants et du groupe des descendants, y compris les personnes mineures ou mentalement incapables, ainsi que toutes les réclamations présentées au nom de la succession des membres du groupe des survivants et du groupe des descendants;
3. Les réclamations du groupe des survivants et du groupe des descendants énoncées dans la première déclaration modifiée à nouveau, déposée le 26 juin 2015, sont rejetées, et les décharges ainsi que les ordonnances connexes suivantes sont prononcées et doivent être interprétées de façon à assurer la conclusion de toutes les réclamations du groupe des survivants et du groupe des descendants, conformément aux articles 42.01 et 43.01 de la convention de règlement, selon les modalités suivantes :
 - a. chaque membre du groupe des survivants ou, s'il est décédé, sa succession (ci-après « le cédant du survivant »), a donné quittance entière et définitive au Canada, ses fonctionnaires, ses agents, ses gestionnaires et ses employés, de toute action, cause d'action, responsabilité en vertu de la common law, en droit civil du

Québec et découlant de la loi, contrats, réclamations et demandes de quelque nature que ce soit, qu'elle ait été déposée pour le groupe des survivants dans la première déclaration modifiée déposée le 26 juin 2015 dans le cadre de l'action, ou qui aurait pu être déposée par tout cédant individuel du survivant dans le cadre d'une action civile, qu'elle soit connue ou inconnue, pour des dommages, contributions, indemnités, coûts, dépenses et intérêts que ce cédant a détenus, détient ou pourrait détenir du fait de sa fréquentation en qualité d'élève externe dans un pensionnat indien, à tout moment;

- b. chaque membre du groupe des descendants ou, s'il est décédé, sa succession (ci-après « le cédant du descendant »), a donné quittance entière et définitive au Canada, ses fonctionnaires, ses agents, ses gestionnaires et ses employés, de toute action, cause d'action, responsabilité en vertu de la common law, en droit civil du Québec et découlant de la loi, contrats, réclamations et demandes de quelque nature que ce soit, qu'elle ait été déposée pour le groupe des descendants dans la première déclaration modifiée déposée le 26 juin 2015 dans le cadre de l'action, ou qui aurait pu être déposée par tout cédant individuel du descendant dans le cadre d'une action civile, qu'elle soit connue ou inconnue, pour des dommages, contributions, indemnités, coûts, dépenses et intérêts que ce cédant a détenus, détient ou pourrait détenir du fait de la fréquentation d'un membre de sa famille en qualité d'élève externe dans un pensionnat indien, à tout moment;
- c. toutes les causes d'action ou réclamations formulées par les membres du groupe des survivants et les membres du groupe des descendants, ainsi que leurs demandes de réparation pécuniaire, de mesure de redressement déclaratoire ou

autre, dans la première déclaration de réclamation modifiée déposée le 26 juin 2015, sont rejetées d'un commun accord par les parties sans examen de leur bien-fondé, et ne seront pas traitées lors de l'examen des réclamations du groupe des bandes;

- d. le Canada peut invoquer les quittances susmentionnées comme pour se défendre dans le cadre de toute action en justice visant à obtenir des indemnités du Canada pour les réclamations du groupe des survivants et du groupe des descendants, telles qu'elles sont énoncées dans la première déclaration modifiée;
- e. il est toutefois entendu que les quittances susmentionnées et la présente ordonnance d'approbation ne doivent pas être interprétées comme si elles avaient pour effet de décharger, exclure ou supprimer toute cause d'action ou réclamation que les membres du groupe de la bande pourraient avoir en droit en tant que personnes morales distinctes ou en tant que personne juridique ayant la qualité et l'autorité pour soumettre des réclamations fondées en droit pour la violation des droits collectifs de leurs peuples autochtones respectifs, y compris dans la mesure où de telles causes d'action, réclamations, violations de droits ou manquements à des obligations dues au groupe des bandes sont décrites dans la première déclaration modifiée déposée le 26 juin 2015, même si ces causes d'action, réclamations, violations de droits ou manquements à des obligations sont fondées sur une faute présumée commise à l'égard des membres du groupe des survivants ou des membres du groupe des descendants énoncée ailleurs dans l'un ou l'autre de ces documents;

- f. tout cédant de survivant et tout cédant de descendant est réputé convenir que s'il présente une réclamation, une demande ou s'ils engagent une action ou une procédure contre une personne, des personnes ou une personnalité dans laquelle une réclamation pourrait être faite contre le Canada pour des dommages-intérêts, une contribution, une indemnité ou tout autre dédommagement, en vertu d'une loi, de la common law ou du droit civil du Québec, en ce qui concerne les allégations et les faits énoncés dans le cadre de l'action, y compris toute réclamation contre des provinces ou des territoires ou d'autres personnalités juridiques ou groupes, y compris, mais sans s'y limiter, des organismes religieux ou autres qui ont joué un rôle quelconque dans les pensionnats indiens, le cédant d'un survivant ou d'un descendant limitera expressément sa réclamation de manière à exclure toute forme de responsabilité du Canada;
- g. lorsqu'une décision définitive concernant une réclamation est prise dans le cadre du processus de réclamation et conformément à celui-ci, chaque cédant de survivant ou de descendant est également réputé avoir accepté de quittancer les parties, les avocats du groupe, les avocats du Canada, l'administrateur des réclamations, l'examineur indépendant et toute autre partie participant au processus de réclamation, de toute réclamation découlant ou pouvant découler de l'application du processus de réclamation, y compris, mais sans s'y limiter, de l'insuffisance de l'indemnité reçue;
- h. les obligations et les responsabilités du Canada qui sont prévues par les présentes constituent la contrepartie pour les quittances et autres engagements énoncés dans la convention de règlement et cette contrepartie constitue un règlement complet et

final de toute demande dont il est question dans les présentes. Les cédants des survivants et les cédants des descendants n'ont droit qu'aux prestations prévues et aux indemnités payables en vertu de la convention de règlement, en tout ou en partie, comme seul recours pour telle action, causes d'action, responsabilité, réclamation ou demande.

5. La Cour conserve la compétence exclusive et continue sur les réclamations des membres du groupe des survivants et du groupe des descendants dans la présente action, dans le but limité de mettre en œuvre la convention de règlement et de faire appliquer la convention de règlement ainsi que la présente ordonnance d'approbation.
6. Deloitte LLP est, par les présentes, nommée administratrice des réclamations.
7. Les honoraires, les débours et les taxes applicables de l'administratrice des réclamations doivent être payés par le Canada dans leur intégralité, conformément à l'article 40.01 de la convention de règlement.
8. L'administratrice des réclamations doit faciliter le processus d'administration des réclamations et faire rapport à la Cour ainsi qu'aux parties, conformément aux modalités de la convention de règlement.
9. Nul ne peut intenter une action ou engager une procédure contre l'administratrice des réclamations ou l'un de ses employés, mandataires, partenaires, associés, représentants, successeurs ou ayants droit à l'égard de toute question relative à la convention de règlement, la mise en œuvre de la présente ordonnance ou l'administration de la convention de règlement et de la présente ordonnance, sauf avec l'autorisation de la Cour.

10. Avant la date de mise en œuvre, les parties feront approuver le formulaire et le contenu du formulaire de réclamation ainsi que du formulaire de réclamation successorale.
11. Avant la date de mise en œuvre, les parties doivent désigner et soumettre à l'approbation de la Cour un examinateur indépendant ou des examinateurs indépendants.
12. Les avocats du recours collectif doivent faire rapport à la Cour sur l'administration de la convention de règlement. Le premier rapport doit être déposé six (6) mois après la date de mise en œuvre et au moins tous les six (6) mois par la suite, sous réserve que la Cour exige des rapports préliminaires, et sous réserve de l'obligation primordiale des avocats du recours collectif de signaler, dès qu'il sera raisonnablement possible de le faire, toute question ayant eu une incidence importante sur la mise en œuvre des modalités de la convention de règlement.
13. L'ordonnance d'autorisation du juge Harrington, datée du 18 juin 2015, sera modifiée comme il a été demandé.
14. Les demandeurs ont l'autorisation de modifier la première déclaration modifiée à nouveau dans la forme jointe aux présentes.
15. Aucuns dépens ne seront adjugés à l'égard de la présente requête.

« Ann Marie McDonald »

Juge

ANNEXE G
ORDONNANCE

LA COUR ORDONNE ce qui suit :

1. L'action susmentionnée est approuvée en tant que recours collectif aux conditions suivantes :

a. Le groupe (membres du recours collectif) est défini comme suit :

La bande indienne Tk'emlúps te Secwépemc, la bande indienne de Secheltm et toute autre bande qui :

(i) a ou avait des membres qui sont ou ont été membres du groupe des survivants, ou dont la communauté abrite un pensionnat indien;

(ii) est spécifiquement ajoutée à cette réclamation avec un ou plusieurs pensionnats spécifiquement déterminés.

b. Les représentants demandeurs de ce groupe sont :

la bande indienne de Tk'emlúps te Secwépemc;

la bande indienne de Sechelt.

c. Les réclamations sont fondées sur :

Des manquements à des obligations fiduciaires et constitutionnelles, la violation de droits ancestraux, des violations de conventions ou de pactes internationaux, des violations du droit international commise par le Canada ou pour son compte dont le Canada est redevable.

d. Les mesures de redressement demandées par le recours collectif sont les suivantes :

i. une déclaration portant que la bande indienne de Sechelt et la bande

Page : 2

indienne Tk'emlúps te Secwépemc ainsi que tous les membres du groupe ont des droits ancestraux de parler leurs langues traditionnelles, d'observer leurs coutumes traditionnelles et leurs pratiques religieuses;

- ii. une déclaration portant que le Canada avait des obligations fiduciaires, constitutionnelles, d'origine législative et en common law envers les membres du recours collectif, qu'il a manqué à ces obligations et qu'il a violé des conventions et des pactes internationaux ainsi que le droit international, en rapport avec les fins, l'établissement, le financement, le fonctionnement, la supervision, le contrôle, l'entretien et le soutien du PIS, du PIK et d'autres pensionnats indiens déterminés;
- iii. une déclaration portant que la politique relative aux pensionnats, le PIK, le PIS et les pensionnats déterminés ont causé des dommages culturels, linguistiques et sociaux et un tort irréparable aux membres du recours collectif;
- iv. une déclaration portant que le Canada a violé ou viole les droits linguistiques et culturels (ancestraux ou autres) des membres du recours collectif ainsi que des violations de conventions et de pactes internationaux et des violations du droit international comme conséquence de son établissement, son financement, son administration, sa supervision, son contrôle, son entretien et son soutien de la politique relative aux pensionnats et les pensionnats déterminés et du fait que le Canada a obligé les survivants à les fréquenter;
- v. une déclaration portant que le Canada est responsable envers les membres du recours collectif des dommages causés par son manquement à des obligations fiduciaires et constitutionnelles, d'origine législative et en common law, et par sa violation de droits ancestraux ainsi que par des violations de conventions et

Page : 3

de pactes internationaux et des violations du droit international, en rapport avec les fins, l'établissement, le financement, l'administration, la supervision, le contrôle, l'entretien et le soutien des pensionnats déterminés et leur fréquentation obligatoire par les membres du groupe des survivants;

- vi. les dommages-intérêts non pécuniaires et pécuniaires et les dommages-intérêts spéciaux dont le Canada est redevable pour manquement à des obligations fiduciaires et constitutionnelles et violation de droits ancestraux ainsi que pour violations de conventions et de pactes internationaux et violations du droit international, y compris des montants pour défrayer le coût de soins en cours et pour restaurer, protéger et préserver le patrimoine linguistique et culturel du groupe;
 - vii. la construction et l'entretien de centres de guérison et d'éducation au sein des collectivités appartenant au groupe et les autres centres ou activités susceptibles d'atténuer les pertes subies et que la Cour estime indiqués et justes, le cas échéant;
 - viii. les dommages-intérêts exemplaires et punitifs dont le Canada est redevable;
 - ix. des intérêts et les dépens avant et après jugement.
- e. Les questions communes de fait ou de droit sont les suivantes :
- a. Du fait des fins, du fonctionnement ou de la gestion de l'un quelconque des pensionnats durant la période visée par le recours collectif, le défendeur a-t-il manqué à une obligation fiduciaire qu'il avait envers le groupe de ne pas détruire leur langue et leur culture?

Page : 4

- b. Du fait des fins, du fonctionnement ou de la gestion de l'un quelconque des pensionnats durant la période visée par le recours collectif, le défendeur a-t-il violé les droits culturels ou les droits linguistiques, ancestraux ou autres, du groupe;
- c. Si la réponse à l'une quelconque des questions énoncées ci-dessus aux alinéas a) à b) est oui, la Cour peut-elle procéder à une détermination globale du montant des dommages subis par le groupe dans le cadre du procès relatif aux questions communes?
- d. Si la réponse à l'une quelconque des questions énoncées ci-dessus aux alinéas a) à d) est oui, le défendeur s'est-il rendu coupable d'une conduite qui justifie l'octroi de dommages-intérêts punitifs?
- e. Si la réponse à la question énoncée ci-dessus à l'alinéa d) est oui, quel montant de dommages-intérêts punitifs devrait être accordé?
- f. Les définitions suivantes s'appliquent à la présente ordonnance :
 - a. « Autochtone(s) » ou « enfants autochtone(s) » Une ou des personnes dont les droits sont reconnus et confirmés par l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*.
 - b. « Droit ancestral » ou « droits ancestraux » Tous les droits ancestraux et issus de traités reconnus et confirmés par l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*.
 - c. « Convention » La Convention de règlement relative aux pensionnats indiens datée du 10 mai 2006 conclue par le Canada pour régler les

Page : 5

réclamations relatives à des pensionnats approuvée dans les ordonnances accordées dans divers ressorts partout au Canada.

- d. « Canada » La défenderesse, Sa Majesté la Reine.
- e. « Période visée par le recours collectif » La période de 1920 à 1997.
- f. « Dommages culturels, linguistiques et sociaux » Le dommage ou le préjudice que la création et la mise en œuvre de pensionnats et l'élaboration et la mise en œuvre de la politique relative aux pensionnats a causé aux coutumes, aux pratiques et au mode de vie éducatifs, gouvernementaux, économiques, culturels, linguistiques, spirituels et sociaux, aux structures de gouvernance traditionnelles ainsi qu'à la sécurité et au bien-être communautaire et individuel des Autochtones.
- g. « Pensionnat(s) déterminés(s) » Le PIK et le PIS ou tout autre pensionnat désigné expressément comme membre du groupe des bandes.
- h. « PIK » Le pensionnat indien de Kamloops.
- i. « Pensionnats » Tous les pensionnats indiens reconnus en vertu de la Convention et énumérés à l'annexe A jointe à la présente ordonnance, laquelle annexe peut être modifiée de temps à autre par ordonnance de la Cour.
- j. « Politique relative aux pensionnats » La politique du Canada concernant la mise en œuvre des pensionnats indiens.
- k. « Survivants » Tous les autochtones qui ont fréquenté un pensionnat indien en tant qu'élève ou à des fins éducatives pendant une période quelconque au cours de la période visée par le recours collectif, à l'exclusion, pour tout survivant

Page : 6

individuel, des périodes pour lesquelles celui-ci a reçu une indemnité au moyen du paiement d'expérience commune en vertu de la convention de règlement. Pour plus de précision, les survivants sont tous ceux qui étaient membres du groupe de survivants précédemment certifié dans le cadre de cette affaire, dont les réclamations ont été réglées selon les conditions établies par la convention de règlement signée le [DATE] et approuvée par la Cour fédérale le [DATE];

- l. « PIS » Le pensionnat indien de Sechelt.
- g. Les membres du recours collectif sont les bandes indiennes demandereses ainsi que les bandes indiennes qui se sont inscrites avant la date limite d'inscription fixée précédemment par la Cour.
- h. L'une ou l'autre des parties peut demander à ce tribunal de modifier la liste des pensionnats indiens figurant à l'annexe « A » ci-jointe, aux fins de cette affaire.

Juge

Annexe B.2 – Ordonnance du 8 février 2022 (sans les annexes)

Federal Court



Cour fédérale

Date: 20220208

Docket: T-1542-12

Ottawa, Ontario, February 8, 2022

PRESENT: Madam Justice McDonald

BETWEEN:

CHIEF SHANE GOTTFRIEDSON, on his own behalf and on behalf of all the members of the TK'EMLUPS TE SECWÉPEMC INDIAN BAND and the TK'EMLUPS TE SECWÉPEMC INDIAN BAND, CHIEF GARRY FESCHUK, on his own behalf and on behalf of all the members of the SECHELT INDIAN BAND and the SECHELT INDIAN BAND, VIOLET CATHERINE GOTTFRIEDSON, CHARLOTTE ANNE VICTORINE GILBERT, DIENA MARIE JULES, AMANDA DEANNE BIG SORREL HORSE, DARLENE MATILDA BULPIT, FREDERICK JOHNSON, DAPHNE PAUL, and RITA POULSEN

Plaintiffs

and

HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF CANADA

Defendant

ORDER

(Representative Plaintiffs' Motion to Extend the Band Class Opt-In Period)

UPON MOTION by the Representative Plaintiffs for an Order varying the Certification Order dated June 18, 2015 (the "Certification Order"), an Order that the opt-in period for Indian Bands to be added as Class members be extended to May 31, 2022, an Order approving a Notice to potential Class members in the form attached as Schedule "A", an Order directing the

Representative Plaintiffs to distribute the Notice to potential Class members in accordance with the Representative Plaintiffs' plan of notice, as set out in the affidavit of Peter R. Grant, and an Order granting leave to amend the First Re-Amended Statement of Claim in the form attached hereto as Schedule "B";

AND UPON ON READING the Affidavit of Peter R. Grant, sworn January 12, 2022, filed, and upon reviewing the Certification Order and the pleadings and proceedings herein;

AND UPON NOTING the consent of the Defendant to the relief sought on this motion;

AND CONSIDERING that the relief sought herein is in the best interests of the Class as a whole;

THIS COURT ORDERS that:

1. Pursuant to Rule 334.19 of the *Federal Courts Rules*, the definition of "Band Class" set out at paragraph 1(a) of the Certification Order, as previously amended to "Class" by paragraph 13 and Schedule G of the Order dated September 24, 2021, is hereby struck and amended with the definition of "Class" below, and the definition of "Indian Band" is added as paragraph 1 (f) m. of the Certification Order, as follows:

1 (a) "Class" means the Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band and the shíshálh band and any other Indian Band that:

- (i) has or had some members who are or were Survivors, or in whose community a Residential School is or was located; and
- (ii) is specifically added to this claim in relation to one or more specifically identified Residential Schools.

1 (f) m. "Indian Band" means any entity that:

- (i) Is either a "band" as defined in s.2(1) of the *Indian Act* or a band, First Nation, Nation or other Indigenous group that is party to a self-government agreement or treaty implemented by an Act of Parliament recognizing or establishing it as a legal entity; and
 - (ii) Asserts that it holds rights recognized and affirmed by section 35 of the Constitution Act, 1982.
2. All Indian Bands, as defined in paragraph 1 of this Order that otherwise meet the eligibility requirements set out in paragraph 1(a) of this Order for being a Class member but have not already opted into and therefore been added to the claim shall have from the date of this Order until May 31, 2022 at 11:59 pm PST (the "Additional Opt-in Period") to opt into this action;
3. Pursuant to Rule 334.32(5) of the *Federal Courts Rules*, the form of notice of the Additional Opt-in Period, and opt in form included in the notice, set out at Schedule "A" to this Order (the "Notice") is approved for dissemination to Indian Bands not already Class members by this Court;
4. Pursuant to Rule 334.32(4) of the *Federal Courts Rules*, that the Representative Plaintiffs shall provide notice of the Additional Opt-in Period to all Indian Bands not already Class members as soon as reasonably practicable, by:
 - (a) Posting the Notice on this class proceeding's websites at www.justicefordayscholars.ca and www.bandrepairs.ca.
 - (b) Posting the Notice (or links to the notice) on the website of Class Counsel;
 - (c) Direct mailing and emailing the Notice to all Indian Bands known to Class Counsel, or made known to Class Counsel by the Defendant that are not already Class members;

5. Class Counsel, within 7 days of this Order, shall produce to the Defendant a list of all Indian Bands known to Class Counsel to whom Class Counsel intends to disseminate the Notice in accordance with paragraph 4(c) (the “List of Bands”);
6. The Defendant shall produce to Class Counsel a list of, and contact information for, any other Indian Band it believes may be eligible to opt-into this action that is not on the List of Bands, Class Counsel shall thereafter promptly disseminate the Notice to that/those Indian Band(s);
7. Within 14 days of the expiry of the Additional Opt-in Period, Class Counsel shall provide to the Court a list of Indian Bands that have opted into this action during the Additional Opt-in Period;
8. Within 14 days of the expiry of the Additional Opt-in Period, Class Counsel shall provide to the Defendant a list of Indian Bands that have opted into this action during the Additional Opt-in Period, together with the bases identified by each Indian Band of its eligibility to opt into the Class, including the Indian Residential School(s) at issue and the years at issue (“Opt-in Information”);
9. By March 1, 2022, Class Counsel shall provide the Defendant with Opt-in Information relating to each Indian Band that is a Class Member as of the date of this Order;
10. Within 60 days of expiry of the Additional Opt-in Period, the Defendant may examine the Representative Plaintiffs for discovery for up to two hours each, unless extended by further Order, solely for the purpose of addressing any issues arising from the addition of new Class members;

11. A case management conference shall be arranged with the Court prior to August 5, 2022 to address any outstanding issues related to pre-trial deadlines or issues raised by newly opted in Class members;
12. The style of cause is amended, with immediate effect, as proposed by the Representative Plaintiffs in Schedule "B", and the Representative Plaintiffs are granted leave to amend the First Re-Amended Statement of Claim in the form attached hereto as Schedule "B"; and
13. There shall be no costs of this motion.

"Ann Marie McDonald"

Judge

Annexe C – Liste des bandes membres du groupe qui se sont jointes au recours

**SCHEDULE C
SCHEDULE "A"**

List of Class Members

September 2, 2022

	Province / Territory	Indian Band/ FN	Identified Indian Residential School(s)	Opt In Basis
1	NT	Deh Gah Got'ie Council	Fort Providence (Sacred Heart)	IRS Located in Community
2	NT	Deline First Nation dissolved Sept 1, 2016 and became Deline Got'ine Government	Federal Hostel at Fort Franklin; Inuvik (Grollier Hall)	IRS Located in Community; IRS Attended by Member(s)
3	NT	Deninu K'ue FN	Fort Resolution (St. Joseph's)	IRS Located in Community
4	NT	Ka'a'gee Tu FN	Fort Smith (Breynat Hall); Fort Simpson (Lapointe Hall)	IRS Attended by Member(s)
5	NT	Katloodeeche FN	Fort Smith - Grandin College	IRS Located in Community
6	NT	Liidlii Kue FN	Fort Simpson (Lapointe Hall)	IRS Located in Community
7	NT	Lutsel K'e Dene FN	Fort Resolution (St. Joseph's)	IRS Attended by Member(s)
8	NT	Nahanni Butte Dene Band	Fort Simpson (LaPointe Hall)	IRS Attended by Member(s)
9	NT	Smith's Landing First Nation	Holy Angels (Fort Chipewyan, École des Saint-Anges); Fort Simpson (Bompas Hall); Fort Smith (Breynat Hall); Fort Smith - Grandin College	IRS Located in Community; IRS Attended by Member(s)
10	NT	West Point FN	Fort Providence (Sacred Heart)	IRS Attended by Member(s)
11	BC	Adams Lake IB	Kamloops	IRS Attended by Member(s)
12	BC	Ahousaht	Christie (Clayoquot; Kakawis); Ahousaht	IRS Located in Community
13	BC	Ashcroft Indian Band	St. George's (Lytton)	IRS Located in Community
14	BC	?aq'am	Cranbrook (St. Eugene's, Kootenay)	IRS Located in Community
15	BC	Bonaparte IB	Kamloops	IRS Attended by Member(s)
16	BC	Boothroyd IB	St. George's (Lytton)	IRS Attended by Member(s)

	Province / Territory	Indian Band/ FN	Identified Indian Residential School(s)	Opt In Basis
17	BC	Beecher Bay FN	Alberni	IRS Attended by Member(s)
18	BC	590 Bridge River IB	Kamloops; St. Mary's (Mission)	IRS Attended by Member(s)
19	BC	Canim Lake Band	Cariboo (St. Joseph's, William's Lake)	IRS Located in Community
20	BC	Cayoos Creek IB	Cariboo (St. Joseph's, William's Lake); Kamloops; St George's (Lytton); St. Mary's (Mission)	IRS Attended by Member(s)
21	BC	Chawathil FN	St. Mary's (Mission)	IRS Attended by Member(s)
22	BC	Cheslatta Carrier Nation	Lejac (Fraser Lake)	IRS Attended by Member(s)
23	BC	Cheam First Nation	St. Mary's (Mission)	IRS Attended by Member(s)
24	BC	Coldwater IB	Kamloops	IRS Located in Community
25	BC	Cook's Ferry IB	St. George's (Lytton)	IRS Attended by Member(s)
26	BC	Cowichan Tribes	Kuper Island; St. Mary's (Mission)	IRS Located in Community; IRS Attended by Member(s)
27	BC	Da'naxda'xw/Awaetlala Nation	St. Michael's (Alert Bay Girls' Home, Alert Bay Boys' Home)	IRS Located in Community
28	BC	Douglas First Nation	St. Mary's (Mission)	IRS Attended by Member(s)
29	BC	Esdilagh First Nations	Cariboo (St. Joseph's, William's Lake)	IRS Located in Community
30	BC	Ehattesah Chinchkint	Christie (Clayoquot, Kakawis)	IRS Located in Community; IRS Attended by Member(s)
31	BC	Esk'etemc	Cariboo (St. Joseph's, William's Lake)	IRS Located in Community
32	BC	Fort Nelson First Nation	Kamloops	IRS Attended by Member(s)
33	BC	Gitanmaax	Lejac (Fraser Lake); Alberni; Edmonton (Poundmaker, replaced Red Deer Industrial)	IRS Attended by Member(s)
34	BC	Gitanyow Huwilp Society	Alberni	IRS Attended by Member(s)
35	BC	Gitga'at	Edmonton (Poundmaker, replaced Red Deer Industrial); Alberni	IRS Attended by Member(s)

	Province / Territory	Indian Band/ FN	Identified Indian Residential School(s)	Opt In Basis
36	BC	Gitsegukla IB	Edmonton (Poundmaker, replaced Red Deer Industrial); Alberni	IRS Attended by Member(s)
37	BC	Gitxaala Nation	Coqualeetza from 1924 to 1940; Alberni; St. George's (Lytton); Edmonton (Poundmaker, replaced Red Deer Industrial)	IRS Attended by Member(s)
38	BC	Hagwilget Village Council	Lejac (Fraser Lake)	IRS Attended by Member(s)
39	BC	Haisla FN	Kitimaat	IRS Located in Community
40	BC	Halalt FN	Kuper Island	IRS Attended by Member(s)
41	BC	Heiltsuk Nation	Alberni	IRS Attended by Member(s)
42	BC	High Bar First Nation	Kamloops	IRS Attended by Member(s)
43	BC	Homalco IB	Kamloops; Sechelt; St. Mary's (Mission)	IRS Attended by Member(s)
44	BC	Hupačasath FN	Alberni	IRS Attended by Member(s)
45	BC	Huu-ay-aht FNs	Alberni	IRS Attended by Member(s)
46	BC	Kanaka Bar IB	St. George's (Lytton)	IRS Located in Community; IRS Attended by Member(s)
47	BC	Kitasoo Xai'xais Nation	St. Michael's (Alert Bay Girls' Home, Alert Bay Boys' Home); Alberni	IRS Attended by Member(s)
48	BC	Kispiox Band #532	Edmonton (Poundmaker, replaced Red Deer Industrial)	IRS Attended by Member(s)
49	BC	Kitselas FN	St. Michael's (Alert Bay Girls' Home, Alert Bay Boys' Home)	IRS Attended by Member(s)
50	BC	Klahoose First Nation	Sechelt	IRS Attended by Member(s)
51	BC	K'ómoks First Nation	Kuper Island; Sechelt	IRS Located in Community
52	BC	Kwantlen FN	Kuper Island; St. Mary's (Mission)	IRS Attended by Member(s)
53	BC	Kwikwetlem First Nation	St. Mary's (Mission)	IRS Attended by Member(s)
54	BC	Leq'amel FN	St. Mary's (Mission)	IRS Attended by Member(s)
55	BC	Lheidli Tienneh	Lejac (Fraser Lake)	IRS Located in Community

	Province / Territory	Indian Band/ FN	Identified Indian Residential School(s)	Opt In Basis
56	BC	Lhoosk'uz Dené Nation	Cariboo (St. Joseph's, William's Lake)	IRS Attended by Member(s)
57	BC	Lil'wat Nation	St. Mary's (Mission)	IRS Attended by Member(s)
58	BC	Little Shuswap Lake Band	Kamloops	IRS Located in Community; IRS Attended by Member(s)
59	BC	Lower Kootenay IB	Cranbrook (St. Eugene's, Kootenay)	IRS Located in Community
60	BC	Lower Nicola IB	Kamloops; St. George's (Lytton); Lejac (Fraser Lake); Coqualeetza from 1924 to 1940; St. Mary's (Mission); Cranbrook (St. Eugene's, Kootenay); Sechelt; Cariboo (St. Joseph's, William's Lake)	IRS Located in Community
61	BC	Lower Similkameen IB	Kamloops; Cranbrook (St. Eugene's, Kootenay)	IRS Attended by Member(s)
62	BC	Lyackson First Nation	Kuper Island	IRS Attended by Member(s)
63	BC	Lytton First Nation	St. George's (Lytton)	IRS Located in Community
64	BC	Malahat Nation	Kuper Island	IRS Attended by Member(s)
65	BC	McLeod Lake IB	Lejac (Fraser Lake)	IRS Attended by Member(s)
66	BC	Musqueam IB	St. Paul's (Squamish, North Vancouver)	IRS Attended by Member(s)
67	BC	Nadleh Whut'en	Lejac (Fraser Lake)	IRS Attended by Member(s)
68	BC	Namgis FN	St. Michael's (Alert Bay Girls' Home, Alert Bay Boys' Home)	IRS Located in Community
69	BC	Nanoose FN	Alberni	IRS Attended by Member(s)
70	BC	Nakazdli Whut'en	Lejac (Fraser Lake); Cariboo (St. Joseph's, William's Lake); Kamloops	IRS Attended by Member(s)
71	BC	Nazko FN	Cariboo (St. Joseph's, William's Lake)	IRS Located in Community; IRS Attended by Member(s)
72	BC	Nee Tahi Buhn IB	Lejac (Fraser Lake)	IRS Attended by Member(s)
73	BC	Neskonlith FN	Kamloops	IRS Attended by Member(s)

	Province / Territory	Indian Band/ FN	Identified Indian Residential School(s)	Opt In Basis
74	BC	Nisga'a Village of Gitlaxt'aamiks formerly New Aiyansh	St. Michael's (Alert Bay Girls' Home, Alert Bay Boys' Home)	IRS Attended by Member(s)
75	BC	Nooaitch IB	Kamloops	IRS Attended by Member(s)
76	BC	Nuxalk FN	Alberni; Cariboo (St. Joseph's, William's Lake); Coqualeetza from 1924 to 1940; St. Michael's (Alert Bay Girls' Home, Alert Bay Boys' Home)	IRS Attended by Member(s)
77	BC	Okanagan IB	Kamloops	IRS Attended by Member(s)
78	BC	Old Masset Village Council	St. Michael's (Alert Bay Girls' Home, Alert Bay Boys' Home)	IRS Attended by Member(s)
79	BC	Oregon Jack Creek	Kamloops	IRS Attended by Member(s)
80	BC	Osoyoos IB	Kamloops; Cranbrook (St. Eugene's, Kootenay)	IRS Located in Community
81	BC	Peters FN	Kamloops	IRS Located in Community
82	BC	Penelakut Tribe	Kuper Island	IRS Located in Community
83	BC	Penticton IB	Kamloops; Coqualeetza from 1924 to 1940; Cranbrook (St. Eugene's, Kootenay)	IRS Located in Community
84	BC	Prophet River FN	Lejac (Fraser Lake); Lower Post	IRS Attended by Member(s)
85	BC	Red Bluff IB (Lhtako Dene Nation)	Lejac (Fraser Lake); St. Mary's (Mission); Cariboo (St. Joseph's, William's Lake)	IRS Attended by Member(s)
86	BC	Saulteau First Nations	Grouard to December 1957; Edmonton (Poundmaker, replaced Red Deer Industrial).	IRS Attended by Member(s)
87	BC	Seabird Island Band	St. Mary's (Mission); Coqualeetza from 1924 to 1940; Kamloops	IRS Located in Community; IRS Attended by Member(s)
88	BC	Sechelt FN	Sechelt	IRS Located in Community
89	BC	Shackan IB	Kamloops	IRS Located in Community
90	BC	Shuswap Band	Cranbrook (St. Eugene's, Kootenay); Kamloops	IRS Located in Community
91	BC	Simpw FN	Kamloops	IRS Attended by Member(s)

	Province / Territory	Indian Band/ FN	Identified Indian Residential School(s)	Opt In Basis
92	BC	Skatin	St. Mary's (Mission); Coqualeetza from 1924 to 1940	IRS Located in Community
93	BC	Skawahlook FN	Kuper Island	IRS Attended by Member(s)
94	BC	Skeetchestn IB	Kamloops	IRS Attended by Member(s)
95	BC	Songhees Nation	Kuper Island	IRS Attended by Member(s)
96	BC	Spuzzum First Nation	St. Mary's (Mission); St. George's (Lytton); Kamloops	IRS Attended by Member(s)
97	BC	Stellat'en FN	Lejac (Fraser Lake)	IRS Attended by Member(s)
98	BC	Sts'ailes	St. Mary's (Mission)	IRS Attended by Member(s)
99	BC	Stswecem'c Xgat'tem First Nation	Kamloops; Coqualeetza from 1924 to 1940; Cariboo (St. Joseph's, William's Lake)	IRS Located in Community
100	BC	Sliammon FN (Tla'amin Nation)	Sechelt	IRS Attended by Member(s)
101	BC	Soowahlie IB	Coqualeetza from 1924 to 1940	IRS Attended by Member(s)
102	BC	Squamish Nation	St. Paul's (Squamish, North Vancouver)	IRS Located in Community
103	BC	Shxwhay Village	St. Mary's (Mission)	IRS Attended by Member(s)
104	BC	Siska Indian Band	St. George's (Lytton)	IRS Located in Community
105	BC	Skidegate FN	Edmonton (Poundmaker, replaced Red Deer Industrial)	IRS Attended by Member(s)
106	BC	Skwah First Nation	St. Mary's (Mission)	IRS Attended by Member(s)
107	BC	Splatsin	Cranbrook (St. Eugene's, Kootenay); Kamloops	IRS Attended by Member(s)
108	BC	Sumas FN	St. Mary's (Mission)	IRS Located in Community
109	BC	Tahltan Band	Lower Post	IRS Attended by Member(s)
110	BC	Taku River Tlingit FN	Lower Post	IRS Attended by Member(s)
111	BC	T'it'q'et	St. Mary's (Mission)	IRS Attended by Member(s)
112	BC	Tk'emlups te Secwepemc	Kamloops	IRS Located in Community
113	BC	Tla-o-qui-aht FN	Christie (Clayoquot, Kakawis); Ahousaht	IRS Located in Community

	Province / Territory	Indian Band/ FN	Identified Indian Residential School(s)	Opt In Basis
114	BC	Tl'etinqox Government	Cariboo (St. Joseph's, William's Lake)	IRS Attended by Member(s)
115	BC	Toosey IB	Cariboo (St. Joseph's, William's Lake)	IRS Attended by Member(s)
116	BC	Tsartlip FN	Kuper Island	IRS Attended by Member(s)
117	BC	Tsawwassen FN	St. Mary's (Mission)	IRS Attended by Member(s)
118	BC	Tsawout First Nation	St. Mary's (Mission)	IRS Attended by Member(s)
119	BC	Tsal'alh (Seton Lake IB)	Kamloops	IRS Attended by Member(s)
120	BC	Tseshaht FN	Alberni	IRS Located in Community
121	BC	Tsleil-Waututh Nation	St. Paul's (Squamish, North Vancouver)	IRS Located in Community
122	BC	Tsideldel FN	Cariboo (St. Joseph's, William's Lake)	IRS Attended by Member(s)
123	BC	Ts'kw'aylaxw First Nation	Kamloops	IRS Located in Community
124	BC	T'Sou-ke FN	Kuper Island	IRS Attended by Member(s)
125	BC	Tzeachten FN	St. Mary's (Mission); Coqualeetza from 1924 to 1940	IRS Located in Community; IRS Attended by Member(s)
126	BC	Uchucklesaht Tribe Government	Alberni	IRS Located in Community
127	BC	Ulkatcho IB	Anahim Lake Dormitory (September 1968 to June 1977)	IRS Located in Community
128	BC	Upper Nicola Band	Kamloops	IRS Attended by Member(s)
129	BC	Westbank FN	Cranbrook (St. Eugene's, Kootenay); Kamloops	IRS Attended by Member(s)
130	BC	West Moberly First Nations	Grouard to December 1957	IRS Attended by Member(s)
131	BC	Wet'suwet'en First Nation	Lejac (Fraser Lake); Kamloops; St. Mary's (Mission)	IRS Located in Community; IRS Attended by Member(s)
132	BC	We Wai Kai Nation	St. Michael's (Alert Bay Girls' Home, Alert Bay Boys' Home); Alberni	IRS Attended by Member(s)
133	BC	We Wai Kum FN	St. Michael's (Alert Bay Girls' Home, Alert Bay Boys' Home)	IRS Attended by Member(s)
134	BC	Williams Lake IB	Cariboo (St. Joseph's, William's Lake)	IRS Located in Community

	Province / Territory	Indian Band/ FN	Identified Indian Residential School(s)	Opt In Basis
135	BC	Whispering Pines Clinton Indian Band	Kamloops; Cariboo (St. Joseph's, William's Lake)	IRS Located in Community
136	BC	Witset FN	Lejac (Fraser Lake)	IRS Attended by Member(s)
137	BC	Xatsull FN (Soda Creek)	Cariboo (St. Joseph's, William's Lake); Coqualeetza from 1924 to 1940; Kamloops; Lejac (Fraser Lake)	IRS Located in Community
138	BC	Xeni Gwet'in First Nations Government	Kamloops; Cariboo (St. Joseph's, William's Lake)	IRS Attended by Member(s)
139	BC	Yekooche FN	Lejac (Fraser Lake)	IRS Attended by Member(s)
140	BC	Yunesit'in Government	Cariboo (St. Joseph's, William's Lake)	IRS Attended by Member(s)
141	YT	Kwanlin Dün First Nation	Yukon Hall (Whitehorse/Protestant Hostel); Coudert Hall (Whitehorse Hostel/Student Residence - replaced by Yukon Hall); Whitehorse Baptist Mission	IRS Located in Community
142	YT	Tr'ondëk Hwëch'in	St. Paul's Hostel from September 1920 to June 1943	IRS Located in Community
143	YT	First Nation of Na-Cho Nyäk Dun	Carcross (Chooulta)	IRS Located in Community; IRS Attended by Member(s)
144	YT	White River First Nation	Lower Post	IRS Located in Community
145	AB	Alexis Nakota Sioux Nation	Edmonton (Poundmaker, replaced Red Deer Industrial)	IRS Attended by Member(s)
146	AB	Athabasca Chipewyan FN	Holy Angles (Fort Chipewyan, École des Saint-Anges)	IRS Located in Community
147	AB	Bearspaw FN	Morley (Stony/Stoney, replaced McDougall Orphanage)	IRS Located in Community
148	AB	Beaver Lake Cree Nation	Blue Quills (Saddle Lake, Lac la Biche, Sacred Heart)	IRS Located in Community
149	AB	Blood Tribe	St. Mary's (Blood, Immaculate Conception); St. Paul's (Blood)	IRS Located in Community
150	AB	Cold Lake FNs	Blue Quills (Saddle Lake, Lac la Biche, Sacred Heart)	IRS Attended by Member(s)
151	AB	Dene Tha' First Nation	Assumption (Hay Lake)	IRS Located in Community
152	AB	Driftpile Cree Nation	Joussard (St. Bruno's) Desmarais (Wabiscaw Lake, St. Martin's, Wabisca Roman Catholic)	IRS Located in Community; IRS Attended by Member(s)

	Province / Territory	Indian Band/ FN	Identified Indian Residential School(s)	Opt In Basis
153	AB	Duncan's First Nation	Grouard to December 1957	IRS Attended by Member(s)
154	AB	Ermineskin Tribe	Ermineskin (Hobbema)	IRS Located in Community
155	AB	Enoch Cree Nation	Edmonton, Ermineskin (Hobbema)	IRS Attended by Member(s)
156	AB	Fort McKay FN	Holy Angels (Fort Chipewyan, École des Saint-Anges)	IRS Attended by Member(s)
157	AB	Frog Lake FN	Blue Quills (Saddle Lake, Lac la Biche, Sacred Heart)	IRS Attended by Member(s)
158	AB	Horse Lake FN	Sturgeon Lake (Calais, St. Francis Xavier)	IRS Attended by Member(s)
159	AB	Kapawe'no First Nation	Grouard to December 1957	IRS Located in Community
160	AB	Kehewin Cree Nation	Blue Quills (Saddle Lake, Lac la Biche, Sacred Heart); Onion Lake Anglican (see Prince Albert)	IRS Located in Community; IRS Attended by Member(s)
161	AB	Little Red River Cree Nation	Fort Vermilion (St. Henry's)	IRS Attended by Member(s)
162	AB	Louis Bull Tribe	Ermineskin (Hobbema)	IRS Attended by Member(s)
163	AB	Lubicon Lake Band #453	Joussard (St. Bruno's)	IRS Attended by Member(s)
164	AB	Mikisew Cree First Nation	Holy Angels (Fort Chipewyan, École des Saint-Anges)	IRS Located in Community
165	AB	Montana FN	Ermineskin (Hobbema)	IRS Attended by Member(s)
166	AB	Paul First Nation	St. Albert (Youville); Edmonton (Poundmaker, replaced Red Deer Industrial)	IRS Located in Community
167	AB	Piikani Nation	Sacred Heart (Peigan, Brocket); St. Cyprian (Queen Victoria's Jubilee Home, Peigan)	IRS Located in Community
168	AB	Saddle Lake Cree Nation	Blue Quills (Saddle Lake, Lac la Biche, Sacred Heart)	IRS Located in Community
169	AB	Samson Cree Nation	Ermineskin (Hobbema)	IRS Located in Community
170	AB	Sawridge FN	Grouard to December 1957	IRS Attended by Member(s)
171	AB	Siksika Nation	Crowfoot (Blackfoot, St. Joseph's, Ste. Trinite)	IRS Attended by Member(s)
172	AB	Stoney FN	Morley (Stony/Stoney, replaced McDougall Orphanage)	IRS Located in Community

	Province / Territory	Indian Band/ FN	Identified Indian Residential School(s)	Opt In Basis
173	AB	Sturgeon Lake Cree Nation	Sturgeon Lake (Calais, St. Francis Xavier)	IRS Located in Community
174	AB	Sucker Creek FN	Joussard (St. Bruno's)	IRS Located in Community
175	AB	Sunchild First Nation	Ermineskin (Hobbema)	IRS Attended by Member(s)
176	AB	Tallcree Tribal Government	Fort Vermilion (St. Henry's)	IRS Attended by Member(s)
177	AB	Tsuut'ina Nation	Sarcee (St. Barnabas)	IRS Located in Community
178	AB	Whitefish Lake IB	Blue Quills (Saddle Lake, Lac la Biche, Sacred Heart)	IRS Attended by Member(s)
179	AB	Woodland Cree FN	Joussard (St. Bruno's)	IRS Attended by Member(s)
180	SK	Ahtahkakoop Cree Nation	Kamloops	IRS Attended by Member(s)
181	SK	Beardy's & Okemasis First Nation	St. Michael's (Duck Lake)	IRS Attended by Member(s)
182	SK	Big Island Lake Cree Nation	Beauval (Lac la Plonge)	IRS Attended by Member(s)
183	SK	Buffalo River Dene Nation	Beauval (Lac la Plonge)	IRS Located in Community; IRS Attended by Member(s)
184	SK	Canoe Lake Cree First Nation	Beauval (Lac la Plonge)	IRS Attended by Member(s)
185	SK	Carry the Kettle FN	Lebret (Qu'Appelle, Whitecalf, St. Paul's High School)	IRS Attended by Member(s)
186	SK	Clearwater River Dene Nation	Beauval (Lac la Plonge)	IRS Located in Community
187	SK	Cote FN	Cote Improved Federal Day School (September 1928 to June 1940)	IRS Located in Community
188	SK	Cowessess FN #73	Marieval (Cowessess, Crooked Lake)	IRS Located in Community
189	SK	English River FN	Beauval (Lac la Plonge)	IRS Located in Community
190	SK	Fishing Lake FN	Muscowequan (Lestock, Touchwood)	IRS Located in Community
191	SK	George Gordon FN	Gordon's	IRS Located in Community
192	SK	Kahkewistahaw FN	Marieval (Cowessess, Crooked Lake)	IRS Attended by Member(s)
193	SK	Keeseekoose FN	St. Philip's	IRS Attended by Member(s)

	Province / Territory	Indian Band/ FN	Identified Indian Residential School(s)	Opt In Basis
194	SK	Key FN	St. Philip's	IRS Attended by Member(s)
195	SK	Lac La Ronge IB	Prince Albert (Onion Lake, St. Alban's, All Saints, St. Barnabas, Lac La Ronge)	IRS Located in Community
196	SK	Little Black Bear Band	Lebret (Qu'Appelle, Whitecalf, St. Paul's High School)	IRS Attended by Member(s)
197	SK	Little Pine First Nation	Thunderchild (Delmas, St. Henri); Onion Lake Anglican (see Prince Albert)	IRS Attended by Member(s)
198	SK	Montreal Lake Cree Nation	Prince Albert (Onion Lake, St. Alban's, All Saints, St. Barnabas, Lac La Ronge)	IRS Located in Community
199	SK	Muskoday First Nation	Lebret (Qu'Appelle, Whitecalf, St. Paul's High School)	IRS Attended by Member(s)
200	SK	Muskowekwan First Nation	Muscowequan (Lestock, Touchwood)	IRS Located in Community
201	SK	Nekaneet First Nation	Gordon's	IRS Attended by Member(s)
202	SK	Ocean Man First Nation #69	Lebret (Qu'Appelle, Whitecalf, St. Paul's High School)	IRS Attended by Member(s)
203	SK	Ochapowace Nation	Round Lake	IRS Located in Community
204	SK	Okanese FN	File Hills	IRS Located in Community
205	SK	Onion Lake	Prince Albert (Onion Lake, St. Alban's, All Saints, St. Barnabas, Lac La Ronge) ; St. Anthony's (Onion Lake, Sacred Heart)	IRS Located in Community
206	SK	Pasqua First Nation	Lebret (Qu'Appelle, Whitecalf, St. Paul's High School)	IRS Located in Community
207	SK	Piapot First Nation	Lebret (Qu'Appelle, Whitecalf, St. Paul's High School)	IRS Located in Community
208	SK	Pheasant Rump Nakota FN #68	Marieval (Cowessess, Crooked Lake); Lebret (Qu'Appelle, Whitecalf, St. Paul's High School)	IRS Located in Community; IRS Attended by Member(s)
209	SK	Red Earth First Nation	Prince Albert (Onion Lake, St. Alban's, All Saints, St. Barnabas, Lac La Ronge)	IRS Located in Community
210	SK	Star Blanket Cree Nation	Lebret (Qu'Appelle, Whitecalf, St. Paul's High School)	IRS Located in Community
211	SK	Sweetgrass First Nation	St. Anthony's (Onion Lake, Sacred Heart)	IRS Attended by Member(s)

	Province / Territory	Indian Band/ FN	Identified Indian Residential School(s)	Opt In Basis
212	SK	Thunderchild First Nation	Onion Lake Anglican(see Prince Albert); Thunderchild (Delmas, St. Henri)	IRS Located in Community; IRS Attended by Member(s)
213	SK	Wahpeton Dakota Nation	Prince Albert (Onion Lake, St. Alban's, All Saints, St. Barnabas, Lac La Ronge)	IRS Attended by Member(s)
214	SK	White Bear First Nations	Lebret (Qu'Appelle, Whitecalf, St. Paul's High School)	IRS Attended by Member(s)
215	SK	Zagime Anishinabek (Formerly Sakimay FNs)	Marieval (Cowessess, Crooked Lake)	IRS Located in Community
216	SK	Waterhen Lake FN	Beauval (Lac la Plonge)	IRS Attended by Member(s)
217	MB	Berens River FN	Portage la Prairie; Brandon	IRS Attended by Member(s)
218	MB	Bunibonibee Cree Nation	Birtle; Brandon; Portage la Prairie	IRS Attended by Member(s)
219	MB	Bloodvein River FN	Assiniboia (Winnipeg)	IRS Attended by Member(s)
220	MB	Little Black River FN	Dauphin (replace McKay)	IRS Attended by Member(s)
221	MB	Ebb and Flow First Nation	Sandy Bay	IRS Attended by Member(s)
222	MB	Fisher River Cree Nation	Birtle	IRS Attended by Member(s)
223	MB	Gambler First Nation	Lebret (Qu'Appelle, Whitecalf, St. Paul's High School)	IRS Attended by Member(s)
224	MB	Lake Manitoba First Nation	Assiniboia (Winnipeg)	IRS Attended by Member(s)
225	MB	Sagkeeng FN	Fort Alexander (Pine Falls)	IRS Located in Community; IRS Attended by Member(s)
226	MB	Long Plain FN	Brandon; Portage la Prairie	IRS Located in Community; IRS Attended by Member(s)
227	MB	Mathias Colomb Cree Nation	Sturgeon Landing (replaced by Guy Hill, MB); Guy Hill (Clearwater, the Pas, formerly Sturgeon Landing, SK)	IRS Attended by Member(s)
228	MB	Misipawistik Cree Nation	Brandon	IRS Attended by Member(s)
229	MB	Nisichawayasihk Cree Nation	McKay (The Pas, replaced by Dauphin)	IRS Attended by Member(s)
230	MB	Norway House Cree Nation	Notre Dame Hostel (Norway House Catholic, Jack River)	IRS Located in Community

	Province / Territory	Indian Band/ FN	Identified Indian Residential School(s)	Opt In Basis
			Hostel, replaced Jack River Annex at Cross Lake); Norway House	
231	MB	O-Pipon-Na-Piwin Cree Nation	Guy Hill (Clearwater, the Pas, formerly Sturgeon Landing, SK)	IRS Attended by Member(s)
232	MB	Pinaymootang First Nation	Birtle	IRS Attended by Member(s)
233	MB	Poplar River FN	Norway House, Cross Lake (St. Joseph's, Norway House); Guy Hill (Clearwater, the Pas, formerly Sturgeon Landing, SK)	IRS Attended by Member(s)
234	MB	Pine Creek FN	Pine Creek (Campeville)	IRS Located in Community
235	MB	Roseau River Anishinabe FN	Fort Alexander (Pine Falls); Birtle; Portage la Prairie; Lebret (Qu'Appelle, Whitecalf, St. Paul's High School)	IRS Attended by Member(s)
236	MB	Sandy Bay Ojibway FN	Portage la Prairie; Sandy Bay	IRS Located in Community; IRS Attended by Member(s)
237	MB	Sioux Valley Dakota Nation	Brandon	IRS Attended by Member(s)
238	MB	St. Theresa Point FN	Assiniboia (Winnipeg)	IRS Attended by Member(s)
239	MB	Swan Lake FN	Portage la Prairie	IRS Attended by Member(s)
240	MB	Tataskweyak Cree Nation	Dauphin (replaced McKay)	IRS Attended by Member(s)
241	MB	Tootinaowaziibeeng Treaty Reserve #292	Pine Creek (Campeville)	IRS Attended by Member(s)
242	MB	Waywayseecappo FN	Birtle	IRS Located in Community
243	MB	York Factory FN	Dauphin (replaced McKay)	IRS Attended by Member(s)
244	ON	Algonquins of Pikwakanagan First Nation	Mohawk Institute; Spanish Boys' School (Charles Garnier, St. Joseph's)	IRS Attended by Member(s)
245	ON	Aamjiwnaang FN-Chippewas of Sarnia	Spanish Girls' School (St. Joseph's, St. Peter's, St. Anne's)	IRS Attended by Member(s)
246	ON	Alderville FN	Mount Elgin (Muncey, St. Thomas)	IRS Attended by Member(s)
247	ON	Animakee Wa Zhing #37	Cecilia Jeffrey (Kenora, Shoal Lake)	IRS Located in Community; IRS Attended by Member(s)

	Province / Territory	Indian Band/ FN	Identified Indian Residential School(s)	Opt In Basis
248	ON	Aroland FN	McIntosh (Kenora)	IRS Attended by Member(s)
249	ON	Big Grassy River First Nation	Cecilia Jeffrey (Kenora, Shoal Lake)	IRS Attended by Member(s)
250	ON	Caldwell First Nation	Mount Elgin (Muncey, St. Thomas)	IRS Attended by Member(s)
251	ON	Cat Lake FN	Pelican Lake (Pelican Falls)	IRS Attended by Member(s)
252	ON	Chapleau Cree FN	Chapleau (St. John's); Shingwauk	IRS Located in Community; IRS Attended by Member(s)
253	ON	Chippewas of the Thames FN	Mount Elgin (Muncey, St. Thomas)	IRS Located in Community
254	ON	Chippewas of Kettle and Stony Point First Nation (formerly Kettle Point First Nation and Stony Point First Nation)	Mount Elgin (Muncey, St. Thomas); Mohawk Institute	IRS Attended by Member(s)
255	ON	Chippewas of Rama First Nation	Mohawk Institute	IRS Attended by Member(s)
256	ON	Constance Lake First Nation	St. Anne's (Fort Albany)	IRS Attended by Member(s)
257	ON	Couchiching FN	Fort Frances (St. Margaret's)	IRS Located in Community; IRS Attended by Member(s)
258	ON	Curve Lake FN	Mohawk Institute	IRS Attended by Member(s)
259	ON	Delaware Nation (Moravian of the Thames)	Mohawk Institute; Mount. Elgin (Muncey, St. Thomas); Shingwauk	IRS Attended by Member(s)
260	ON	Fort Albany FN	St. Anne's (Fort Albany)	IRS Located in Community
261	ON	Fort William FN	St. Joseph's/Fort William	IRS Located in Community
262	ON	Fort Severn FN	Pelican Lake (Pelican Falls)	IRS Attended by Member(s)
263	ON	Ginoogaming FN	St. Joseph's/Fort William	IRS Attended by Member(s)
264	ON	Grassy Narrows FN	McIntosh (Kenora)	IRS Attended by Member(s)
265	ON	Kashechewan FN	St. Anne's (Fort Albany)	IRS Attended by Member(s)
266	ON	Kitchenuhmaykoosib Inninuwug	Pelican Lake (Pelican Falls); Cecilia Jeffrey (Kenora, Shoal Lake); Poplar Hill	IRS Located in Community

	Province / Territory	Indian Band/ FN	Identified Indian Residential School(s)	Opt In Basis
267	ON	Lac Seul First Nation	Cecilia Jeffrey (Kenora, Shoal Lake); Pelican Lake (Pelican Falls)	IRS Attended by Member(s)
268	ON	M'Chigeeng FN	Spanish Boys' School (Charles Garnier, St. Joseph's)	IRS Attended by Member(s)
269	ON	Mississauga First Nation	Spanish Girls' School (St. Joseph's, St. Peter's, St. Anne's)	IRS Attended by Member(s)
270	ON	Mississaugas of the Credit First Nation	Mohawk Institute	IRS Attended by Member(s)
271	ON	Mississaugas of Scugog Island First Nation	Mohawk Institute	IRS Attended by Member(s)
272	ON	MoCreebec Eeyoud Council of the Cree	Bishop Horden Hall (Moose Fort, Moose Factory)	IRS Located in Community
273	ON	Moose Cree FN	Bishop Horden Hall (Moose Fort, Moose Factory)	IRS Located in Community
274	ON	Mohawks of the Bay of Quinte	Mohawk Institute	IRS Attended by Member(s)
275	ON	Munsee-Delaware Nation	Mount Elgin (Muncey, St. Thomas)	IRS Attended by Member(s)
276	ON	Naicatchewenin FN	Fort Frances (St. Margaret's)	IRS Attended by Member(s)
277	ON	Naotkamegwaning FN	Cecilia Jeffrey (Kenora, Shoal Lake); Fort Frances (St. Margaret's); McIntosh (Kenora); St. Mary's (Kenora, St. Anthony's)	IRS Attended by Member(s)
278	ON	Nipissing First Nation	Spanish Boys' School (Charles Garnier, St. Joseph's)	IRS Attended by Member(s)
279	ON	Nigigoonsiminikaaning First Nation	Fort Frances (St. Margaret's)	IRS Attended by Member(s)
280	ON	Ojibways of Onigaming	St. Mary's (Kenora, St. Anthony's); Fort Frances (St. Margaret's)	IRS Attended by Member(s)
281	ON	Oneida Nation the Thames	Mount Elgin (Muncey, St. Thomas)	IRS Located in Community
282	ON	Pikangikum FN	Poplar Hill	IRS Attended by Member(s)
283	ON	Sachigo Lake FN	Poplar Hill	IRS Attended by Member(s)
284	ON	Sheguiandah FN	Shingwauk; Spanish Boys' School (Charles Garnier, St. Joseph's); Spanish Girls' School (St. Joseph's, St. Peter's, St. Anne's)	IRS Located in Community

	Province / Territory	Indian Band/ FN	Identified Indian Residential School(s)	Opt In Basis
285	ON	Taykwa Tagamou Nation	St. Anne's (Fort Albany)	IRS Attended by Member(s)
286	ON	Temagami FN	Shingwauk	IRS Attended by Member(s)
287	ON	Wabigoon Lake Ojibway Nation	St. Mary's (Kenora, St. Anthony's)	IRS Attended by Member(s)
288	ON	Wahgoshig First Nation	Mohawk Institute	IRS Located in Community; IRS Attended by Member(s)
289	ON	Wauzhushk Onigum Nation (Rat Portage) #153	St. Mary's (Kenora, St. Anthony's)	IRS Located in Community
290	ON	Wiikwemkoong Unceded Territory	Spanish Boys' School (Charles Garnier, St. Joseph's); Spanish Girls' School (St. Joseph's, St. Peter's, St. Anne's);	IRS Located in Community
291	ON	Weenusk First Nation	St. Anne's (Fort Albany)	IRS Located in Community
292	ON	Whitefish River First Nation	Spanish Boys' School (Charles Garnier, St. Joseph's)	IRS Attended by Member(s)
293	ON	Whitesand First Nation	Fort Frances (St. Margaret's)	IRS Attended by Member(s)
294	QC	Abénakis de Wôlinak	Sept-Îles	IRS Attended by Member(s)
295	QC	Communaute Ancinapek de Kitcisakik	Amos	IRS Attended by Member(s)
296	QC	Les Innu De Ekuanitshit	Sept-Îles	IRS Attended by Member(s)
297	QC	Cree Nation of Chisasibi	Fort George (Anglican); Fort George (Roman Catholic)	IRS Located in Community
298	QC	Cree Nation of Mistissini	La Tuque; Mistassini Hostels (September 1, 1971 to June 30, 1978)	IRS Located in Community; IRS Attended by Member(s)
299	QC	Cree Nation of Nemaska	Bishop Horden Hall (Moose Fort, Moose Factory); Shingwauk; La Tuque	IRS Attended by Member(s)
300	QC	Cree Nation of Waswanipi	Mohawk Institute; La Tuque	IRS Attended by Member(s)
301	QC	Cree Nation of Wemindji	Fort George (Anglican)	IRS Attended by Member(s)
302	QC	Nation Huronne-Wendat	La Tuque	IRS Attended by Member(s)
303	QC	Innus de Ekuanitshit	Sept-Îles	IRS Attended by Member(s)

	Province / Territory	Indian Band/ FN	Identified Indian Residential School(s)	Opt In Basis
304	QC	Innu Takuaikan Uashatmak Mani Utenam	Sept-Îles	IRS Located in Community; IRS Attended by Member(s)
305	QC	Listuguj Mi'gmaq Government	Shubenacadie	IRS Attended by Member(s)
306	QC	Kanesatake Mohawk	Shingwauk	IRS Located in Community; IRS Attended by Member(s)
307	QC	Kebaowek First Nation	Spanish Boys' School (Charles Garnier, St. Joseph's); Spanish Girls' School (St. Joseph's, St. Peter's, St. Anne's)	IRS Attended by Member(s)
308	QC	Long Point FN	Amos	IRS Attended by Member(s)
309	QC	Naskapi Nation of Kawawachikamach	La Tuque	IRS Located in Community
310	QC	Nation anishnabe du Lac Simon	Amos	IRS Located in Community; IRS Attended by Member(s)
311	QC	Odanak	Shingwauk	IRS Attended by Member(s)
312	QC	Oujé-Bougoumou Cree Nation	La Tuque	IRS Attended by Member(s)
313	QC	Pekuakamiulnuatsh Takuhikan	Pointe Bleue	IRS Located in Community
314	QC	Whapmagoostui FN	Federal Hostels at Great Whale River	IRS Located in Community
315	QC	The Crees of Waskaganish FN	Bishop Horden Hall (Moose Fort, Moose Factory)	IRS Attended by Member(s)
316	NB	Elsipogtog First Nation, formerly Big Cove Band, formerly Richibucto Tribe of Indians (#003)	Shubenacadie	IRS Attended by Member(s)
317	NB	Eel Ground First Nation	Shubenacadie	IRS Attended by Member(s)
318	NB	Eel River Bar First Nation	Shubenacadie	IRS Attended by Member(s)
319	NB	Fort Folly	Shubenacadie	IRS Attended by Member(s)
320	NB	Indian Island	Shubenacadie	IRS Attended by Member(s)
321	NB	Kingsclear First Nation	Shubenacadie	IRS Attended by Member(s)

	Province / Territory	Indian Band/ FN	Identified Indian Residential School(s)	Opt In Basis
322	NB	Oromocto	Shubenacadie	IRS Attended by Member(s)
323	NB	Tobique First Nation	Shubenacadie	IRS Attended by Member(s)
324	NS	Sipekne'katik Band	Shubenacadie	IRS Located in Community
325	PE	Abegweit FN	Shubenacadie	IRS Attended by Member(s)
326	PE	Lennox Island Band	Shubenacadie	IRS Located in Community; IRS Attended by Member(s)

Annexe D – Politique de placement

**SCHEDULE D
INVESTMENT POLICY**

1. The Board, or the Interim Board, as the case may be, shall at all times manage the money of the Trust/not-for-profit entity in a prudent manner.
2. Upon receipt of the funding, the Trust shall deposit the funds required to make the initial payment to the Bands, as well as to pay for the operation of the Trust/not-for-profit entity for the first year, in a bank account in the name of the Trust/not-for-profit entity.
3. The remainder of the funds shall be invested in accordance with professional investment advice for a period of one year, or until the full Board is constituted.
4. Once the full Board is constituted, it shall engage the services of one or more professional investment advisors or firms to assist it in the long-term planning and investment required to ensure, to the extent possible, the availability of funds for initiatives undertaken by the Band Class Members to fulfill the objectives of the Four Pillars.
5. The money will be invested in accordance with professional advice in a manner which will maintain the capital for 20 years.
6. Subject to Section 22.04 of the Agreement, after 20 years, the Trust shall disburse the remaining funds to the Band Class in accordance with the Disbursement Formula, with adjustments for remoteness, upon receipt of a further plan for use of the funds in accordance with the Four Pillars.
7. Any investment income earned on the capital shall be disbursed to the Band Class in accordance with the Disbursement Policy.

Annexe E – Politique de versement et formule de versement

**SCHEDULE E
DISBURSEMENT POLICY
AND DISBURSEMENT FORMULA**

It is acknowledged that the sole purpose of the Fund is to assist Band Class Members in repairing the harms done to them by the Residential Schools as set out in the Statement of Claim (as amended) in accordance with the Four Pillars which guide the Agreement.

The Board, once constituted, will create a Disbursement Policy. This Disbursement Policy shall include the following:

1. **Band Entitlement** – each Band Class Member shall be entitled to the following disbursements:
 - a. **Planning Funds:** Upon receipt of the money provided for in this Agreement, the Trust will disburse an initial amount of \$200,000 to each Band for the purposes of developing a plan to carry out one or more of the objectives and purposes of the Four Pillars;
 - b. **Initial Kick-Start Funds:** Upon receipt and review of a plan from a Band, the Trust shall disburse the Initial Kick-Start Funds, which shall be equal to the Band's proportionate share of \$325,000,000, with 40% attributable for base rate, with the remaining 60% to be used to adjust for population. The base rate is an equal amount payable to each Band. The Board will determine an appropriate adjustment for remoteness for the Initial Kick-Start Funds, with any such funds required to account for remoteness being in addition to the \$325,000,000, and taken from capital.
 - c. **Annual Entitlement:** Each Band will receive a share of annual investment income that is available for distribution. Each Band's Annual Entitlement will be based on the Disbursement Formula. The Trust may, at its discretion, choose not to disburse all the income in any given year in order to ensure sufficient funding for years in which there is less income due to market conditions.
2. **Furtherance of the Four Pillars** – For both the Initial Kick-Start Funds and the Annual Entitlement, each Band must spend the funds in accordance with their plans, and on initiatives that further the Four Pillars.
3. **Disbursement Formula** – The Board will establish a Disbursement Formula which provides a base rate to each Band, a per capita adjustment based on the relative population of the Band and an amount for additional costs in case of remoteness. This Disbursement Formula will be used to calculate the amount of each Band's entitlement for the Annual Funds. The Disbursement Formula set by the Board must include a 40% attributable for base rate, with the remaining 60% to be used to adjust for population and for remoteness. Within the 60%,

the Board will consider and determine an appropriate population adjustment and remoteness adjustment.

4. **Reporting** - Each Band shall establish an initial efficient and simplified 10 year plan as well as yearly update reporting which will assist the Board in ensuring that the funding is being used for the Four Pillars. Following the initial 10 years each Band will be required to provide an additional 10 year plan and followed by yearly reporting. After 20 years, each Band will submit a further plan for use of the Band's share of the disbursement of the remaining funds pursuant to s. 6 of the Investment Policy, followed by periodic reporting for 10 years or until the funds are expended, whichever occurs first.
5. **Deferred distribution** – Each Band can elect to leave any of the funds to which it is entitled in the Fund to accrue income and to be drawn down later based upon their plan. In the event that a Band does not submit a plan to the Board, the distribution to that Band will be automatically deferred until they have provided a plan to carry out the objectives and purposes of the Four Pillars.
6. **Restrictions on use** – The Disbursement Policy will make clear of the following restrictions on use:
 - a. Funding will be for the objectives and purposes of one or more of the Four Pillars;
 - b. No funding will be given for initiatives which duplicate government programs or for which government funding is available. However, if the government funding only covers certain elements of an initiative (e.g., salaries), but does not cover a different element of the initiative (e.g., capital expenditures), funding may be given for the elements not covered by government funding;
 - c. No funding will be given to individuals for individual purposes;
 - d. No funding will be given for commercial ventures;
 - e. No funding can be used as collateral or to secure loans or used as any other form of guarantee; and
 - f. Funding is not subject to redirection, execution, or seizure by third parties, including third party managers; funding must only be used for the support of the Four Pillars by the Band recipient.

Annexe F – Les quatre piliers

Schedule F The Four Pillars

PILLAR 1: REVIVAL AND PROTECTION OF INDIGENOUS LANGUAGE

Indigenous languages are sacred. Our languages are the keystone of our connection to each other and to the land. As expressed by the Assembly of First Nations, our languages were given to us by the Creator as an integral part of life and to allow us to interact with each other and the natural world. Embodied in our languages is our unique relationship to the Creator, our attitudes, beliefs, values and the fundamental notion of what is truth. Language is the principal means by which culture is accumulated, shared and transmitted from generation to generation. The key to identity and retention of culture is the revival and protection of our languages.

It is recognized and acknowledged that the traditional languages of our peoples are diverse. Language varies from community to community, sometimes operating like dialects. Each Band Class Member has the right to define for itself what constitutes an Indigenous language within its own nation.

The first pillar is the **revival and protection of our languages**, and may include initiatives with one or more of the following goals:

- Protecting and reviving the languages of our people.
- Encouraging our elders to pass on their knowledge of traditional languages to younger generations. Our elders will teach that our languages are not only about spoken and written words but are about our values, beliefs, rituals, songs, dances, spirituality, and social behaviours.
- Strengthening the bonds between language and the land.
- Teaching spoken and written languages to speakers of all levels, with a goal of having fluent speakers of our traditional languages.
- Enhancing the dignity, self-worth and sense of belonging of our peoples through the use of their own languages.
- Advancing individuals' language education.

PILLAR 2: REVIVAL AND PROTECTION OF INDIGENOUS CULTURE

Culture is how we express ourselves as nations. Culture helps maintain, and is a product of, ongoing relationships within our nations, our ancestors and the land. Protecting our culture means preserving the relationships through which our culture is both sustained and adapted. Our cultures are dynamic. Culture is a complex whole that includes knowledge, practices, customs, art, norms, beliefs, and any other capabilities and habits that offer a sense of meaning as peoples.

It is recognized and acknowledged that each Band Class Member has its own culture, beliefs,

traditions, worldviews and customs. Each has a unique experience on the land and with each other, but are all connected.

The second pillar is the **revival and protection of our cultures**, and may include initiatives with one or more of the following goals:

- Preserving and strengthening knowledge of our cultures and traditions.
- Reviving traditional cultural skills and practices.
- Passing knowledge of our traditional cultures, values, goals and practices to future generations.
- Forging bonds with the land and its resources through acknowledgment and use of cultural practises.
- Sharing traditional knowledge from older generations to younger generations.

PILLER 3: PROTECTION AND PROMOTION OF HERITAGE

Heritage consists of the traditions and way of life passed down through generations and inherited by our peoples today. Heritage is closely connected to, but distinct, from culture. Heritage is about maintaining a connection to the past, through the present and into the future. It is about stewardship and maintenance of traditions and practices, as well as stewardship of our lands and waters.

It is recognized and acknowledged that each Band Class Member has its own heritage that is unique.

The third pillar is the **protection and promotion of heritage** and may include initiatives with one or more of the following goals:

- Preserving and strengthening knowledge of our shared inheritance.
- Passing knowledge of heritage to future generations.
- Preserving knowledge of the creation and maintenance of our material cultures.
- Fostering connection to and protection of lands and waters.
- Sustaining our resources in our lands.
- Fostering multiculturalism from nation to nation.

PILLER 4: WELLNESS FOR INDIGENOUS COMMUNITIES AND PEOPLE

Wellness consists of emotional, physical, spiritual and mental health and wellbeing. Wellness involves healthy relationships, wisdom, respect and responsibility.

It is recognized and acknowledged that wellness is connected to our cultures, traditions, and knowledge, and that wellness of our communities and peoples is best achieved through practicing

our cultures and traditions, and through connection to the land.

Residential Schools have caused intergenerational harms that have had and continue to have a devastating impact on the wellness of our peoples. The fourth pillar is the promotion of **wellness for our communities and our people** to address these harms and may include initiatives with one or more of the following goals:

- Promoting holistic and traditional modes of wellness.
- Creating strong and healthy families in our communities.
- Raising our children and youth in a positive and healthy environment.
- Creating individual empowerment.
- Promoting the physical well-being of our people.
- Protecting and reviving healthful eating with traditional foods.
- Fostering relationships with the land.
- Promoting the practice of traditional values such as self-respect, respect toward others, humility, love, caring, sharing, honesty, and discipline.
- Addressing social harms that are the result of intergenerational trauma, including lateral violence, suicide, and drug and alcohol addiction and abuse.

Note: The goals listed under each Pillar are examples and not meant to exhaust the initiatives that may be undertaken under any of the Pillars but rather to show the types of initiatives that may be covered under the Four Pillars.

Annexe B – Projet de distribution de l'avis d'approbation du règlement

Schedule "B"**0128*****Gottfriedson et al. v. His Majesty the King in Right of Canada*****(Court File No. T-1542-12)****Plan of Dissemination – Notice of Settlement Approval**

The notice of settlement approval ("**Notice**") will be sent directly to all Band Class Members. Class Counsel will take further steps to confirm that Class Members have received the Notice.

A comprehensive list of Band Class Members is attached as Schedule "A" to the Order of Justice McDonald dated September 6, 2022, as amended January 23, 2023. Because this is an opt-in class action, all 325 Class Members are known to Class Counsel. Further, Class Counsel have had direct contact with each Class Member, including in February 2022, as part of the re-opened opt-in process, and again in January 2023, in order to provide notice of the proposed settlement and settlement approval hearing.

Class Counsel have maintained a comprehensive spreadsheet of contact information for each Class Member, including email addresses, mailing addresses, fax numbers (where available) and phone numbers.

DIRECT CONTACT

The Court-approved Notice will be sent directly to the administrative and/or political office of each Class Member by email, mail and, where available, fax by March 10, 2023. The Notice requests that Class Members confirm receipt of the Notice with Class Counsel to ensure that Notice is effective.

Class Counsel will contact the administrative and/or political office of each Class Member that does not confirm receipt of the Notice, directly by phone, to ensure that all Class Members have, in fact, received the Notice.

WEBSITE

The information in the Notice will be posted at www.bandrepairs.ca by March 3, 2023.

LANGUAGES

The Notice will be sent to the Class Members in English and French. Key information from the Notices will also be made available in six of the most commonly used Indigenous languages – James Bay / Eastern Cree, Plains Cree, Ojibwe, Dene, Inuktitut, and Mi'kmaq – as soon as practicable on www.bandrepairs.ca.

0129

CLASS COUNSEL CONTACT

Class Counsel have established a dedicated toll-free number and email address in order to receive inquiries from Class Members and from the general public. Class Counsel will use the toll-free number and email address to communicate the information contained in the Notice.

Annexe C – Avis d'approbation du règlement (en français et en anglais)

0134

Gottfriedson et al. c. Sa Majesté le Roi du chef du Canada
(N° de dossier du greffe : T-1542-12)

**RECOURS COLLECTIF EN RÉPARATION PRÉSENTÉ PAR
LES BANDES CONCERNANT LES PENSIONNATS INDIENS
AVIS D'APPROBATION DU RÈGLEMENT**

IMPORTANT

Vous recevez cet avis parce que votre bande a choisi de participer (autrement dit, elle s'est jointe) au recours collectif *Gottfriedson* en réparation présenté par les bandes.

L'accord de règlement a été approuvé par la Cour fédérale. L'accord est donc définitif et lie tous les membres du groupe des bandes.

LISEZ ATTENTIVEMENT CET AVIS POUR COMPRENDRE COMMENT LES DROITS DE VOTRE BANDE SERONT AFFECTÉS.

Veillez confirmer que votre bande a reçu le présent avis en envoyant un courriel aux avocats du groupe au courriel : bandclass@waddellphillips.ca.

RECOURS COLLECTIF EN RÉPARATION PRÉSENTÉ PAR LES BANDES

Le recours collectif en réparation présenté par les bandes est une action en justice contre le gouvernement du Canada. Cette action porte sur les préjudices collectifs subis par les communautés autochtones en raison des pensionnats indiens. L'action en justice allègue que le gouvernement du Canada est responsable des dommages causés aux *communautés* autochtones par le système des pensionnats indiens, et plus particulièrement du préjudice collectif subi par les communautés autochtones en raison de la perte de leur langue et de leur culture à cause des pensionnats indiens.

Cette action en justice ne porte pas sur les préjudices subis par les survivants individuels qui ont fréquenté les pensionnats indiens, mais sur les préjudices collectifs subis par les communautés autochtones en tant que groupe à cause des pensionnats indiens.

Cette action en justice a été intentée par les Premières Nations Tk'emlúps te Secwépemc et la Nation shishàlh (les « Bandes représentatives des demandeurs »), avec le soutien du Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee).

Au total, 325 bandes des Premières Nations font partie de cette action en justice. Pour pouvoir participer, les bandes ont dû choisir de « s'inscrire » ou de « se joindre » au

0135

recours collectif. La date limite pour être inclus dans ce recours est maintenant passée et il n'est plus possible de s'y joindre. Pour obtenir la liste complète des bandes qui se sont jointes à l'action en justice, consultez le site www.bandreparations.ca.

ACCORD DE RÈGLEMENT

Le [•], 2023, la Cour fédérale a approuvé l'accord de règlement conclu entre les Bandes représentatives des demandeurs et le gouvernement du Canada et cet accord résout complètement et définitivement le recours collectif en réparation présenté par les bandes. En approuvant l'accord de règlement, la Cour fédérale a déterminé que l'accord est équitable, raisonnable et dans les meilleurs intérêts du groupe. Ceci veut dire que **l'accord de règlement est maintenant définitif et lie les parties.**

APERÇU DE L'ACCORD DE RÈGLEMENT

- Le gouvernement du Canada effectuera un paiement de 2,8 milliards de dollars à une fiducie/un organisme sans but lucratif au bénéfice des membres du groupe selon les principes des quatre piliers;
- Il n'y aura pas un procès sur le fond; and
- Les membres du groupe des bandes seront empêchés d'intenter à l'avenir des actions en justice contre le Canada relativement aux préjudices collectifs que les pensionnats indiens leur ont été causés.

Pour plus de clarté, l'accord de règlement n'aura pas d'incidence sur toutes réclamations éventuelles concernant les enfants décédés ou disparus pendant leur fréquentation des pensionnats.

Comme votre bande s'est jointe à ce recours collectif en tant que membre du groupe, votre bande est liée par les provisions de l'accord.

TERMES DÉTAILLÉS DE L'ACCORD DE RÈGLEMENT

L'accord est fondé sur les principes **des quatre piliers**, à savoir :

- Revitalisation et protection **des langues autochtones**;
- Revitalisation et protection **des cultures autochtones**;
- **Bien-être** des communautés autochtones et de leurs membres;
- Promotion et protection du **patrimoine**.

0136

Les principales conditions de l'accord de règlement sont les suivantes :

- Le gouvernement du Canada effectuera un paiement de **2,8 milliards de dollars** (le « Fonds ») à une fiducie/un organisme sans but lucratif afin de régler entièrement et définitivement le recours collectif en réparation présenté par les bandes.
- La fiducie/l'organisme sans but lucratif sera chargé(e) d'investir prudemment le Fonds et de le distribuer aux 325 membres du recours collectif afin de soutenir **les principes des quatre piliers**, conformément à la Politique de décaissement.
- La **Politique de décaissement** comprendra les éléments suivants :
 - **Fonds de planification** : chaque membre du groupe des bandes recevra un paiement initial unique de 200,000\$ pour l'élaboration d'un plan visant à réaliser un ou plusieurs des objectifs et des buts des quatre piliers;
 - **Fonds de démarrage initial** : sur réception et examen du plan d'une bande, le Fonds versera les fonds de démarrage initial, qui seront égaux à la part proportionnelle de 325 millions de dollars de la bande, 40 % étant attribuables au taux de base, et les 60 % restants devant servir au rajustement en fonction de la taille de la population. Le taux de base est un montant égal payable à chaque bande. Le Conseil déterminera un rajustement approprié en fonction de l'éloignement de la bande pour les fonds de démarrage initiaux, ces fonds devant tenir compte de l'éloignement étant en sus des 325 millions de dollars;
 - **Droit annuel** : chaque bande recevra une part du revenu annuel d'investissement qui est disponible pour la distribution. Cette part sera égale à la part proportionnelle de la bande, rajustée en fonction de la taille de la population et de l'éloignement.
- Toutes les sommes qui restent dans le Fonds après le versement des fonds de planification et des fonds de démarrage seront investies avec prudence par la fiducie/l'organisme sans but lucratif conformément aux conseils professionnels en matière d'investissement.
- Le Fonds exercera ses activités pendant une période de 20 ans.
- Pendant la durée de vie de 20 ans du Fonds, les paiements annuels de droits seront effectués à partir des revenus d'investissement du Fonds. Le capital du Fonds sera conservé.
- À la fin de la durée de vie de 20 ans du Fonds, les fonds restants, composés du capital du Fonds et de tout revenu d'investissement non décaissé, seront versés

0137

au groupe. La part revenant à chaque bande sera égale à sa part proportionnelle dans les fonds restants.

- La fiducie/l'organisme à but non lucratif sera chargé(e) de déterminer la Politique de décaissement, qui consistera en un taux de base, un rajustement pour la taille de la population et un rajustement pour l'éloignement. Cette formule attribuera 40 % au taux de base, et 60 % aux rajustements en fonction de la taille de la population et de l'éloignement.
- La fiducie/l'organisme sans but lucratif sera dirigé(e) par un conseil de neuf administrateurs autochtones, dont huit seront choisis par les Bandes représentatives des demandeurs et par les membres du groupe, et un sera choisi par le Canada.
- La fiducie/la fondation disposera d'une représentation régionale.
- En échange des avantages découlant de l'accord, les membres du groupe des bandes sont réputés accepter une décharge qui les empêchera d'intenter à l'avenir toute action en justice contre le Canada relativement aux préjudices collectifs qui leur ont été causés par la création et le fonctionnement des pensionnats indiens.
- Les frais et les dépenses juridiques seront payés par le gouvernement du Canada et ne seront pas déduits de l'indemnisation versée au groupe des bandes. Le Canada a accepté de payer 20 millions de dollars pour rembourser les Trois Nations qui ont fourni des fonds pour ce litige ainsi que pour payer tous les frais et dépenses juridiques engagés par les avocats du groupe. Ces frais et dépenses [doivent être / ont été] approuvés par la Cour.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Vous trouverez de plus amples renseignements sur vos droits et sur les détails du règlement (y compris l'accord de règlement) sur le site Web bandreparations.ca.

Les avocats du groupe peuvent être joints à l'adresse suivante :

Waddell Phillips Professional Corporation

Téléphone : 1 888 370-1045 (sans frais)

Télécopieur : 416 477-1657

Courriel : bandclass@waddellphillips.ca

Att'n : Band Reparations Class Action

36 Toronto Street, Suite 1120

Toronto, ON M5C 2C5

Schedule "C"

0130

Gottfriedson et al. v. His Majesty the King in Right of Canada
(Court File No. T-1542-12)

**INDIAN RESIDENTIAL SCHOOLS
BAND REPARATIONS CLASS ACTION
NOTICE OF SETTLEMENT APPROVAL**

IMPORTANT

You are receiving this Notice because your Band has opted into (*i.e.*, joined) the *Gottfriedson* Band Reparations Class Action.

The Settlement Agreement has received the Federal Court's approval. It is now final and binding on all members of the Band Class.

PLEASE READ THIS NOTICE CAREFULLY TO UNDERSTAND HOW YOUR BAND'S RIGHTS WILL BE AFFECTED.

Please confirm that your Band has received this Notice by emailing Class Counsel at bandclass@waddellphillips.ca.

BAND REPARATIONS CLASS ACTION

The Band Reparations Class Action is a lawsuit against the Government of Canada. The lawsuit is about the collective harm suffered by Indigenous communities as a result of Indian Residential Schools. The lawsuit says that the Government of Canada is responsible for damages to Indigenous *communities* caused by the Indian Residential School system, and in particular, the collective harm suffered by Indigenous communities due to the loss of language and culture because of Indian Residential Schools.

This lawsuit is not about harms suffered by individual survivors who attended Indian Residential Schools. Instead, it is about the collective harm suffered by Indigenous communities as a group as a result of Indian Residential Schools.

This lawsuit was brought by representative plaintiff First Nations Tk'emlúps te Secwépemc and shíshálh Nation (the "**Representative Plaintiff Bands**"), with the support of the Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee) (the "**Three Nations**").

325 First Nations Bands are part of the lawsuit. In order to participate, Bands had to "opt-in" or "join" the class action. The opt-in period is now closed, and it is no longer possible to join the lawsuit. For a complete list of which Bands joined the lawsuit, go to www.bandreparations.ca

0131

SETTLEMENT APPROVAL

On [•], 2023 the Federal Court has approved the Settlement Agreement reached between the Representative Plaintiffs and the Government of Canada, which fully and finally resolves the Band Reparations Class Action. As part of the settlement approval process, the Federal Court determined that the Settlement Agreement is fair, reasonable, and in the best interests of the Class Members. This means that **the Settlement Agreement is now final and binding on the parties.**

SETTLEMENT AGREEMENT OVERVIEW

- The Government of Canada will pay \$2.8 billion to the Trust/Not-For-Profit for the benefit of the Class Members in accordance with the Four Pillars;
- The case will not proceed to a trial; and
- The Band Class Members will not be able to bring future lawsuits against Canada for the collective harms suffered by that Band as a result of Indian Residential Schools.

For greater clarity, the Settlement Agreement will not impact any possible claims regarding children who died or disappeared while in attendance at Residential Schools.

Because your Band has opted in to the Band Reparations Class Action as a Class Member, your Band is bound by the terms of the Settlement Agreement.

DETAILED TERMS OF SETTLEMENT AGREEMENT

The agreement is based on the **Four Pillars principles**, namely:

- Revival and protection of **Indigenous languages**;
- Revival and protection of **Indigenous cultures**;
- **Wellness** for Indigenous communities and their members;
- Promotion and protection of **heritage**.

0132

The **key terms** of the settlement agreement are:

- The government of Canada will make a payment of **\$2,800,000,000.00 (two billion eight hundred million dollars)** (the "**Fund**") to a Trust/Not-For-Profit to fully and finally resolve the Band Reparations Class Action.
- The Trust/Not-For-Profit will be responsible for prudently investing the Fund, and for distributing the Fund to the 325 class members to support the **Four Pillar principles** in accordance with the Disbursement Policy.
- The **Disbursement Policy** will include the following:
 - **Planning funds:** Each Band Class member will receive an initial one-time payment of \$200,000 for the purposes of developing a plan to carry out one or more of the objectives and purposes of the Four Pillars;
 - **Initial Kick-Start Funds:** Upon receipt and review of a plan from a band, the Fund shall disburse the Initial Kick-Start Funds, which shall be equal to the Band's proportionate share of \$325,000,000, with 40% attributable for base rate, with the remaining 60% to be used to adjust for population. The base rate is an equal amount payable to each Band. The Board will determine an appropriate adjustment for remoteness for the Initial Kick-Start Funds, with any such funds required to account for remoteness being in addition to the \$325,000,000.
 - **Annual Entitlement:** Each Band will receive a share of annual investment income that is available for distribution. That share will be equal to the Band's proportionate share, adjusted for population and remoteness.
- All monies that remain in the Fund after the payment of the Planning Funds and the Kick-Start Funds will be prudently invested by the Trust/Not-For-Profit in accordance with professional investment advice.
- The Fund will operate for a period of 20 years. For the 20-year life of the Fund, the Annual Entitlement payments will be made from the investment income earned from the Fund. The capital of the Fund will be maintained.
- At the end of the 20-year life of the Fund, the remaining funds consisting of the capital of the Fund and any undisbursed investment income will be disbursed to the Class. Each Band's share will be equal to the Band's proportionate share of the remaining funds.
- The Trust/Not-For-Profit will be responsible for determining the Disbursement Policy, which will consist of a base rate, a population adjustment, and a

0133

remoteness adjustment. That formula will allocate 40% to base rate, and 60% to population and remoteness adjustments.

- The Trust/Not-For-Profit will be governed by a board of nine Indigenous directors, eight of which will be selected through a process involving the Representative Plaintiff Bands and, in the case of Regional Directors, by the Class Members, and one of which will be chosen by Canada.
- The Trust/Not for Profit will have regional representation.
- In exchange for the benefits of the agreement, the Band Class members are deemed to agree to a release which will prevent them from bringing any legal claims in future against Canada regarding the collective harms caused to them by the creation and operation of Indian Residential Schools.
- Lawyers' fees and expenses will be paid by the Government of Canada and will not be deducted from the compensation paid to the Band Class. Canada has agreed to pay \$20,000,000.00 (twenty million dollars) to reimburse the Three Nations that provided funding for this litigation, and for all legal fees and expenses incurred by Class Counsel. These fees and expenses [must be/were] approved by the Court.

FURTHER INFORMATION

More information about your rights and details of the settlement (including the settlement agreement) can be found on the bandreparations.ca website.

Class Counsel can be reached at:

Waddell Phillips Professional Corporation

Phone: 1-888-370-1045 (toll-free)

Fax: 416-477-1657

Email: bandclass@waddellphillips.ca

Att'n: Band Reparations Class Action
36 Toronto Street, Suite 1120
Toronto, ON
M5C 2C5

COUR FÉDÉRALE

AVOCATS INSCRITS AU DOSSIER

DOSSIER : T-1542-12

INTITULÉ : LE CHEF SHANE GOTTFRIEDSON ET AL. c.
SA MAJESTÉ LE ROI DU CHEF DU CANADA

LIEU DE L'AUDIENCE : VANCOUVER (COLOMBIE-BRITANNIQUE)

DATES DE L'AUDIENCE : LES 27 ET 28 FÉVRIER 2023

ORDONNANCE ET MOTIFS : LA JUGE MCDONALD

DATE DES MOTIFS : LE 9 MARS 2023

COMPARUTIONS :

Peter R. Grant POUR LES DEMANDEURS
Diane Soroka
John Kingman Phillips, c.r.
W. Cory Wanless
Jonathan Schachter
Flora Yu

Travis Henderson POUR LE DÉFENDEUR
Ainslie Harvey

Oliver Pulleyblank POUR WAUZHUSHK ONIGUM NATION
Melissa Rumbles

AVOCATS INSCRITS AU DOSSIER :

Peter Grant Law POUR LES DEMANDEURS
Avocat
Vancouver (Colombie-Britannique)

Diane Soroka Avocate Inc.
Avocate
Westmount (Québec)

Waddell Phillips Professional
Corporation
Toronto (Ontario)

Procureur général du Canada
Ministère de la Justice
Vancouver (Colombie-Britannique)

POUR LE DÉFENDEUR

Pulleyblank Law
Vancouver (Colombie-Britannique)

POUR WAUZHUSHK ONIGUM NATION

First Peoples Law LLP
Vancouver (Colombie-Britannique)